



# ÉVALUATION DU SOUTIEN DE L'UE À L'AGROÉCOLOGIE DANS 5 PAYS AFRICAINS: SÉNÉGAL, BURKINA FASO, RDC, OUGANDA, KENYA

Septembre 2025



Crédit photo: Adama MAISA / Irene, Burkina Faso, Broederlijk Delen

**act:onaid**

**AF SA**  
ALLIANCE FOR FOOD SOVEREIGNTY IN AFRICA

 **Broederlijk Delen**  
TOT IEDEREEN MEE IS

 **caritas europa**

 **Caritas**  
AFRICA

**CIDSE**  
Together for global justice

 **DCA**  
actalliance

 **DKA Austria**  
Hilfswerk der Katholischen Jungschar

 **ENTRAIDE &  
FRATERNITE**



**misereor**  
ALLY FOR A JUST WORLD

## REMERCIEMENTS

Cette évaluation a été commandité par ActionAid, L'Alliance pour la souveraineté alimentaire en Afrique (AFSA), Broederlijk Delen, Caritas Africa, Caritas Europa, Coopération Internationale pour le Développement et la Solidarité (CIDSE), DanChurchAid, Dreikönigsaktion der Katholischen Jungschar (DKA Autriche), Forum des petits exploitants agricoles de l'Afrique orientale et australe (ESAFF), Entraide et Fraternité et Misereor.

L'évaluation a été réalisée par Yodit Kebede et Karin Ulmer. Leur travail a été encadré par un groupe de référence composé de Julie Middleton et Hamdi Benslama, Action Aid; Michael Farelly, AFSA; Suzy Serneels, Broederlijk Delen; Wesley Chibamba, Caritas Africa; Luisa Fondello, Caritas Europa; Emmanuel Yap, CIDSE; Catherine Barklin et Sidsel Koordt Vognsen, DanChurchAid, Heidrun Leitner, DKA Austria; Emmanuel Justine, ESAFF; Daniel Fernandez, Entraide et Fraternité et Sarah Schneider et Selina Wiredu, Misereor.

En plus d'assurer le suivi de l'avancement et d'apporter des contributions et orientations techniques, le groupe de référence a rédigé l'Avant-propos e le Résumé exécutif.

Les opinions exprimées dans le présent rapport sont celles de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement la position des organisations commanditaires.

Le groupe de référence tient à remercier l'ensemble des partenaires ayant collaboré en tant que répondants clés à cette évaluation, notamment la DG INTPA de l'UE, les membres des Délégations d l'UE et les partenaires de la société civile dans le cinq pays étudiés. Nous reconnaissons et apprécions la recherche menée par les consultants experts, Yodit Kebede et Karin Ulmer.

**Citation suggérée :** Kebede, Yodit and Ulmer, Karin. Évaluation du soutien de l'UE à l'agroécologie dans 5 pays africains : Sénégal, Burkina Faso, RDC, Ouganda, Kenya. Commandité par ActionAid, AFSA, Broederlijk Delen, Caritas Africa, Caritas Europa, CIDSE, DanChurchAid, DKA Autriche, ESAFF, Entraide et Fraternité et Misereor, 2025.

# TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS	4
RÉSUMÉ EXÉCUTIF	5
Analyse des financements	5
Aperçus nationaux	6
Recommandations clés	6
Conclusion	7
INTRODUCTION	8
Contexte général des flux de financement en faveur de l'agroécologie	8
Reconnaissance de l'agroécologie dans les politiques	8
Changement de contexte politique : la nouvelle Commission 2024-2029	9
Objectifs et questions de recherche de cette étude	10
CHAMP D'APPLICATION ET MÉTHODOLOGIE	12
Concept d'agroécologie	12
Recherche documentaire	12
Consultations virtuelles et en personne	14
Limites de cette étude	15
CONTEXTE DU FINANCEMENT ET DE LA PROGRAMMATION DE L'UE	16
Finances de l'UE	16
Programmation de l'UE	17
Examen du réseau des délégations de l'UE	19
RÉSULTATS	20
Aperçu des instruments politiques liés à l'agroécologie et des mécanismes de mise en œuvre	20
Analyse des financements et des programmes de l'UE en matière d'agroécologie	21
Programmation des financements de l'UE/D en faveur de l'agroécologie dans cinq pays sélectionnés	21
Principes de l'agroécologie HLPE	23
Dépenses sur le total de l'APD de l'UE en Afrique subsaharienne	24
Dépenses d'APD de l'UE 310 Agriculture	25
Quelle part de l'aide publique au développement (APD) de l'UE pour l'agriculture est consacrée à l'agroécologie ?	29
Analyse du portefeuille par INTPA	30

Analyse de portefeuille par BMZ/GIZ	30
Canaux pour l'APD agricole et liée à l'agriculture	30
Perspectives : Prise de décision et nouvelle programmation du budget extérieur de l'UE	32
Contexte du financement institutionnel et de la prise de décision	33
La nouvelle programmation Global Gateway 2025-2027	33
Nouveau programme indicatif pluriannuel pour l'Afrique subsaharienne 2025-2027	34
Nouvel ascenseur DeSIRA	34
Résultats des entretiens avec l'EUD, les OSC partenaires et d'autres parties prenantes	35
Résultats des visites sur le terrain	35
Les enseignements tirés des entretiens en fonction des questions de recherche	38
Intégration des approches agroécologie et chaînes de valeurs	46
DISCUSSION GÉNÉRALE	50
Utilisation des données	50
Localisation et projets sur le terrain	50
Rôle de l'EUD	51
Analyse des résultats de cette étude par rapport à l'étude CIDSE 2020	52
RECOMMANDATIONS	53
ANNEXES	56
Annexe 1 : Évaluation de deux projets agroécologiques financés par l'UE à l'aide de l'outil d'évaluation financière de l'agroécologie	56
Annexe 2 : Points forts des instruments politiques liés à l'EA et des mécanismes de mise en œuvre dans les pays cibles	58
Annexe 3 : Intégration de l'agroécologie et des chaînes de valeurs	65
Annexe 4 : Aperçu de l'examen à mi-parcours de la Global Gateway 2025-2027	66
Annexe 5 : Tableaux des profils nationaux sur le financement de l'UE/D en faveur de l'agroécologie	67
Annexe 6 : Rapport sur le financement de la transition agroécologique dans la CEDEAO - Résumé des principaux résultats (rapport disponible ici)	79
Annexe 7 : Liste des interrogées	81
RÉFÉRENCES	83

## LISTE DES ABRÉVIATIONS

AFSA	Alliance pour la souveraineté alimentaire en Afrique
CBO	Organisations communautaires
CIDSE	Coopération Internationale pour le Développement et la Solidarité
OSC	Organisation de la société civile
DCA	DanChurchAid
DKA	Deikönigsaktion der Katholischen Jungschar (Association catholique de la jeunesse)
ESAFF	Forum des petits exploitants agricoles de l'Afrique orientale et australe
EUD	Délégation de l'Union européenne
FONAFI	Fonds National de la Finance Inclusive
FIDA	Fonds international de développement agricole
GIZ	Deutsche Gesellschaft für internationale Zusammenarbeit
IITA	Initiative internationale pour la transparence de l'aide
INTPA	Commission européenne, partenariat international
HLPE	High Level Panel of Experts
UE	Union européenne
UE/D	Union européenne et délégation de l'Union européenne
ESAFF	Forum des petits exploitants agricoles de l'Afrique orientale et australe
PAM	Programme alimentaire mondial
PELUM	Gestion écologique participative de l'utilisation des terres
PSG	Systèmes de garantie participatifs
SPS	Normes sanitaires et phytosanitaires

# AVANT-PROPOS

Alors que l'Union européenne commence à définir son prochain budget pluriannuel de sept ans, cette étude arrive à un moment crucial. Elle met en lumière une reconnaissance croissante au sein de la politique de développement de l'UE : l'agroécologie est essentielle pour bâtir des systèmes alimentaires résilients, justes et durables en Afrique.

Commandée par une alliance diversifiée d'organisations de la société civile africaines et européennes, cette étude explore la manière dont la coopération au développement de l'UE soutient les transitions agroécologiques dans cinq pays africains — le Sénégal, le Burkina Faso, la République démocratique du Congo, l'Ouganda et le Kenya. Elle offre de nouvelles perspectives sur la façon dont les politiques de l'UE, ses mécanismes de financement et ses Délégations sur le terrain peuvent favoriser ou freiner un changement systémique.

Au cœur de l'action extérieure de l'UE se trouve la stratégie Global Gateway, qui place le climat et l'énergie propre au centre. Mais en agriculture, l'accent mis sur les chaînes de valeur et les marchés internationaux risque de marginaliser les systèmes alimentaires locaux portés par les agriculteurs. Le danger est clair : sans définition partagée de la durabilité, les investissements de l'UE risquent de renforcer les modèles d'agriculture industrielle, plutôt que de promouvoir des solutions agroécologiques.

Cependant, le potentiel est bien réel. L'agroécologie n'est pas seulement une alternative: c'est une voie de transformation des systèmes alimentaires en s'alignant sur les principes écologiques, en renforçant les petits producteurs, en soutenant les marchés locaux et en garantissant une gouvernance inclusive. En investissant dans des approches participatives comme les marchés territoriaux, la transformation alimentaire locale et les systèmes de certification centrés sur les communautés, l'UE peut contribuer à libérer ce potentiel.

Pour que le Global Gateway soutienne véritablement la transformation agroécologique, l'UE doit définir clairement la durabilité en agriculture, adopter des normes contraignantes distinguant l'agroécologie des modèles de « verdissement » superficiel, et garantir des pratiques d'investissement responsables. Le Guide opérationnel sur l'agroécologie que prépare la DG INTPA pourrait fournir l'orientation nécessaire.

Avec la volonté politique, les outils financiers et les partenariats adéquats, l'UE peut devenir un véritable allié dans la transition mondiale vers des systèmes alimentaires justes, résilients face au climat et ancrés dans les savoirs et l'autonomie des agriculteurs africains.

# RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Cette étude évalue le soutien de l'Union européenne à l'agroécologie dans cinq pays africains — Sénégal, Burkina Faso, République démocratique du Congo (RDC), Ouganda et Kenya — en analysant les tendances politiques, les flux financiers et le rôle des Délégations de l'UE (DUE).

Commandé par un consortium d'organisations de la société civile européennes et africaines (ActionAid, AFSA, Broederlijk Delen, Caritas Africa, Caritas Europa, CIDSE, DanChurchAid, DKA Austria, Entraide et Fraternité, ESAFF et Misereor), le rapport examine les opportunités et obstacles influençant l'engagement des Délégations de l'UE dans les transitions agroécologiques, en particulier au regard des nouvelles priorités de la Commission européenne 2024–2029.

Les résultats montrent que, bien que l'agroécologie soit de plus en plus reconnue dans les cadres politiques de l'UE comme une approche transformative vers des systèmes alimentaires durables et résilients — notamment dans le Pacte vert européen, la stratégie De la ferme à la table, Horizon Europe et le Global Gateway — il n'existe ni définition contraignante de la durabilité, ni politique dédiée à l'agroécologie. Cette ambiguïté permet des interprétations diverses, parfois concurrentes, de l'agriculture durable, certaines affaiblissant le potentiel transformateur de l'agroécologie.

## Analyse des financements

Les données financières montrent qu'en moyenne 31,63 % de l'aide publique au développement (APD) de l'UE pour l'agriculture dans les cinq pays (2021–2023) est gérée par la DG INTPA. De nombreux projets soutenus sont partiellement alignés sur les principes de l'agroécologie. Toutefois, la plupart se situent dans les premières étapes de transition (Niveaux 1 et 2 de Gliessman), privilégiant la substitution d'intrants plutôt que la transformation systémique. Un plus petit nombre soutient des changements plus profonds, comme la refonte des agroécosystèmes et la gouvernance participative (Niveau 3), et seuls quelques-uns adoptent une approche holistique des systèmes alimentaires (Niveaux 4–5). Une évaluation qualitative à l'aide de l'outil de financement de la Coalition pour l'agroécologie a donné des scores modérés, soulignant la nécessité d'orientations opérationnelles plus claires.

L'étude prévoit que le futur Guide opérationnel de la DG INTPA sur l'intégration de l'agroécologie renforcera l'intégration des principes agroécologiques dans les projets relevant des Programmes indicatifs pluriannuels (2021–2027 ou 2024–2026). On s'attend à ce qu'une part croissante des projets atteigne au moins un tiers à la moitié des principes HLPE et parvienne au Niveau 3 de Gliessman ou au-delà.

## Aperçus nationaux

Les consultations et entretiens dans les cinq pays montrent des progrès variables. Quatre pays — Kenya, Sénégal, Ouganda et Burkina Faso — ont adopté des stratégies nationales d'agroécologie, mais leur mise en œuvre est limitée par un financement restreint. Les gouvernements privilégient souvent l'agriculture industrielle, perçue comme plus productive et rentable. Les financements de l'UE passent principalement par des ONG internationales et institutions multilatérales, créant des obstacles structurels pour les petites OSC nationales et locales et les initiatives paysannes.

Les DUE jouent généralement un rôle opérationnel limité, s'en remettant souvent à Bruxelles ou à des intermédiaires régionaux. Leur implication dépend largement de l'initiative et des capacités du personnel de programme pour identifier des opportunités, créer des synergies ou surmonter des obstacles liés à l'agroécologie. L'absence de position claire de l'UE permet des interprétations diverses — allant d'approches holistiques intégrant les dimensions écologiques, sociales et politiques, à des visions plus étroites centrées uniquement sur l'interface écologie-agronomie. Sans orientation plus ferme, d'autres priorités — commerce ou investissements de l'UE — risquent d'emporter sur les objectifs agroécologiques. La restructuration prévue du Service européen pour l'action extérieure pourrait réduire encore la capacité humaine et budgétaire des DUE, soulignant l'urgence d'une politique agroécologique cohérente et contraignante.

## Recommandations clés

### 1. **Renforcer la cohérence politique et le leadership**

L'UE devrait adopter une politique dédiée à l'agroécologie ou des lignes directrices contraignantes pour garantir une mise en œuvre cohérente entre instruments et Délégations. Le Guide opérationnel attendu de la DG INTPA (mai 2025) devrait servir d'ancrage stratégique, avec un rôle moteur des DUE pour assurer l'alignement entre Bruxelles et les programmes nationaux.

### 2. **Améliorer la transparence et la redevabilité des financements**

L'UE devrait publier un examen complet de son portefeuille de financements agroécologiques. Des mécanismes de reporting transparents renforceraient le contrôle parlementaire, faciliteraient les évaluations indépendantes et amélioreraient la coordination entre siège et Délégations.

### 3. **Accroître les financements directs et inclusifs**

Les programmes de l'UE devraient inclure des fonds spécifiquement destinés aux réseaux d'OSC, aux plateformes paysannes et aux acteurs locaux, en donnant la priorité aux organisations ayant des ancrages communautaires forts. Les appels à propositions et contrats devraient exiger une conception et une mise en œuvre participatives, garantissant un accès équitable aux ressources.

#### **4. Soutenir des approches transformatrices et l'appropriation locale**

Les programmes agroécologiques doivent aller au-delà des solutions techniques et projets de court terme. Ils devraient mettre davantage l'accent sur la co-création, les approches interdisciplinaires et l'engagement communautaire à long terme, avec des indicateurs clairs d'appropriation locale et d'apprentissage.

#### **5. Assurer un reporting stratégique et un apprentissage institutionnel**

Les DUE devraient améliorer leur reporting interne et externe pour favoriser le passage d'approches basées sur des projets à des approches systémiques des systèmes alimentaires. Une meilleure redevabilité permettrait d'aligner les stratégies de l'UE sur les réalités locales et de renforcer l'apprentissage adaptatif.

#### **6. Promouvoir des chaînes de valeur agroécologiques ancrées dans les marchés territoriaux**

L'agroécologie devrait être intégrée au développement des chaînes de valeur à travers des normes minimales réduisant la dépendance aux intrants, protégeant les systèmes semenciers paysans, sauvegardant la biodiversité et garantissant une gouvernance inclusive. L'outil d'évaluation financière de la Coalition pour l'agroécologie offre un cadre pratique pour mesurer l'alignement des projets sur les 13 principes du HLPE.

## **Conclusion**

Cette étude met en évidence à la fois un défi et une formidable opportunité.

Certes, l'agroécologie fait encore face à des obstacles — de l'ambiguïté politique aux structures de financement favorisant l'agriculture industrielle. Mais elle montre aussi que le changement est déjà en marche. Partout en Afrique, des organisations de la société civile, des réseaux paysans et des gouvernements nationaux préparent le terrain à la transformation.

L'Union européenne dispose des outils — et de la responsabilité — pour accompagner cette transition. En fixant des normes claires, en garantissant des financements transparents et inclusifs, et en soutenant l'innovation locale, l'UE peut aider l'agroécologie à prospérer.

Le moment est venu de passer du potentiel à la pratique. Avec un leadership audacieux, des investissements plus intelligents et des partenariats solides, l'UE peut contribuer à construire un avenir où les systèmes alimentaires africains seront sains, équitables et durables — pour les populations et pour la planète.

# INTRODUCTION

## Contexte général des flux de financement en faveur de l'agroécologie

Au début des années 2020, plusieurs études ont analysé les mécanismes de financement de l'agroécologie et les allocations, révélant des obstacles et des lacunes importants dans le financement des transitions agroécologiques, malgré leur potentiel dans la lutte contre le changement climatique, la perte de biodiversité et la résilience des systèmes alimentaires. Une étude de la CIDSE (CIDSE, 2020, Finance for agroecology : more than just a dream ?) indique que seuls 10,6 % des fonds agricoles du GCF et 2,7 % des fonds de l'UE alloués par l'intermédiaire de la FAO, du FIDA et du PAM contribuent à des projets agroécologiques. En revanche, environ 80 % de ces fonds continuent à financer des approches agricoles conventionnelles, maintenant les systèmes industrialisés existants. Le rapport "Money Well Spent ?" (Biovision 2023) souligne en outre que les principaux mécanismes de financement de la lutte contre le changement climatique, notamment le Fonds mondial de lutte contre le changement climatique et le Fonds pour l'environnement mondial, ne parviennent pas à canaliser suffisamment de ressources vers les petits exploitants agricoles et les initiatives agroécologiques menées par les communautés.

Depuis 2017, l'Union européenne (UE) a lancé plusieurs initiatives et alloué des financements pour soutenir les transitions agroécologiques en Afrique. Adoptant une approche de recherche-action, l'initiative DeSIRA lancée en 2017 vise à promouvoir une transformation pertinente pour le climat, productive et durable de l'agriculture et des systèmes alimentaires dans les pays à revenu faible et intermédiaire, en particulier en Afrique. L'agroécologie et les solutions fondées sur la nature sont considérées comme faisant partie des solutions pour atteindre les Objectifs de développement durable. Introduite en décembre 2021, l'initiative "Global Gateway" de l'UE est une stratégie visant à investir 300 milliards d'euros dans le monde entier sur la période 2021-2027, l'Afrique étant une priorité régionale et recevant 150 milliards d'euros. Ces initiatives visent à améliorer la transition verte, la transition numérique, la croissance économique durable, les soins de santé et l'éducation en Afrique, dont certaines peuvent être propices à un environnement politique favorable ou défavorable ou peuvent soutenir directement ou indirectement les transitions agroécologiques.

## Reconnaissance de l'agroécologie dans les politiques

Le rôle de l'agroécologie dans la préservation de la biodiversité, des écosystèmes sains, de l'adaptation au climat et de l'amélioration des moyens de subsistance est souligné dans divers documents politiques de l'UE (ou soutenus par l'UE). Par exemple, l'UE reconnaît l'agroécologie comme un concept mondialement utilisé dans un cadre international, élaboré et conceptualisé par le groupe d'experts de haut niveau (HLPE) 13 principes et le centre d'agroécologie de la FAO. La Commission européenne et 12 des États membres de l'UE sont membres de la Coalition pour l'agroécologie qui a publié sa stratégie 2024-2030 sur la transformation accélérée des systèmes alimentaires par l'agroécologie. Le Conseil environnemental de l'UE d'octobre 2024 fait référence

aux 13 principes de l'agroécologie du HLPE. Le document de suivi et d'évaluation de la politique agricole de l'OCDE pour 2024 mentionne l'agroécologie. Plus récemment, la déclaration des ministres de l'agriculture du G20 (Brésil, 13 septembre 2024) note "l'importance de l'utilisation durable de la bioéconomie dans le renforcement de la sécurité alimentaire et de la nutrition - soutenue par - les pratiques agroécologiques...". La précédente Commission européenne 2019-2024, sous la direction d'Ursula von der Leyen, a introduit une nouvelle initiative globale, le: Pacte vert pour l'Europe. Le cadre politique de l'UE visant à soutenir l'agroécologie dans les pays tiers s'appuie sur le marché vert européen et sur sa stratégie "de la ferme à la table", qui fait explicitement référence aux pratiques agroécologiques en tant que voie valable pour parvenir à des systèmes alimentaires durables. Un nouveau partenariat européen pour l'agroécologie financé par Horizon Europe couvre la période 2024-2030.

Une référence particulière à l'agroécologie dans le Pacte vert pour l'Europe a été à l'origine de la décision de la Commission européenne, DG INTPA, de soutenir et de promouvoir la transition agroécologique en tant que voie viable vers des systèmes alimentaires durables dans les pays tiers. Dirigé par la DG INTPA et la DG AGRI, un groupe de consultation interne informel au sein des services de la Commission permet l'échange de données collectées, d'arguments et de preuves en faveur des systèmes alimentaires agroécologiques. Ce groupe attire également d'autres services, tels que la DG Environnement, la DG Climat, la DG Recherche et Innovation. Cependant, il reste informel, ce qui signifie qu'il n'existe pas de procédures formelles d'orientation ou de prise de décision.

## Changement de contexte politique : la nouvelle Commission 2024-2029

La nouvelle arène démocratique et politique de l'UE est en train de changer. Le pouvoir du récit de l'agroécologie est fort et les preuves scientifiques de sa durabilité sont de plus en plus nombreuses. Pourtant, le discours qui préconise des solutions basées sur l'augmentation de la production alimentaire (plutôt que sur la manière dont les aliments sont produits et sur les personnes qui peuvent y avoir accès) continue de dominer, contrairement aux preuves scientifiques. De manière incohérente, les institutions européennes succombent aux protestations des agriculteurs. Les protestations des agriculteurs européens au début de l'année 2024 ont conduit à l'annulation rapide des mesures d'écologisation de la PAC qui avaient été longuement approuvées par la loi et soutenues par la communauté scientifique. La suspension de la stratégie de déforestation adoptée par l'UE en 2024 et la réduction de la loi européenne sur la restauration de la nature sont inquiétantes. Entre-temps, un nouveau processus a été lancé, impliquant les principales parties prenantes, afin de développer une compréhension commune de l'agriculture européenne. Dans leur rapport final sur le dialogue stratégique sur l'avenir de l'agriculture européenne en 2024, ils appellent la Commission et les États membres à soutenir la transition agroécologique.

Le 1er décembre 2024, la présidente Ursula von der Leyen a entamé un nouveau mandat avec une nouvelle équipe de commissaires. Cela entraîne des changements par rapport aux priorités

précédentes. La révision de la stratégie de la Global Gateway met l'accent sur le développement des chaînes de valeurs, l'innovation et la numérisation, ainsi que sur l'investissement dans le secteur privé. Sous la direction de l'INTPA, le nouveau cycle de programmation continue à intégrer l'agroécologie, en utilisant ces nouveaux points d'entrée dans la révision des propositions et de la conception des projets. Il est difficile de savoir comment les nouvelles majorités politiques de l'UE se positionneront lors des prochaines négociations sur le budget de l'UE et sur les engagements politiques de l'UE actuellement convenus.

## Objectifs et questions de recherche de cette étude

Commandée par un consortium comprenant ActionAid, Caritas Afrique, Caritas Europa, Coopération Internationale pour le Développement et la Solidarité (CIDSE), Broederlijk Delen, Dan Church Aid (DCA), Dreikönigsaktion der Katholischen Jungschar (DKA Autriche), Misereor, Entraide et Fraternité, l'Alliance pour la souveraineté alimentaire en Afrique (AFSA) et le Forum des petits exploitants agricoles d'Afrique orientale et australe (ESAFF), cette étude vise à comprendre les obstacles et les possibilités d'accroître le soutien politique et financier à l'agroécologie dans le cadre de l'aide extérieure de l'UE à l'agriculture. L'analyse se concentre particulièrement sur le rôle des délégations de l'UE dans le financement de l'agroécologie, en examinant cinq pays africains : Sénégal, Burkina Faso, République démocratique du Congo, Ouganda et Kenya. Dans les pays sélectionnés, la recherche vise à identifier les obstacles et les catalyseurs, les moteurs, les processus décisionnels et les parties prenantes qui influencent ces dynamiques afin d'intégrer la politique et le soutien financier à l'agroécologie.

En s'appuyant sur les obstacles et les opportunités identifiés pour l'intégration des politiques et le soutien financier à l'agroécologie, l'étude fournit des recommandations ciblées aux principales parties prenantes, y compris les modèles de financement de la délégation de l'Union européenne (EUD) liés à l'agroécologie dans ces cinq nations sélectionnées, en identifiant les tendances et les voies potentielles pour améliorer l'allocation future des ressources vers les pratiques agroécologiques. L'objectif de cette étude est également de soutenir le consortium et les OSC en général, ou d'équiper les OSC pour un plaidoyer plus stratégique et efficace sur l'agroécologie.

L'un des principaux objectifs de l'étude est de soutenir le consortium d'OSC contractantes, ses partenaires et les acteurs de la société civile en général dans leur réflexion sur des approches de plaidoyer plus stratégiques et plus efficaces en matière d'agroécologie.

### Objectifs spécifiques et questions de recherche

Objectifs spécifiques	Questions de recherche
1. Examiner l'architecture et les processus de la politique financière de l'UE et du gouvernement hôte qui influencent la prise de décision sur le financement de la programmation agricole.	Quels sont les politiques nationales et les points de pression institutionnels dans chaque pays cible qui exercent une influence sur les allocations de fonds de l'UE en faveur de l'agriculture industrielle ou de l'agroécologie ?

2. Identifier la quantité de fonds engagés dans l'agriculture conventionnelle/industrielle par rapport à l'agroécologie par chaque UED.	Dans quelle mesure et comment les États membres de l'UE et les autres donateurs engagés dans l'agroécologie peuvent-ils contribuer à accroître le soutien de l'EUD dans les pays ?
3. Évaluer la qualité du financement de l'agroécologie et son soutien aux conditions favorables à l'avancement de l'agroécologie transformatrice selon les 13 principes de l'agroécologie du HLPE.	Comment les EUD tentent-ils de soutenir ou d'influencer les politiques nationales/régionales existantes ou d'utiliser leur influence pour obtenir des changements politiques particuliers ?
4. Évaluer le soutien apporté aux petits exploitants et à leurs liens avec les marchés territoriaux par les ONG locales, les OSC et d'autres parties prenantes promouvant l'agroécologie.	Quelles sont les parties prenantes (y compris les organisations de la société civile) qui pourraient s'engager davantage pour influencer les transitions agroécologiques, et comment leurs voix pourraient-elles être entendues ?
5. Identifier les facteurs qui favorisent ou entravent l'environnement dans le pays pour la transition agroécologique.	Quelles politiques et quels moteurs sont considérés comme les plus pertinents par les OSC de l'UE dans leur contexte spécifique ?

Outre les objectifs et les questions de recherche formulés ci-dessus, nos recherches préliminaires révèlent la nécessité d'examiner le contexte plus large des environnements politiques favorables à l'agroécologie et le cadre politique actuel de l'UE dans le cadre de la stratégie "Global Gateway" (nouveau cycle de programmation de l'UE).

# CHAMP D'APPLICATION ET MÉTHODOLOGIE

## Concept d'agroécologie

Les résultats présentés dans cette étude découlent d'évaluations quantitatives et qualitatives de financements et de programmes qualifiés d'agroécologiques par la Commission européenne, les délégations de l'UE, les États membres de l'UE ou les institutions multilatérales associées dans leur documentation de projet respective. Pour les membres du consortium, les 13 principes de l'agroécologie définis par le Groupe d'experts de haut niveau (HLPE) servent de critères fondamentaux pour l'identification et l'évaluation des financements agroécologiques. Cette étude part du principe que de nombreux projets qualifiés d'agroécologiques par l'INTPA, Team Europe ou la FAO répondent au moins au niveau 3 de Gliessman<sup>1</sup> ou à un niveau supérieur. Cette hypothèse s'appuie sur la documentation des projets utilisée pour compiler les profils nationaux et sur une première évaluation qualitative menée sur un petit échantillon à l'aide de l'outil d'évaluation de l'Agroecology Coalition Finance, dans lequel six projets sélectionnés ont été testés, obtenant des scores allant de 50 % à 60 %, avec notamment un projet obtenant un score de 84 % (voir annexe 1). Par conséquent, cette étude s'aligne sur l'approche d'intégration adoptée par l'INTPA et s'en inspire, reflétant ainsi son interprétation dynamique de l'agroécologie. Les projets classés dans la catégorie des financements agroécologiques peuvent n'intégrer qu'un sous-ensemble de principes agroécologiques ou viser des objectifs plus larges impliquant des transformations des systèmes alimentaires et des pratiques agroécologiques. Les politiques de l'UE en matière d'agriculture durable et de systèmes alimentaires orientent collectivement l'allocation des ressources financières de l'UE et influencent de manière significative la progression ou l'entrave des transitions vers l'agroécologie.

La Coalition pour l'agroécologie devrait publier un premier résumé anonyme des entrées dans sa base de données une fois qu'un nombre critique de donateurs et de membres de la Coalition pour l'agroécologie auront commencé à utiliser son outil d'évaluation. L'ensemble des données de la Coalition est attendu pour l'été 2025 et fournira une base de données pour l'évaluation qualitative de plus de 100 projets que l'INTPA a accepté d'entrer dans la base de données de la Coalition pour l'agroécologie.

## Recherche documentaire

La plupart des activités de cette phase ont consisté à collecter des informations sur les initiatives financées par l'UE et les politiques nationales qui renforcent l'agroécologie dans les cinq pays ciblés. L'ensemble des données utilisées pour l'analyse du financement et de la programmation de l'agroécologie est basé sur la Commission européenne et sur le financement de Team Europe, qui combine le financement des institutions de l'UE et celui des États membres de l'UE.

---

<sup>1</sup> Redéfinir l'agroécosystème de manière à ce qu'il fonctionne sur la base d'un nouvel ensemble de processus écologiques.

L'INTPA de la Commission européenne a fourni aux chercheurs une liste de projets et de programmes qu'ils qualifient de financement de l'agroécologie. Cette liste comprend les programmes indicatifs régionaux, NDICI-Global Europe, les fonds dégagés des 10e et 11e FED sur la production alimentaire et la résilience des systèmes alimentaires, et les fonds DeSIRA. Les programmes sont à différentes phases, certains sont clôturés, d'autres sont en cours, d'autres ont été prolongés et d'autres encore sont en préparation, l'adoption étant prévue pour 2025.

Les informations sur la programmation dans les programmes indicatifs pluriannuels et les plans d'action ont été obtenues en ligne sur les sites web de la Commission européenne et varient considérablement d'un pays à l'autre. La plupart des données concernent des projets financés dans le cadre du PPI 2021-2027 ou du nouveau PPI révisé pour 2025-2027. Les entretiens réalisés ont permis d'obtenir des informations supplémentaires sur la programmation.

Le financement au titre du CFP 2014-2020 n'a pas été pris en compte en raison de la rareté des informations et des données de programmation fournies lors des recherches documentaires et des entretiens, mais aussi pour limiter la portée de l'étude.

Pour l'évaluation quantitative, nous avons utilisé la base de données Team Europe Explorer for ODA, Official Development Assistance pour l'agriculture, la sylviculture et la pêche, qui comprend l'aide bilatérale et multilatérale des institutions de l'UE et des États membres de l'UE. Les secteurs inclus dans l'APD 310 pour l'agriculture sont les suivants : Développement agricole alternatif, coopération agricole, développement agricole, éducation/formation agricole, vulgarisation agricole, services financiers agricoles, intrants agricoles, ressources foncières agricoles, politique et administration agricoles, recherche agricole et services agricoles. D'autres secteurs d'APD liés à l'agriculture ont été examinés s'ils étaient considérés comme pertinents pour contextualiser le financement de l'UE dans le domaine de l'agroécologie. Il s'agit notamment du secteur 320 de l'APD de l'UE relatif aux industries (agro-industries), du secteur 410 relatif à la politique environnementale (biodiversité) et du secteur 430 relatif à l'aide multisectorielle (développement rural). Pour compléter l'ensemble des données, nous avons utilisé les informations sur les projets et les programmes fournies par les États membres de l'UE, les agences spécialisées ou les initiatives de projet. En résumé, les sources de données utilisées sont les suivantes (liens fournis en annexe) :

Base de données :

- Team Europe Explorer pour la source de données CE+OCDE sur l'APD. Recherche par pays, par année, par secteur, par canal. Il s'appuie sur la base de données interne de la Commission ainsi que sur les données ouvertes communiquées par les États membres de l'UE et la Banque européenne d'investissement à la base de données de l'OCDE et à la base de données de l'Initiative internationale pour la transparence de l'aide (IITA). Il est géré par la DG INTPA.
- Base de données de l'initiative internationale pour la transparence de l'aide. Recherche par donateur, par année, par secteur. Elle s'appuie sur les rapports de plusieurs donateurs de l'UE et contient des informations plus détaillées sur les projets, mais elle

est moins complète que la base de données CE+OCDE et ne fait pas l'objet d'une vérification par un tiers.

Documents de programmation de l'UE :

- EUD MIP - Multiannual Indicative Programmes - résultats de la recherche par rubriques et mots-clés
- Plans d'action annuels des DUE - résultats de la recherche par rubriques et mots-clés
- Commission européenne, La connaissance au service des politiques - résultats de la recherche par pays
- DeSIRA-Development Smart Innovation through Research in Agriculture - résultats de la recherche par pays
- CCR de l'UE - Centre commun de recherche

Projets cofinancés par l'UE, bilatéraux et multilatéraux :

- Base de données de la FAO sur l'agroécologie - recherche par pays
- CIRAD - recherche par pays ou par projet
- GIZ - recherche par pays ou par projet
- KCOA - Centre de connaissances pour l'agriculture biologique et l'agroécologie en Afrique - recherche par pôle régional
- ICRAF - recherche par pays ou par projet
- FibL - Institut de recherche en agriculture biologique - travail en Afrique - carte interactive
- Projet CABI - Commonwealth Agricultural Bureaux International
- Projet de partenariat agricole Evergreen
- Projet "Greening Africa Together
- Projet "La grande muraille verte

Autres sources :

- Zones franches d'exportation - recherche en ligne gratuite
- Sources de projets spécifiques citées par les personnes interrogées

Outre les données financières et de programmation, nous avons recueilli des informations sur les instruments politiques liés à l'EA et les mécanismes de mise en œuvre dans les cinq pays cibles.

## Consultations virtuelles et en personne

Nous avons mené des entretiens virtuels et en personne (au Kenya et au Sénégal) avec des parties prenantes des cinq pays cibles : des représentants de la délégation de l'Union européenne (EUD), des partenaires des membres du consortium, des représentants des gouvernements nationaux et des OSC travaillant dans le domaine de l'agroécologie.

Les consultations virtuelles avec les représentants des EUD ont pris la forme d'entretiens semi-structurés guidés par les points de discussions suivantes :

1. Les obstacles et les facteurs favorables à la promotion de l'agroécologie par les DUE,
2. Le point d'entrée de l'EUD dans l'engagement avec les partenaires locaux soutenant l'agroécologie,
3. La participation du personnel de l'EUD à la coordination des acteurs dans la mise en œuvre des projets agroécologiques dans le pays,
4. Le bilan des flux financiers nationaux de l'agroécologie et de l'agriculture conventionnelle.

Nous nous sommes attachés à comprendre les dynamiques de financement nationales et institutionnelles. Nous avons également évalué l'intérêt et la disponibilité des représentants de l'UE à s'engager auprès des organisations de la société civile (OSC) nationales.

En raison des différents environnements politiques dans les cinq pays, un entretien semi-structuré ou plutôt peu structuré a été mené, axé sur une évaluation qualitative. L'accent a été mis sur

1. Dynamique nationale
2. Relations INTPA-EUD-OSC
3. Intermédiaires financiers : plateformes politiques des donateurs officiels et des OSC
4. Mécanismes de soutien et synergies

## Limites de cette étude

Cette étude s'appuie sur des données accessibles au public en ligne ou fournies directement par les personnes interrogées. Compte tenu de sa portée et de son calendrier, l'évaluation du financement de l'UE et de ses délégations pour l'agroécologie dans les cinq pays sélectionnés ne représente qu'un instantané à un moment donné. La réalisation d'une analyse plus détaillée et méthodologiquement rigoureuse de la quantité et de la qualité du financement de l'UE pour l'agroécologie ou la réalisation d'analyses comparatives entre le financement de l'agroécologie et d'autres formes de financement de l'agriculture dépassent le cadre de cette recherche. En outre, la réalisation de telles comparaisons exhaustives pourrait ne pas être proportionnelle aux résultats escomptés ou à leur pertinence en termes de plaidoyer. En effet, une évaluation complète d'un portefeuille peut être mieux réalisée par le donateur lui-même, en réponse aux demandes de transparence et de responsabilité. Cette évaluation servirait également de base à un contrôle parlementaire ou à des examens externes indépendants.

Les comparaisons directes entre le financement de l'UE pour l'agroécologie et d'autres formes d'agriculture durable dans les cinq pays sélectionnés sont limitées par l'absence de codes d'aide publique au développement distincts pour ces catégories, ce qui ne permet pas de respecter les limites de l'étude. L'obtention de données complètes nécessite généralement beaucoup de temps

et de ressources qui dépassent les contraintes du calendrier de cette étude. Par conséquent, une décision pragmatique a été prise d'utiliser des données facilement accessibles collectées entre décembre 2024 et mars 2025.

La combinaison de données de programmation provenant de diverses sources et bases de données pose des problèmes de comparabilité. Souvent, les ensembles de données disponibles étaient incomplets ou n'étaient pas classés de manière uniforme. La portée des projets varie considérablement, y compris les initiatives spécifiques à un pays, les initiatives multi-pays et les initiatives régionales. Les grands consortiums opèrent souvent par le biais d'appels à propositions indépendants, en collaborant avec des partenaires clés ou en sous-traitant avec des entités spécialisées. Les programmes multi-pays peuvent allouer des fonds spécifiques à des pays individuels, tandis que les programmes régionaux peuvent intégrer des initiatives transfrontalières ou être complétés par l'aide bilatérale des États membres de l'UE. En outre, les délais de mise en œuvre étaient variables et nécessitaient souvent des prolongations.

Cette étude doit donc être considérée comme une première exploration destinée à stimuler la collecte, le partage et l'analyse approfondie des données afin d'informer efficacement les défenseurs des politiques. Elle offre un aperçu fondamental de l'étendue des financements de l'UE en faveur de l'agroécologie et des facteurs qui facilitent ou entravent l'accès aux financements de l'UE ou de l'EUD pour l'agroécologie. Il examine de manière critique le rôle parfois ambigu joué par les délégations de l'UE dans ce contexte.

## CONTEXTE DU FINANCEMENT ET DE LA PROGRAMMATION DE L'UE

### Finances de l'UE

La base de données Team Europe Explorer EC+OCDE ODA utilisée dans ce rapport fournit des informations sur l'APD de l'UE pour la période 2007-2023 en fonction des secteurs d'APD. Les rapports sur l'APD sont établis par donateur (institutions de l'UE, États membres de l'UE, États membres individuels), par secteur (APD 310 pour l'agriculture, la sylviculture et la pêche) et par différents canaux (Commission européenne, Banque européenne d'investissement, organisations non gouvernementales, Banque africaine de développement, etc.) et par bénéficiaire (cinq pays sélectionnés, Kenya, Ouganda, Burkina Faso, Sénégal, RDC).

Cette recherche se concentre sur le financement par l'UE de l'APD 310 pour la période 2021-2023. Le financement de l'APD de l'UE pour l'agriculture s'engage à soutenir des systèmes alimentaires durables. Les rapports sur l'APD 310 de l'UE sont établis en fonction des 17 objectifs de développement durable, dont certains contribuent à des degrés divers aux 13 principes du Groupe d'experts de haut niveau sur l'agroécologie, par exemple dans le cadre des objectifs de développement durable concernant la pauvreté, les inégalités, le travail décent et la croissance économique, les infrastructures résilientes et l'industrialisation, la vie sur terre, l'eau, la

biodiversité ou le partenariat mondial. La mise en correspondance des 17 ODD aux 13 principes de l'agroécologie du HLPE peut présenter un intérêt au-delà de cette étude.

Le Pacte vert pour l'Europe lancé en 2019 comprenait une proposition de cadre législatif pour les systèmes alimentaires durables qui n'a pas été poursuivie par la nouvelle Commission. Cela signifie qu'il n'y a pas de définition européenne contraignante de la durabilité, ou sur les systèmes alimentaires durables et ses modèles de production agricole sous-jacents qui peuvent être qualifiés ou disqualifiés (solutions fondées sur la nature, agriculture régénérative, agriculture de conservation, intensification durable). Il n'y a pas de lignes rouges prédéfinies (par exemple, sur la productivité et la monoculture, ou les OGM, etc.)

Au moment de la rédaction de cette étude, la Commission européenne a publié sa proposition de nouvelle vision pour l'agriculture et l'alimentation. Ce processus inclut une proposition d'étalonnage de la durabilité ou de développement d'une boussole de durabilité à la ferme. Cependant, la proposition de la Commission de janvier 2025 redonne la priorité à la compétitivité plutôt qu'à la durabilité tout en mettant l'accent sur la résilience ; un recul qui pourrait nuire aux efforts plus ambitieux en matière de durabilité.

## Programmation de l'UE

La stratégie "Global Gateway" est une nouvelle initiative de l'UE introduite en 2021 et constitue la contribution de l'UE à l'initiative du G7 visant à répondre aux besoins mondiaux en matière de développement d'infrastructures. L'objectif est d'investir jusqu'à 300 milliards d'euros dans des projets liés au numérique, à l'énergie, aux transports, à la santé, à l'éducation et à la recherche dans le monde entier au cours de la période 2021-2027. Environ la moitié des fonds, soit 150 milliards d'euros, sont alloués à la passerelle globale Afrique-Europe pour améliorer la transition verte, la transition numérique, la croissance économique durable, les soins de santé et l'éducation. Les domaines clés de la transition verte sont l'énergie durable, la biodiversité, les systèmes agroalimentaires, la résilience climatique et la réduction des risques de catastrophe.

L'initiative et les priorités de Team Europe Global Gateway orientent l'ensemble des dépenses de l'UE en matière d'APD. Global Gateway est mis en œuvre par Team Europe, une nouvelle approche de la programmation conjointe. Les initiatives de Team Europe sont des actions coordonnées par les institutions de l'UE, ses États membres et ses partenaires pour atteindre les objectifs de développement durable. Lancées pendant la crise du COVID, elles s'attaquent aux défis mondiaux que sont les effets du changement climatique et la dépendance à l'égard des chaînes de valeur mondiales. Les rapports financiers sur l'APD de Team Europe sont alignés sur les ODD et responsables.

Les programmes indicatifs pluriannuels établissent les domaines prioritaires et les objectifs spécifiques de la coopération avec chaque pays et région partenaire. Au niveau national, la programmation et les allocations financières sont effectuées pour 2021-2024, au niveau régional pour 2021-2027. Les documents de programmation pluriannuels 2021-2027 ont été officiellement

approuvés dans le cadre du nouvel instrument de voisinage, de développement et de coopération internationale (NDICI). Tous les documents de programmation doivent tenir compte du cadre politique plus large de l'UE.

Globalement, Global Gateway s'appuie sur les nouveaux outils financiers du CFP 2021-2027 de l'UE, le NDICI-Global Europe, le principal outil financier pour la coopération internationale de l'UE ; les autres instruments comprennent l'IPA, la partie numérique et internationale de la Connecting Europe Facility, mais aussi Interreg, InvestEU et Horizon Europe. Global Gateway sera mis en œuvre dans le cadre de l'approche "Team Europe", soit par le biais de programmes phares de l'initiative "Team Europe", soit par le biais d'une programmation conjointe réunissant l'UE et les États membres de l'UE avec leurs institutions financières et de développement. Global Gateway vise à mobiliser le secteur privé pour obtenir des investissements. Toutes ces actions s'appuient sur l'ambition renouvelée et revigorée de l'UE de mieux travailler ensemble, comme indiqué initialement dans le Consensus européen pour le développement de 2017.

À la suite de l'examen à mi-parcours de la programmation de NDICI-Global Europe, tous les PPI ont été adoptés et modifiés en 2024. Les ajustements répondent aux changements (géo)politiques pour les financements restants pour 2025-2027. Par exemple, le Burkina Faso et la RDC sont tous deux pris en compte dans le cadre de la nouvelle "Action dans les pays en situation complexe", qui met l'accent sur le triple lien entre l'aide humanitaire, le développement et la paix en tant que principes directeurs pour les interventions dans les pays fragiles, ce qui signifie, par exemple, un soutien accru à l'amélioration de la résilience de la population locale. Outre les PIM, la programmation de l'Europe globale comprend également des programmes indicatifs pluriannuels thématiques sur les droits de l'homme et la démocratie, sur la paix, la stabilité et la prévention des conflits, menés par le Service européen pour l'action extérieure, et sur les organisations de la société civile et les défis mondiaux, menés par le Partenariat international de la Commission européenne.

Les quatre phases du cycle de programmation et d'intervention de l'UE sont la programmation, la conception, la mise en œuvre et la clôture. Les documents de programmation sont d'abord examinés lors des réunions des équipes thématiques nationales-régionales, auxquelles participent les directions générales concernées de la Commission, et font l'objet d'une consultation interservices. Les documents sont adoptés par la Commission après discussion avec les États membres dans le cadre de la comitologie. Les services de la Commission impliqués dans la programmation des actions extérieures sont la direction générale Négociations de voisinage et d'élargissement, la DG Service humanitaire et protection civile, la DG Service des instruments de politique étrangère et la DG Partenariat international.

La phase de conception définit les aspects opérationnels et financiers d'une action. Elle combine les connaissances et l'expertise du siège et des délégations de l'UE pour la préparation des plans d'action annuels et est approuvée par le comité directeur stratégique de l'INTPA. Un choix indicatif est fait sur la modalité de mise en œuvre (soutien budgétaire ou mixage), qui est ensuite spécifiée dans les documents d'appui de l'action. Au cours de la phase de mise en œuvre, les actions sont menées par les partenaires de mise en œuvre et suivies par l'INTPA, qui gère notamment les relations avec le pays partenaire et les partenaires de mise en œuvre. Le suivi comprend des

visites sur le terrain ou un suivi axé sur les résultats qui peut être effectué en interne ou en externe. La modalité de mise en œuvre d'une intervention est la combinaison du type de financement (contrats, subventions, soutien budgétaire, marchés publics, instruments financiers) et du mode de gestion (directe par la Commission INTPA ou la délégation de l'UE, ou indirecte par l'intermédiaire du partenaire de mise en œuvre).

## Examen du réseau des délégations de l'UE

Les discussions sur la révision de la structure de la délégation de l'UE pourraient, selon les informations de CONCORD (document de l'atelier interne pour les membres, mars 2025), conduire à la création de centres régionaux de mise en œuvre du budget de l'INTPA. Ces pôles mettraient en commun les ressources de gestion, y compris la gestion des investissements, et seraient responsables de l'ensemble du cycle de gestion des projets et de la passation des marchés. Les délégations de l'UE basées dans les pays auraient une équipe réduite de la section Partenariat (c'est-à-dire la section INTPA) qui se concentrerait principalement sur le dialogue politique afin d'informer les stratégies régionales plus larges de l'UE décrites dans le Portail mondial. Selon CONCORD, des centres régionaux de mise en œuvre du budget INTPA sont prévus au Kenya, au Sénégal et en RDC, trois des pays cibles de cette étude, en plus de la Côte d'Ivoire, du Ghana, du Cameroun, de l'Éthiopie, du Rwanda, de la Zambie et de l'Afrique du Sud. Au total, 20 centres régionaux en Afrique, en Amérique latine et en Asie sont envisagés.

# RÉSULTATS

## Aperçu des instruments politiques liés à l'agroécologie et des mécanismes de mise en œuvre

Un nombre croissant de pays africains intègrent l'agroécologie dans leurs politiques nationales. La note de la Fondation Biovision (2024) synthétise les développements en cours dans les stratégies nationales d'agroécologie (SNA) en Afrique orientale et australe, en soulignant leur rôle en tant qu'instruments politiques globaux permettant d'intensifier les transitions agroécologiques. Enracinées dans les 13 principes de l'agroécologie et les 10 éléments de l'agroécologie de la FAO, les SNA servent de cadres holistiques pour réorienter les systèmes alimentaires vers la durabilité, la résilience et l'équité. Elles couvrent de multiples secteurs - agriculture, environnement, éducation, santé et commerce - et ciblent divers domaines politiques, de la production et de la gouvernance des ressources naturelles au développement des marchés et à la consommation alimentaire.

En Afrique de l'Ouest, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a joué un rôle déterminant dans la promotion de l'agroécologie dans ses 15 États membres. La CEDEAO met en œuvre, depuis 2018, le Programme d'agroécologie pour l'Afrique de l'Ouest avec un budget total de 16,2 millions d'euros. En outre, dans le cadre de la volonté de s'appuyer sur les réalisations du Programme, un autre projet, DéSIRA+, doté d'un budget total de 20 millions d'euros, toujours financé par l'UE et l'AFD pour soutenir les activités d'innovation qui abordent les questions agroécologiques à plus grande échelle, démarrera bientôt. La CEDEAO a joué un rôle de catalyseur dans la promotion de l'agroécologie en Afrique de l'Ouest en favorisant la convergence des politiques régionales et en soutenant les initiatives nationales. Bien qu'elle n'ait pas explicitement adopté une stratégie régionale en matière d'agroécologie, la CEDEAO a fourni un soutien institutionnel à l'intégration agroécologique par le biais de ses cadres de politique agricole et de ses mécanismes de coordination, et a facilité les échanges entre les États membres afin d'aligner les efforts agroécologiques. Toutefois, son influence reste largement facilitatrice et des appels persistent pour que la CEDEAO adopte une politique ou un plan d'action dédié à l'agroécologie afin d'étendre son impact à l'ensemble de la région.

Les gouvernements intègrent les principes agroécologiques dans leurs stratégies agricoles, leurs plans d'adaptation au climat et leurs politiques de sécurité alimentaire (voir l'annexe 2 pour les instruments politiques détaillés dans les cinq pays sélectionnés). Par exemple, le Sénégal a intégré l'agroécologie dans son Plan Sénégal Émergent Vert (PSE Vert) en 2019, avec des contributions substantielles de la coalition de la société civile DyTAES. De même, le Burkina Faso a mis en œuvre la Stratégie nationale pour l'agroécologie (SND-AE) pour 2023-2027, élaborée avec la contribution de la Confédération paysanne du Faso. Au Kenya, la Stratégie nationale d'agroécologie pour la transformation des systèmes alimentaires (2024-2033) vise à mettre en place des systèmes alimentaires écologiquement résilients et socialement inclusifs. Ces politiques se concentrent sur les réformes institutionnelles, la coordination interministérielle et la gouvernance participative. Des pays comme le Sénégal et le Burkina Faso ont établi un lien entre

l'agroécologie et la souveraineté alimentaire, la résilience économique et la durabilité environnementale. Les mécanismes clés comprennent des subventions pour les intrants biologiques, des réformes de l'accès à la terre et du financement agricole, et la mise en place d'organes de coordination de l'agroécologie au sein des ministères. Le renforcement des capacités - ciblant les agriculteurs, les agents de vulgarisation et les institutions - est essentiel pour rendre opérationnelles les transitions agroécologiques. Les efforts de développement du marché, tels que le soutien à la consommation locale et aux systèmes de certification, sont également des thèmes récurrents. Les difficultés de mise en œuvre persistent, notamment en ce qui concerne le financement, l'intégration intersectorielle et la garantie d'un accès équitable aux ressources.

## Analyse des financements et des programmes de l'UE en matière d'agroécologie

### Programmation des financements de l'UE/D en faveur de l'agroécologie dans cinq pays sélectionnés

Les résultats du financement et de la programmation de l'agroécologie de l'UE sont présentés dans les cinq profils de pays ou cartographies pour le Kenya, l'Ouganda, le Burkina Faso, le Sénégal et la RDC et sont inclus dans l'annexe. Ces profils sont fragmentaires et partiels, car les données financières et de programmation collectées étaient souvent incomplètes et classées différemment. Au cours des entretiens et de la phase de recherche dans les pays, ces tableaux spécifiques à chaque pays ont été diffusés parmi les membres du consortium et leurs partenaires afin de solliciter des réactions et des commentaires. Cette approche a été adoptée pour favoriser un environnement participatif et garantir la transparence de la collecte et du partage des données entre les membres du consortium et les partenaires. Certains partenaires ont été positivement surpris et encouragés lorsqu'ils ont vu la liste des projets d'agroécologie financés par l'UE et ont réalisé que l'UE s'intéressait davantage à l'agroécologie que leur propre gouvernement qui investit principalement dans l'agro-industrie.

## Projets multi-pays sur l'agroécologie dans les tableaux de profils de pays

	KE	UG	BF	SE	DRC
<b>Agroecology multi-country projects</b>					
DeSIRA+ Agroecological transition to sustainable food systems: Innovations at scale for AE in SSA			X	X	
DeSIRA + Agroecological transition to sustainable food systems: Regional Multi-actor Research Network	X		X	X	
DeSIRA ILSA – Investing in Livelihoods Resilience and Soil Health	X				
GP-SAEP Global Programme for Small-scale Agroecology Producers and Sustainable Food System Transformation		X	X	X	X
DeSIRA Prosilience: Enhancing soils and agroecology	X		(X)		
DeSIRA – FAIR Sahel: Fostering an Agroecological Intensification to improve farmers' resilience in Sahel			X	X	
DeSIRA Lift: Organic and Biofertilisers	X	X		X	
DeSIRA Biorisks Anticipating and managing biological risks to strengthen farmers' resilience to climate change in West and Central Africa			X		X
DeSIRA BIOSTAR – Bioenergy for SMEs in West Africa			X	X	
DeSIRA ABEE: West African Breeding Network and Extension Empowerment			X	X	
DeSIRA CaSSECS -Carbon sequestration, ecosystems and sylvo-pastorals			X	X	
DeSIRA TAP AIS – Bioenergy for SMEs in West Africa			X	X	
DeSIRA Global: FO-RI9: Farmers Organisations Leading Research & Innovation on Agroecology for Sustainable Food Systems			X	X	X
FO4ACP – Farmer Organisations for ACP	X	X	X	X	X
CGIAR – Regional Integrated Initiatives in Africa					
DeSIRA+ for agroecological innovations in Africa					
<i>Bilateral multi-country</i>					
KCOA- Knowledge Centre for Organic Agriculture and Agroecology (BMZ)		X		X	
ProEcoAfrica and Organic Food Systems in Africa (SIC)					
DeSIRA – GEF-8 FSIP					

## Principes de l'agroécologie HLPE

L'étude de l'ensemble des données des profils nationaux et des entretiens menés nous a permis de trouver les références aux principes spécifiques du HLPE sur l'agroécologie, documentées dans le tableau.

Principes du groupe d'experts de haut niveau	Commentaires
1-Recyclage	Aucune référence
2-Réduction d'entrée	Oui, il y est souvent fait référence, mais souvent en combinaison avec la promotion des entreprises locales et des chaînes de valeur - par exemple, pour les engrais biologiques - ou d'autres principes.
3-Santé du sol	Programme mondial DeSIRA sur la santé des sols
4-Santé animale	La plupart du temps, il s'agit uniquement de projets sylvio-pastoraux spécifiques.
5-Biodiversité	La biodiversité est mentionnée. Une plus grande attention est accordée aux projets spécifiques axés sur la biodiversité qui sont financés dans le cadre des programmes environnementaux ou de la gestion durable des ressources naturelles, de la diversité génétique et des projets de semences, ou des projets de conservation de la biodiversité (NaturAfrica).
6-Synergie	Longue liste par la GIZ des interventions des partenaires et de la manière dont elles se complètent et augmentent le potentiel de synergie pour la transformation des systèmes alimentaires par la GIZ. Les personnes interrogées soulignent la nécessité de renforcer les synergies entre les organisations.
7-Diversification économique	On y fait souvent référence, mais il peut s'agir de projets thématiques.
8-Co-crédation de connaissances	Mis en évidence dans tous les projets d'agroécologie de l'ICRAF
9-Valeurs sociales et régimes alimentaires	De nombreux projets de l'UE/D mettent l'accent sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des jeunes. Voir également le plan d'action de l'UE sur la nutrition (2015-2025).
10-Équité	L'équité s'accompagne plus souvent d'un financement de l'UE/D pour des projets de diversification économique durable et de moyens de subsistance.
11-Connectivité	Oui, il a souvent été fait référence aux marchés locaux, aux organisations d'agriculteurs, aux PME, aux économies et aux moyens de subsistance résilients, à l'amélioration des relations entre les consommateurs et les producteurs.

Principes du groupe d'experts de haut niveau	Commentaires
12-Gouvernance des terres et des ressources naturelles	Rarement mentionné. Toutefois, il existe un programme spécifique sur la gouvernance foncière et une ligne budgétaire spécifique sur les droits de l'homme et la démocratie qui comprend des travaux sur les droits fonciers.
13-Participation	La participation inclusive est encouragée et la société civile élargie dans la prise de décision dans les descriptions de projets. En effet, cela distingue les projets de la Grande Muraille Verte qui restent axés sur la lutte contre la désertification, mais il n'est pas clair s'il s'agit de planter des arbres ou de régénération gérée par l'exploitation agricole ou de simple plantation d'arbres.

## Dépenses sur le total de l'APD de l'UE en Afrique subsaharienne

Les chiffres relatifs à l'ensemble de l'APD de l'UE en faveur de l'Afrique subsaharienne présentés dans cette section permettent de situer le contexte et d'effectuer des comparaisons avant d'examiner plus en détail les dépenses de l'UE en faveur de l'agriculture<sup>2</sup>. Le premier tableau présente les dépenses totales d'APD de l'UE en Afrique subsaharienne par rapport aux cinq pays sélectionnés. Il compare les dépenses de la Commission européenne avec l'APD totale de l'UE par les institutions de l'UE et ses États membres (Team Europe). La période de comparaison porte sur les trois dernières années (2021-2023) et sur une période plus longue (2007-2023) pour laquelle des données sont disponibles. Le deuxième tableau présente les dépenses d'APD 310 de l'UE dans l'ensemble de l'Afrique subsaharienne par rapport aux cinq pays cibles, à la Commission européenne par rapport à l'APD totale de l'UE, ainsi que sur une période plus longue et une période plus courte.

### APD totale de l'UE en Afrique subsaharienne (par rapport à 5 pays sélectionnés), en euros

<i>EC+OECD</i>	<b>Sub-Saharan Africa</b>		<b>Kenya, Uganda, Burkina, Senegal, DRC</b>	
<b>Total EU ODA</b>	EC	EU ODA (28+)	EC	EU ODA (28+)
<b>2021-2023</b>	10.870.970.359	34.201.529.075	1.785.142.387	5.987.183.867
<b>2007-2023</b>	63.088.942.919	193.180.477.022	10.249.235.128	36.386.357.283

### Total de l'APD de l'UE pour 310 l'agriculture en Afrique subsaharienne (par rapport à 5 pays sélectionnés), en euros

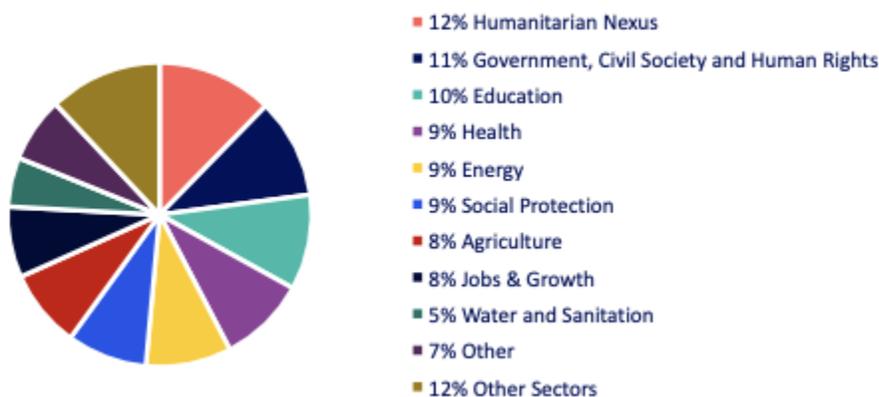
<sup>2</sup> Base de données utilisée : Team Europe explorer APD (CE+OCDE), décaissements bruts.  
[https://team-europe-explorer.europa.eu/oda/explore-oda\\_en](https://team-europe-explorer.europa.eu/oda/explore-oda_en)

EC+OECD	Sub-Saharan Africa		Kenya, Uganda, Burkina, Senegal, DRC	
Total EU ODA on 310 Agriculture	EC	EU ODA (28+)	EC	EU ODA (28+)
2021-2023	1.021.276.660	2.715.963.017	228.195.303	591.192.527
2007-2023	4.725.169.964	12.985.046.134	879.046.221	2.928.352.746
			<i>See also figures in table below</i>	

Le graphique suivant est tiré de l'infographie du portail mondial qui ne permet pas de cumuler les années et n'a pas d'entrée pour 2023. Le graphique montre que l'APD totale de l'UE pour l'agriculture en Afrique subsaharienne en 2022 est de 8 %, soit 1 064 763 447 euros. En comparaison, l'APD totale de l'UE pour l'agriculture en Afrique subsaharienne en 2021 est de 10 % ou 1 225 818 073 euros et pour 2020, elle est de 9 % ou 1 217 535 084 euros.

## APD totale de l'UE par secteur pour l'Afrique subsaharienne, 2022

### Main Sectors Funded by Team Europe



En comparaison, l'APD de l'UE pour l'agriculture dans les cinq pays sélectionnés ne présente pas de différences majeures. Pour la période plus longue 2007-2023, les dépenses agricoles pour l'ASS sont de 7 % contre 8,5 % pour les pays prioritaires. Pour la période triennale 2021-2023, les dépenses pour l'ASS sont de 8,5 % contre 11,5 % pour les pays prioritaires. Les dépenses légèrement plus élevées consacrées à l'agriculture dans les cinq pays sélectionnés signifient qu'il s'agit d'un domaine prioritaire. Ces dépenses légèrement plus élevées s'expliquent également par le fait que quatre des cinq pays prioritaires figurent parmi les principaux bénéficiaires de l'APD totale de l'UE en Afrique subsaharienne, la RDC, le Kenya, l'Ouganda et le Sénégal figurant parmi les dix principaux bénéficiaires pour la période 2021-2023.

## Dépenses d'APD de l'UE 310 Agriculture

Les bases de données utilisées sont Team Europe explorer ODA (CE+OCDE), gross disbursement et la base de données de l'Initiative internationale pour la transparence de l'aide (IITA) qui fournit des détails sur le service INTPA de la Commission mais qui ne correspond pas

nécessairement à tous les détails de la base de données CE+OCDE.<sup>3</sup>

Les tableaux suivants comparent trois ensembles de données concernant l'APD 310 pour l'agriculture, les dépenses totales d'APD de l'UE, les dépenses de la Commission européenne et de l'INTPA pour une période de trois ans (2021-2023). L'APD totale de l'UE comprend l'APD bilatérale des États membres de l'UE et d'autres institutions de l'UE, c'est-à-dire la Banque européenne d'investissement ou la Banque européenne pour la reconstruction et le développement ; cette dernière n'est pas engagée dans l'APD 310 et la BEI ne l'est que rarement, voir les détails dans le tableau n° X de la section suivante.

L'examen de l'évolution des dépenses agricoles sur la période 2007-2023 (tableau n° X) montre que des pics soudains peuvent se produire une année et pas une autre, alors qu'ils s'équilibrent sur une période plus longue. Par exemple, les dépenses pour l'APD totale de l'UE en 2023 sont égales à celles de la Commission européenne, alors qu'elles sont nettement inférieures aux années précédentes. Ces fluctuations peuvent être dues aux cycles de décaissement ou de programmation et ne sont donc pas (nécessairement) un signe de priorité politique.

#### Total de l'APD de l'UE 310 pour l'agriculture

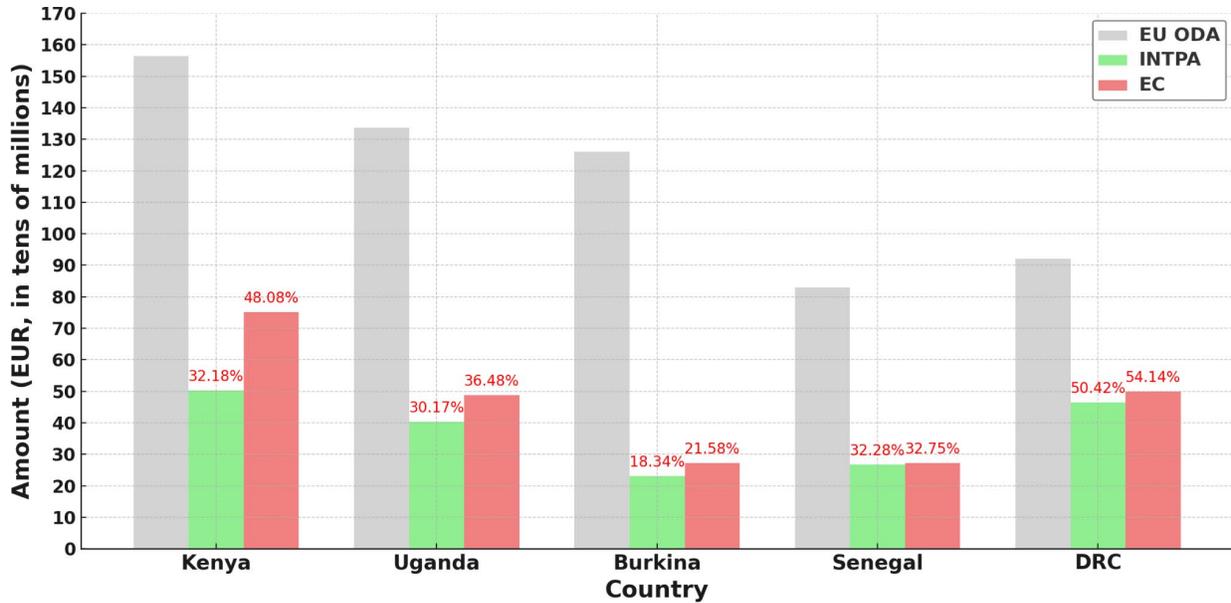
Total EU ODA 310 in euros					
EC+OECD	Kenya	Uganda	Burkina	Senegal	DRC
2023	38.271.884	16.506.043	16.877.203	13.064.981	29.997.791
2022	58.454.134	50.640.246	47.225.542	34.531.606	37.621.400
2021	59.682.699	66.523.371	61.943.028	35.366.977	24.485.623
<b>TOTAL</b>	<b>156.408.717</b>	<b>133.669.660</b>	<b>126.045.773</b>	<b>82.963.564</b>	<b>92.104.814</b>

#### Commission européenne APD 310 sur l'agriculture

European Commission ODA 310 on Agriculture					
EC+OECD	Kenya	Uganda	Burkina	Senegal	DRC
2023	38.271.884	16.506.043	16.877.203	13.064.981	29.997.791
2022	14.788.025	11.824.077	6.295.721	6.547.163	15.429.427
2021	22.138.614	20.428.788	4.027.052	7.560.386	4.438.149
<b>TOTAL</b>	<b>75.198.523</b>	<b>48.758.908</b>	<b>27.199.976</b>	<b>27.172.530</b>	<b>49.865.367</b>

<sup>3</sup> Les sources utilisées sont [https://team-europe-explorer.europa.eu/oda/explore-oda\\_en\\_et](https://team-europe-explorer.europa.eu/oda/explore-oda_en_et) et <https://countrydata.iatistandard.org/data>

Comparaison de l'APD 310 de l'UE pour l'agriculture avec l'APD 310 de la Commission européenne et l'APD 310 de l'INTPA pour l'agriculture dans les cinq pays sélectionnés pour la période 2021-2023.



En moyenne, 31,63 % de l'APD 310 de l'UE pour l'agriculture sont gérés par l'INTPA dans les cinq pays sélectionnés sur la période 2021-2023. Par pays, ce pourcentage est de 32,18 % pour le Kenya, 30,17 % pour l'Ouganda, 18,34 % pour le Burkina Faso, 32,28 % pour le Sénégal et 50,24 % pour la RDC.

Comparaison de l'APD 310 de l'UE pour l'agriculture avec l'APD 310 de la CE et de l'INTPA pour 2021-2023

Comparison of EU ODA 310 on Agriculture with EC and INTPA ODA 310			
Kenya			
	INTPA*	EC	EU ODA
2023	18.035.190	38.271.884	38.271.884
2022	14.107.461	14.788.025	58.454.134
2021	18.190.721	22.138.614	59.682.699
<b>TOTAL</b>	<b>50.333.372</b>	<b>75.198.523</b>	<b>156.408.717</b>
% of EU ODA	32,18	48,08	100,00

Uganda			
	INTPA*	EC	EU ODA
2023	17.454.994	16.506.043	16.506.043
2022	8.820.106	11.824.077	50.640.246
2021	14.057.660	20.428.788	66.523.371
<b>TOTAL</b>	<b>40.332.760</b>	<b>48.758.908</b>	<b>133.669.660</b>
% of EU ODA	30,17	36,48	100,00

Burkina Faso			
	INTPA*	EC	EU ODA
2023	15.542.629	16.877.203	16.877.203
2022	5.067.023	6.295.721	47.225.542
2021	2.513.341	4.027.052	61.943.028
<b>TOTAL</b>	<b>23.122.993</b>	<b>27.199.976</b>	<b>126.045.773</b>
% of EU ODA	18,34	21,58	100,00

Senegal			
	INTPA*	EC	EU ODA
2023	12.879.189	13.064.981	13.064.981
2022	6.547.163	6.547.163	34.531.606
2021	7.356.422	7.560.386	35.366.977
<b>TOTAL</b>	<b>26.782.774</b>	<b>27.172.530</b>	<b>82.963.564</b>
% of EU ODA	32,28	32,75	100,00

DRC			
	INTPA*	EC	EU ODA
2023	29.340.568	29.997.791	29.997.791
2022	13.982.232	15.429.427	37.621.400
2021	3.118.266	4.438.149	24.485.623
<b>TOTAL</b>	<b>46.441.066</b>	<b>49.865.367</b>	<b>92.104.814</b>
% of EU ODA	50,42	54,14	100,00

\*Les chiffres sont tirés de la base de données IATI avec des détails sur la DG INTPA, qui ne correspondent pas nécessairement à tous les détails de la base de données CE+OCDE. Source : <https://countrydata.iatistandard.org/data>

**Comparaison entre l'APD totale de l'UE et l'APD 310 de l'UE pour l'agriculture avec des fonds gérés par la Commission européenne ou par l'INTPA dans les cinq pays sélectionnés sur différentes périodes.<sup>4</sup>**

<i>EC+OECD</i> <i>Gross disbursement</i>	<b>Kenya, Uganda, Burkina, Senegal, DRC</b>		
	<b>2007-2023</b>	<b>2016-2018</b>	<b>2021-2023</b>
in euros			
Total EU ODA	36.386.357.283	6.377.072.175	5.987.183.867
Total EU ODA 310 on Agri	2.928.352.746	693.751.580	591.192.527
Total EU ODA 310 on Agri by EC	879.046.221	208.806.227	228.195.303
Total EU ODA 310 on Agri by INTPA*			187.012.965
% for 310 out of total EU ODA	8%	11%	10%
% for 310 managed by EC	2%	3%	4%
% for 310 managed by INTPA			3%

Au fil du temps, la Commission européenne a augmenté le montant total des fonds agricoles de l'APD 310 gérés. Pour 2021-2023, l'APD 310 de l'UE pour l'agriculture représente 10 % de l'APD totale de l'UE. La Commission européenne (DG Voisinage et négociations d'élargissement, DG Service humanitaire et protection civile, DG Service des instruments de politique étrangère et DG Partenariat international) gère 4 % du total de l'APD de l'UE et les fonds gérés par l'INTPA au titre de l'APD 310 pour l'agriculture représentent 3 % du total de l'APD de l'UE pour la période 2021-2023. À titre de comparaison, au cours de la période 2007-2023, la CE a géré 2 % du total de l'APD de l'UE et 30% du budget 310 pour l'agriculture.

## Quelle part de l'aide publique au développement (APD) de l'UE pour l'agriculture est consacrée à l'agroécologie ?

Les conclusions de l'étude documentaire et des entretiens suggèrent que l'APD pour l'agriculture (310) gérée par l'INTPA sera principalement orientée vers l'agroécologie. Nous supposons que le prochain guide opérationnel sur l'intégration de l'agroécologie, qui doit être publié par l'INTPA, expliquera cela plus en détail. Sur la base des données évaluées, nous déduisons et supposons que les projets conçus pour les PPI 2021-2027 ou 2024-2026 obtiennent au moins un score élevé pour environ un tiers ou à peu près pour la moitié des principes du HLPE et atteignent le niveau 3 de Gliessman ou plus.

L'idée est que pour que la programmation de l'INTPA soit transformatrice et atteigne le niveau 4 ou 5, il faudra que les délégations de l'UE et les États membres de l'UE complètent et soutiennent les actions visant à renforcer l'appropriation locale, à élargir la sensibilisation et à favoriser

<sup>4</sup> Les chiffres relatifs à l'INTPA sont fournis uniquement dans la base de données de l'IITA, dont les années de référence sont différentes.

l'adoption sur le terrain. Partenariat avec les États membres de l'UE qui ont des initiatives agroécologiques bilatérales ou cofinancées par l'UE, comme la France, l'Allemagne, la Belgique, le Danemark, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas ou l'Autriche ; amélioration des conditions pour l'agence de mise en œuvre principale afin d'assurer des partenaires de consortium plus inclusifs. Si nous supposons que les fonds INTPA sur l'agriculture 310 sont consacrés à l'agroécologie au niveau 3 de Gliessman ou plus, nous proposerions qu'une moyenne de 31,63 % des dépenses de l'APD 310 de l'UE soit consacrée à l'agroécologie dans les cinq pays pilotes au cours de la période 2021-2023.

## Analyse du portefeuille par INTPA

Comme indiqué précédemment, une analyse de portefeuille est actuellement commandée par l'INTPA, à l'aide de l'outil de l'Agroecology Coalition, afin d'évaluer la qualité ou le potentiel de transformation des projets financés par l'INTPA dans le domaine de l'agroécologie.

## Analyse de portefeuille par BMZ/GIZ

Le BMZ, le ministère allemand de la coopération économique et du développement, a déjà terminé une analyse de portefeuille réalisée pour les projets financés par la GIZ ou la KfW sur la période 2014-2023 avec le codage CAD LE 2 ou LE 1. Une fiche d'information sur les résultats a été publiée en novembre 2024. Les résultats montrent que les fonds consacrés à l'agroécologie n'ont cessé d'augmenter. Depuis 2014, un total de 344 interventions équivalant à 3,65 milliards d'euros ont été déboursées. En 2022 et 2023, le financement de l'agroécologie a doublé à la suite de nouveaux projets et de l'extension de programmes antérieurs. Environ 50 % des fonds du BMZ pour l'agroécologie sont destinés à l'Afrique. Les résultats montrent que 612 des 2019 projets présélectionnés avec plus d'un million d'euros ont obtenu une note positive pour tous ou la plupart des 13 principes du HLPE sur la base de leurs documents de projet. Les principes HLPE de co-crédation de connaissances, d'équité, de participation, de valeur sociale et de régimes alimentaires ont été considérés comme une exigence minimale pour toute notation réussie dans l'analyse.

## Canaux pour l'APD agricole et liée à l'agriculture

Un examen des canaux de l'APD 310 montre que la BEI et la BAD ne sont utilisées qu'au Kenya, alors que les dépenses du gouvernement central dans les quatre autres pays sont élevées et peuvent être utilisées pour les priorités du gouvernement ou pour le développement du secteur privé dans l'agriculture ; au Kenya et en Ouganda, les dépenses pour la catégorie du secteur privé sont également élevées. Les chiffres relatifs aux financements de la FAO et du FIDA au Kenya et en Ouganda confirment les informations fournies par les personnes interrogées sur les schémas de financement de l'EUD. Les ONG des pays donateurs transfèrent souvent des montants importants de leurs fonds à des partenaires dans les pays bénéficiaires, ce qui

augmente le financement des ONG basées dans les pays en développement. Les universités sont souvent partenaires de programmes liés à la recherche agricole (DeSIRA).

### Canaux pour l'APD totale de l'UE 310 pour l'agriculture par pays pour 2021-2023, en euros

Channels for total EU ODA 310 on Agriculture per country for 2021-2023, in euros					
EC+OECD	Kenya	Uganda	Burkina	Senegal	DRC
<b>Total EU ODA 310 over 2021-2023</b>	<b>156.408.717</b>	<b>133.669.660</b>	<b>126.045.773</b>	<b>82.963.564</b>	<b>92.104.814</b>
Central government	8.699.774	25.293.964	28.645.189	22.114.486	2.562.937
EIB	5.051.630				
AfDB	19.220.000				
FAO	5.991.592	9.601.499	4.710.916	3.103.578	3.771.343
IFAD	9.472.889	8.625.063			
CGIAR					7.204.098
Donor country based NGOs	22.021.870	31.865.057	36.351.597	15.466.936	28.425.044
Developing country based NGOs	8.729.462	7.024.838	3.997.010	839.737	4.960.111
International NGOs	10.169.094	1.008.300	10.477.368	353.873	18.254.057
University, college, training inst.	1.713.892	2.413.484	2.102.567	429.147	1.590.775
Private sector *	9.558.836	4.669.046		192.180	346.337
<i>(sub-total)</i>	<i>100.629.039</i>	<i>90.501.251</i>	<i>86.284.647</i>	<i>42.499.937</i>	<i>67.11.702</i>

\* La catégorie du secteur privé comprend cinq sous-catégories : secteur privé du fournisseur, secteur privé du pays bénéficiaire, secteur privé du pays tiers, institution du secteur privé, partenariat public-privé.

Le tableau sur les secteurs d'APD liés à l'agriculture pour la période 2021-2023 contient des données spécifiques, telles que les agro-industries financées au titre de l'APD 320 Industries. La biodiversité est codée sous l'APD 410 Politiques environnementales. Le développement rural fait partie de l'APD 430 Aide multisectorielle, fortement soutenue par les États membres de l'UE qui sont énumérés par ordre de montant de financement. Les autres formes d'agriculture industrielle ne sont pas définies plus précisément et sont très probablement financées par des prêts et des fonds propres ou des mélanges, ainsi que par divers portefeuilles d'investissement, qui n'entrent pas dans le cadre de la présente étude. Les données de l'APD montrent que le financement bilatéral de la France et de la Suède comprend également des prêts ou des prises de participation.

## APD totale de l'UE pour les autres secteurs (liés à l'agriculture) sur 2021-2023, en euros

<i>EC+OECD</i>	Kenya	Uganda	Burkina	Senegal	DRC
<b>Total EU ODA 2021-2023</b>	<b>156.408.717</b>	<b>133.669.660</b>	<b>126.045.773</b>	<b>82.963.564</b>	<b>92.104.814</b>
<b>321 61 agro-industries</b>	2.706.433	555.476	761.675	4.677.399	21.958
<i>(EU MS and EC)</i>	<i>I, SLO, D, IRE</i>	<i>EC, IRE</i>	<i>EC,I,D</i>	<i>EC,I</i>	<i>E</i>
<b>321 61 SME development</b>	27.805.003	20.020.621	327.204	7.843.044	3.430.424
<b>410 30 biodiversity</b>	15.264.919	3.586.728	1.599.852	2.029.058	34.428.774
<i>(EU MS and EC)</i>					<i>D, EC, BE, S</i>
<b>430 40 rural development</b>	16.530.443	28.432.738	15.254.763	29.213.349	24.050.223
<i>(EU MS and EC)</i>	<i>F, D, S, FI, DK, I</i>	<i>EC, NL, D, FIN, S, BE, AU, LX</i>	<i>F,D BE,I, EC, AU</i>	<i>FR,D,BE,E, AU,S,I</i>	<i>NL,S,BE,D, EC,F,E,AU</i>

## Perspectives : Prise de décision et nouvelle programmation du budget extérieur de l'UE

Les prochaines négociations sur le nouveau budget extérieur de l'UE pour 2026-2027 et la programmation ont commencé et doivent être approuvées en 2025 dans le cadre des procédures de codécision de l'UE. Les négociations sur le prochain cadre plurifinancier de l'UE pour la période 2028-2035 débiteront en 2025. Bien qu'il y ait des progrès dans le soutien et l'affirmation de l'agroécologie en tant que voie viable pour respecter l'engagement politique de l'UE en faveur de systèmes alimentaires durables, il est peu probable que l'UE développe sa politique spécifique en matière d'agroécologie dans le cadre du mandat de la future Commission 2024-2029 et de l'évolution du cadre politique de l'UE en vigueur.

L'EUD dépend des engagements politiques (fermes ou clairs) et des orientations du siège de l'UE, ainsi que des négociations avec les gouvernements et les ministères nationaux pour les programmes par pays. Il s'agit d'un processus dynamique. Les EUD définiront leurs interactions avec les sièges de la Commission et/ou les programmes des États membres dans les pays en fonction des pressions ou des moteurs de l'environnement changeant. Bien qu'il existe une marge de manœuvre, les progrès dépendront des engagements pris par les chefs de délégation ou les membres du personnel qui utiliseront des structures institutionnelles favorables et/ou des alliances stratégiques pour faire progresser les engagements en matière d'agroécologie ou accroître les synergies avec les programmes bilatéraux ou mondiaux.

Les réactions du consortium d'ONG soulignent qu'un abandon de l'agroécologie serait une occasion manquée. L'agroécologie démontre ses multiples effets d'atténuation et d'adaptation sur les principales crises actuelles (perte de biodiversité, désertification et changement climatique) ainsi que sur les secteurs interdépendants tels que l'environnement et la santé (une seule approche de la santé). À minima, il conviendrait d'introduire l'argument du "rapport valeur-

prix". Les résultats prometteurs de l'agroécologie en matière de gestion environnementale et climatique, de pluralité des savoirs et d'équité sociale sont confirmés par l'étude IPES (IPES 2022, Smoke and Mirrors) lorsqu'elle compare l'agroécologie à d'autres approches de systèmes alimentaires durables. Cela est également confirmé par une note d'ActionAid desur l'agriculture intelligente face au climat, ce qui, 2017 crée une certaine confusion.

Alors que les institutions de l'UE peuvent subir des pressions pour réduire les ambitions de durabilité précédemment convenues, notamment de la part des États membres de l'UE et des puissantes entreprises agricoles, la compétitivité à long terme de l'UE ainsi que sa résilience dépendent de sa capacité à faire face aux coûts réels de la dégradation de l'environnement et du changement climatique pour l'économie et le secteur agro-alimentaire.

## Contexte du financement institutionnel et de la prise de décision

La programmation du NDICI-Europe mondiale est effectuée conjointement par la Commission et le Service européen pour l'action extérieure, tant au siège de Bruxelles que dans les délégations de l'UE, et comprend toutes les priorités de l'UE et des pays partenaires dans les programmes indicatifs pluriannuels nationaux, régionaux et thématiques. L'examen à mi-parcours (lancé en 2023) a permis d'évaluer dans quelle mesure les programmes adoptés sont toujours adaptés à leur objectif. Le processus d'examen a impliqué des consultations avec les parties prenantes au niveau des pays et des sièges, en particulier les gouvernements des pays partenaires, les États membres de l'UE, leurs agences de développement et leurs institutions financières, les OSC, le secteur privé et les agences des Nations unies. Les programmes sont adoptés par la Commission et établissent les domaines de coopération prioritaires. La mise en œuvre se traduit par l'adoption de plans d'action (pluriannuels).

## La nouvelle programmation Global Gateway 2025-2027

L'examen à mi-parcours de l'UE vise à améliorer la mise en œuvre de la passerelle globale de l'UE pour 2025-2027. La révision du NDICI-Europe globale pour l'Afrique subsaharienne adoptée par la Commission européenne comprend des programmes thématiques tels que le soutien aux droits de l'homme et à la démocratie, aux organisations de la société civile, à la stabilité de la paix et à la prévention des conflits, ainsi qu'aux défis mondiaux.

Les fonds n'ont pas été réduits, mais plutôt regroupés et réaffectés. Les enveloppes régionales deviennent des enveloppes ASS, ce qui permet une plus grande flexibilité entre la programmation régionale et nationale. Une nouvelle approche des "pays en situation complexe" sera introduite pour les pays fragiles et touchés par des conflits. Les engagements financiers en faveur du développement social et humain qui fait progresser l'équité sociale, d'une approche fondée sur les droits de l'homme et de l'engagement dans les pays fragiles et touchés par un conflit restent stables dans l'ensemble. On s'attend à ce que des réaffectations et des réductions soient effectuées lors du prochain cycle budgétaire après 2027 afin d'augmenter les investissements

dans les chaînes de valeur (mondiales) et la promotion des investissements pour les entreprises locales et l'augmentation de la productivité.<sup>5</sup>

En réponse, l'INTPA adopte une approche de mainstreaming de l'agroécologie, en l'intégrant dans les chaînes de valeur. Elle soutient et comprend que la consultation interservices sur la programmation et les interactions dans le cadre de l'approche Team Europe nécessite d'articuler les principes agroécologiques d'une manière qui soit alignée sur la nouvelle Commission et ses nouvelles orientations politiques globales et contraignantes - pour que la programmation passe le cap de la prise de décision interne.

## Nouveau programme indicatif pluriannuel pour l'Afrique subsaharienne 2025-2027

Le programme indicatif pluriannuel reconnaît l'impact négatif croissant du changement climatique et de la dégradation de l'environnement en Afrique subsaharienne, qui va de pair avec les chocs socio-économiques de la pandémie de Covid-19, la guerre en Ukraine et les nombreux coups d'État. En réponse, le programme indicatif pluriannuel cherche à renforcer la complémentarité et la flexibilité entre les interventions nationales et régionales afin de lutter contre la détérioration de l'insécurité alimentaire. La vulnérabilité des pays au changement climatique a un impact croissant sur la nutrition, la sécurité alimentaire et l'économie. Le PPI vise à revigorer le secteur privé afin d'améliorer l'efficacité des chaînes de valeurs pour la production alimentaire, l'accès au marché et la microfinance.

Certains des changements apportés au nouveau programme indicatif pluriannuel garantissent un alignement plus marqué sur la stratégie de la Global Gateway et renforcent le soutien aux investissements (effet de levier sur les investissements des secteurs privé et public, par exemple pour la transition verte et les systèmes agroalimentaires durables), souvent en faveur des chaînes de valeur. Le nouveau volet "Actions dans les pays en situation complexe" répond aux défis humanitaires, notamment en raison du changement climatique. Les domaines prioritaires sont ajustés pour soutenir les chaînes de valeur régionales et les partenariats sur les matières premières essentielles et pour soutenir les investissements visant à lutter contre le changement climatique et à sécuriser les chaînes d'approvisionnement mondiales. Le soutien aux investissements est acheminé par le Fonds européen pour le développement durable Plus, un outil de financement du Portail mondial, afin d'obtenir des résultats dans les domaines des matières premières essentielles, de l'eau, des chaînes de valeur régionales et des systèmes agroalimentaires durables. Pour chacun des cinq pays ciblés par cette étude, un PIM et un plan d'action révisés ont été adoptés.

## Nouvel ascenseur DeSIRA

---

<sup>5</sup> Voir l'aperçu de l'examen à mi-parcours du programme Global Gateway

La communauté plus large de la recherche agricole DeSIRA souligne la nécessité d'une conception conjointe par les parties prenantes, les participants au projet et les bénéficiaires (conférence GFAiR, 13 mars 2025). Les représentants des gouvernements africains, les communautés agricoles et les organisations de la société civile soutiennent que les gouvernements des pays africains, les agences nationales et la base doivent être impliqués dans la conception du pays et l'orientation de la recherche dès le départ. Il est de plus en plus admis que la recherche agricole ne peut réussir que si l'on repense la définition des priorités, le financement et la mobilisation des ressources. La communauté de la recherche agricole a besoin de toute urgence d'une plus grande collaboration sur le terrain. Cette conclusion tirée par l'INTPA lors de la conférence du GFAiR à Bruxelles pourrait être l'occasion pour les plateformes d'OSC de s'impliquer et de combler les lacunes sur le terrain. Les organisations faîtières d'OSC ayant une connaissance de la programmation DeSIRA et des contacts avec les agences de recherche européennes comprennent la Gestion écologique participative de l'utilisation des terres (PELUM), le Forum des petits agriculteurs d'Afrique orientale et australe (EASFF), l'Alliance pour la souveraineté alimentaire en Afrique (AFSA) et les membres du Réseau ouest-africain des paysans et des producteurs agricoles (ROPPA). Les programmes spécifiques de DeSIRA visant à soutenir les organisations d'agriculteurs en matière de recherche et d'information se poursuivront également dans le cadre des programmes régionaux.

## Résultats des entretiens avec l'EUD, les OSC partenaires et d'autres parties prenantes

### Résultats des visites sur le terrain

#### **Sénégal**

Bien que le Sénégal ait réalisé des progrès significatifs dans la promotion des pratiques agroécologiques, l'analyse critique révèle des problèmes profondément enracinés concernant les déséquilibres de pouvoir, la dépendance extérieure, les incohérences politiques et les défis socioculturels. Au Sénégal, l'agroécologie bénéficie d'un soutien substantiel de la part de collaborations internationales, principalement avec des ONG d'Europe et d'Amérique du Nord et des programmes de développement mondiaux (Bottazzi et al., 2021). Bien que ces alliances fournissent des ressources financières et techniques cruciales, elles induisent également une dépendance, ce qui peut fausser la dynamique interne du pouvoir au sein du mouvement. Ces dynamiques soulèvent des questions cruciales concernant "la hiérarchisation des intérêts et l'authenticité de la représentation des communautés agricoles locales" (Bottazzi et al., 2021 ; Horizont3000, 2023). Une forte dépendance à l'égard du financement international a conduit à un "environnement basé sur des projets qui manque souvent de continuité une fois que le financement externe prend fin" (Bottazzi et al., 2021). En outre, "l'adoption partielle par le gouvernement de la rhétorique agroécologique sans changements substantiels dans la politique ou l'allocation des ressources" indique un engagement superficiel qui ne répond pas de manière

adéquate aux besoins et aux droits réels des petits exploitants agricoles (Bottazzi et al., 2021 ; Horizont3000, 2023 ; MDPI, 2023).

Les observations des différentes parties prenantes impliquées dans les initiatives agroécologiques au Sénégal révèlent systématiquement des retards dans le démarrage des projets de l'UE, un manque d'impact sur le terrain et une implication limitée des acteurs locaux dans la conception des projets. Plusieurs personnes interrogées ont noté la faible proportion de ressources qui parviennent aux organisations de base, la majorité étant consacrée à la coordination, aux formations et aux réunions. En outre, les mêmes acteurs et institutions reçoivent régulièrement des fonds de l'UE (CIRAD), ce qui entraîne une faible diversification et une augmentation du nombre d'acteurs impliqués dans l'agroécologie. Certaines infrastructures nécessaires au déploiement efficace de l'agroécologie, telles que la petite mécanisation, les systèmes d'approvisionnement en eau et les semences gérées par les agriculteurs, restent sous-financées.

Les messages clés issus des interactions avec les acteurs de l'agroécologie sont les suivants :

- Les procédures d'appel et de sélection pour les projets financés par l'UE sont perçues comme trop complexes et restrictives, nécessitant souvent des partenaires européens.
- Il existe un écart important entre les fonds alloués aux projets agroécologiques et leur mise en œuvre effective sur le terrain, seule une petite partie des fonds parvenant aux organisations et communautés locales. La plupart des ressources sont absorbées par la coordination, les réunions et les formations, ce qui limite l'impact pratique.
- Les retards dans la mise en œuvre des projets sont fréquents en raison de processus bureaucratiques et d'une coordination inefficace, entraînant parfois des retards considérables dans les activités, les projets multi-pays connaissant souvent des complexités supplémentaires, ce qui affecte l'allocation des fonds et l'exécution des projets dans les délais impartis.
- La valeur potentielle de la participation des délégations de l'UE est reconnue, notamment pour assurer la durabilité et l'évolutivité des projets au-delà du rôle limité de supervision actuel.
- Les personnes interrogées soulignent le besoin urgent de donner la priorité aux actions agroécologiques tangibles plutôt qu'aux activités théoriques ou axées sur la formation, en plaidant pour l'investissement dans les infrastructures clés, les technologies appropriées et l'innovation locale.
- L'implication des communautés et des organisations locales dès la phase de conception des projets est essentielle pour garantir la pertinence et l'efficacité des initiatives agroécologiques.

## **Kenya**

Le Kenya s'est imposé comme un acteur clé de la transformation agroécologique en Afrique de l'Est, alors qu'il y a quelques années seulement, le Kenya était confronté à des restrictions à l'exportation d'avocats et d'autres fruits en raison d'une forte teneur en résidus de pesticides. En 2020, l'Union européenne a imposé des réglementations plus strictes sur les haricots kenyans,

les soumettant à des contrôles obligatoires par échantillonnage de 10 % sur les niveaux de résidus, les résidus de pesticides excessifs pouvant entraîner une interdiction totale. Cela a conduit à des initiatives visant à promouvoir les pratiques d'agriculture biologique et à réduire l'utilisation de pesticides chimiques.

Une particularité du contexte kenyan est le rôle et l'engagement des comtés dans la promotion de l'agroécologie. En effet, dans la législation kenyane, l'agriculture est une fonction dévolue, ce qui fait des comtés les principaux décideurs en matière d'activités agricoles. Le comté de Murang'a est une zone de culture maraîchère clé dans la région centrale du Kenya. Cette région était auparavant confrontée à des restrictions à l'exportation en raison de la présence d'importants résidus de pesticides sur les avocats et d'autres fruits. En 2023, le comté de Murang'a, en collaboration avec d'autres partenaires, a promulgué la Murang'a Agroecology Policy 2022-2032 et la Murang'a County Agroecology Development Act, 2022 visant à transformer les pratiques agricoles en intégrant des principes écologiques. Le comté a créé l'Agroecology Development and Marketing Board pour réglementer le secteur de l'agroécologie, promouvoir ses produits, collaborer avec les parties prenantes pour améliorer le commerce et la commercialisation, en veillant à l'alignement sur les normes nationales et internationales. Au niveau national, le Forum intersectoriel sur la biodiversité agricole et l'agroécologie (ISFAA) a joué un rôle clé dans la formulation et le lancement récents de la stratégie nationale kenyane en matière d'agroécologie pour la transformation du système alimentaire (2024-2033), marquant ainsi une étape politique importante (ministère de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche et des coopératives, 2024).

Au cours de la visite au Kenya, un atelier a été organisé par une coalition d'organisations de la société civile européenne et africaine, intitulé "Advancing agroecology and sustainable food systems : Unir la société civile africaine pour la défense et l'action".<sup>6</sup> L'atelier a réuni 100 participants de 22 pays africains et européens. Il visait à positionner l'agroécologie comme une stratégie de transformation pour des systèmes alimentaires durables en Afrique. Les principaux objectifs de l'atelier étaient de résister à la cooptation par les modèles industriels, de renforcer les fondements politiques et conceptuels de l'agroécologie et d'élaborer un plan d'action commun entre les acteurs de la société civile. Actuellement, le Kenya, l'Ouganda et la Tanzanie disposent d'une stratégie nationale sur l'agroécologie ou l'agriculture biologique écologique. Cependant, ils sont tous confrontés à des défis financiers pour la mise en œuvre de ces stratégies.

Un représentant du comté de Murang'a au Kenya a fait part du processus d'élaboration de la politique agroécologique de Murang'a 2022-2032 et de la loi sur le développement agroécologique du comté de Murang'a 2022, qui visent à transformer les pratiques agricoles en intégrant des principes écologiques. L'université du comté de Murang'a propose une formation en agroécologie pour les agriculteurs et les vulgarisateurs, ainsi qu'une maîtrise en agroécologie.

---

<sup>6</sup> Sagana, 10-14 février 2025, atelier organisé par ABN - African Biodiversity Network, African Centre for Biodiversity, AFSA, Biowatch South Africa, Brot für die Welt, PELUM Association, Rural Women's Assembly, SKI - Seed and Knowledge Initiative.

Les messages clés issus des interactions avec les acteurs de l'agroécologie sont les suivants :

- L'accès au financement de l'UE est souvent limité pour les petites OSC en raison des exigences institutionnelles, ce qui les pousse à s'appuyer sur des intermédiaires accrédités tels que la FAO ou le FIDA.
- Les modalités des projets diffèrent considérablement et ne sont pas normalisées entre les donateurs, ce qui nécessite une analyse des mécanismes de financement au niveau des projets.
- La communication entre les grandes institutions telles que la FAO, le FIDA, l'ICRAF-CIFOR et les acteurs de la base est faible, et il est nécessaire que les donateurs soient mandatés pour soutenir l'engagement des communautés tout au long des cycles de projet.
- Pelum a été présenté comme une OSC parapluie capable de gérer des fonds et d'améliorer la sensibilisation si elle disposait de plus de ressources.
- Il semble y avoir une déconnexion entre les délégations de l'UE et Bruxelles, en raison des différentes lignes de responsabilité existantes qui ne sont pas nécessairement cohérentes ; cela nécessiterait des changements structurels pour améliorer la cohérence et la responsabilité.
- La conditionnalité du financement est nécessaire pour garantir que les intermédiaires allouent des ressources significatives aux acteurs de la société civile.

## Les enseignements tirés des entretiens en fonction des questions de recherche

Les tableaux suivants sur les quatre questions de recherche sont descriptifs et le dernier tableau est une évaluation des obstacles et des facteurs favorables auxquels l'EUD est confrontée pour soutenir l'agroécologie.

### **Quels sont les politiques nationales et les points de pression institutionnels dans chaque pays cible qui exercent une influence sur les allocations de fonds de l'UE en faveur de l'agriculture industrielle ou de l'agroécologie ?**

Cette section décrit les principales politiques nationales et les dynamiques institutionnelles qui influencent la manière dont les délégations de l'Union européenne (EUD) allouent des fonds pour soutenir l'agriculture industrielle ou l'agroécologie dans cinq pays africains : Kenya, Ouganda, République démocratique du Congo (RDC), Burkina Faso et Sénégal.

Au **Kenya**, l'EUD participe activement au groupe de travail des donateurs sur le développement rural et collabore avec d'autres donateurs favorables à l'agroécologie et avec les États membres de l'UE pour influencer le gouvernement kenyan ( ). Ces partenariats visent à promouvoir des changements de politique et des allocations de fonds plus favorables aux approches agroécologiques.

En **Ouganda**, l'environnement de la politique alimentaire reste faible, notamment en raison d'une réglementation inadéquate en matière de sécurité alimentaire. Il n'existe pas de normes et de certifications institutionnelles pour soutenir les producteurs, les transformateurs et les consommateurs, y compris ceux qui sont impliqués dans l'agroécologie. Les risques pour la santé publique ne sont pas suffisamment pris en compte par le gouvernement ougandais, ce qui affaiblit encore le soutien politique aux pratiques agroécologiques.

En **République démocratique du Congo (RDC)**, l'EUD entretient des relations de travail étroites avec les organisations de conservation impliquées dans la gestion des parcs protégés. Ces alliances institutionnelles renforcent les structures de pouvoir existantes et limitent un engagement plus large avec les acteurs de l'agroécologie. Les interventions actuelles liées à l'agroécologie se concentrent sur les chaînes de valeur des cultures de rente, qui sont plus susceptibles d'attirer l'intérêt du gouvernement, mais tendent à mettre de côté les efforts visant les systèmes alimentaires locaux et la transformation au niveau de la communauté.

Au **Burkina Faso**, le gouvernement national soutient largement l'agroécologie et a consacré 30 % du budget de mise en œuvre à sa stratégie nationale en matière d'agroécologie. L'EUD collabore de manière constructive avec les entités gouvernementales et les organisations de la société civile (OSC) sur le terrain. La diversité des acteurs et des initiatives dans le domaine de l'agroécologie au Burkina Faso renforce les possibilités d'influencer efficacement les politiques et d'aligner les financements.

Au **Sénégal**, la politique agricole et le financement sont étroitement contrôlés par le gouvernement national, qui donne la priorité à l'agriculture industrielle. Bien que des entreprises agroécologiques - telles que celles qui produisent des biofertilisants - voient le jour, elles se heurtent à des obstacles structurels à l'entrée sur le marché et à l'expansion.

La Délégation de l'Union européenne (EUD) au Sénégal soutient l'agroécologie principalement en l'alignant sur les stratégies plus larges de l'UE telles que le Pacte vert pour l'Europe et la politique climatique. En termes de coordination de projets, l'EUD joue un rôle opérationnel limité dans la mise en œuvre d'initiatives liées à l'agroécologie. Les programmes phares tels que DeSIRA sont financés et programmés par l'INTPA à Bruxelles, et non directement par les EUD. Bien que l'EUD ait été initialement impliqué dans l'enveloppe sénégalaise de DeSIRA en 2019, la mise en œuvre et la passation de contrats restent sous la responsabilité de l'INTPA. Les programmes multi-pays sont gérés par le CORAF (Conseil pour la recherche et le développement agricoles en Afrique de l'Ouest et du Centre), qui travaille en partenariat avec les institutions de recherche de l'UE (par exemple, le CIRAD, l'IRB) et certaines organisations de producteurs et ONG. Toutefois, le modèle de co-création est déséquilibré, car le CORAF conserve une forte influence sur la définition de l'agenda. Par exemple, lors d'un appel à propositions lancé en 2025 et impliquant 17 candidats, seul un consortium dirigé par la CORAF et le CIRAD a été sélectionné.

Au niveau national, le gouvernement sénégalais joue un rôle dominant dans les investissements agricoles, principalement par le biais d'initiatives à grande échelle telles qu'Agripole, un programme visant à établir des zones de transformation agro-industrielles afin d'accroître la valeur ajoutée des produits agricoles. L'EUD s'aligne sur ces efforts mais promeut des garanties

de durabilité, en particulier en ce qui concerne la gestion des ressources naturelles. Le soutien budgétaire de l'EUD au gouvernement sénégalais comprend désormais des subventions pour les intrants biologiques, ce qui reflète les progrès réalisés dans l'alignement des politiques - ces subventions représentent 10 % des subventions agricoles, contre 8 % il y a quelques années. Bien que progressive, cette évolution est considérée comme une conciliation pragmatique des priorités européennes et nationales ( ). Plutôt que d'insister sur des changements radicaux, l'EUD préfère négocier des objectifs réalistes et adaptés au contexte (par exemple, faire passer les dépenses liées au climat de 10 % à 15 %).

**Tableau récapitulatif des politiques nationales et des points de pression institutionnels**

Kenya	Ouganda	RDC	Burkina Faso	Sénégal
<p>Participation au groupe de travail des donateurs sur le développement rural.</p> <p>Faire équipe avec d'autres donateurs de l'AE et les États membres de l'UE pour avoir un impact sur le gouvernement du Kenya.</p>	<p>Une sécurité alimentaire très faible conduit à un environnement de politique alimentaire handicapant.</p> <p>Absence de normes et de garanties institutionnelles pour les producteurs, les transformateurs et les consommateurs, y compris pour l'agroécologie.</p> <p>Les risques sanitaires ne sont pas pris en compte de manière efficace par le gouvernement d'entreprise.</p>	<p>Les relations de travail privilégiées du gouvernement de la République démocratique du Congo et de l'Union européenne avec les organisations de conservation de la gestion des parcs protégés maintiennent les structures de pouvoir en place.</p> <p>Les interventions de l'EA se concentrent sur les chaînes de valeur des cultures de rente afin de susciter l'intérêt du gouvernement de la République démocratique du Congo, mais au détriment de l'agenda de localisation.</p>	<p>L'État soutient l'agroécologie et a consacré 30 % du budget à la mise en œuvre de la stratégie nationale en matière d'agroécologie.</p> <p>Bonne coopération entre l'EUD et le GoBF sur l'agroécologie et les OSC sur le terrain.</p> <p>Diversité des acteurs et des projets de l'EA.</p>	<p>Le secteur agricole et le financement sont étroitement surveillés par le gouvernement soudanais, qui accorde la priorité à l'agriculture industrielle.</p> <p>Des entreprises agroécologiques, par exemple dans le secteur des biofertilisants, émergent mais sont confrontées à des difficultés systémiques pour s'établir sur le marché.</p>

## **Comment les EUD tentent-ils de soutenir ou d'influencer les politiques nationales/régionales existantes ou de faire pression pour des changements politiques particuliers ?**

Dans les cinq pays concernés - le Kenya, l'Ouganda, la République démocratique du Congo (RDC), le Burkina Faso et le Sénégal - les délégations de l'Union européenne (EUD) s'engagent de diverses manières auprès des institutions nationales et régionales afin de soutenir ou d'influencer les cadres politiques liés à l'agroécologie. Ces engagements vont de la participation à des forums nationaux à la mise en œuvre d'initiatives de recherche et de développement, en passant par l'alignement stratégique des politiques avec les gouvernements.

Au **Kenya**, l'EUD participe activement au groupe de travail des donateurs sur le développement rural et s'engage dans le forum intersectionnel kenyan pour l'agroécologie et l'agrobiodiversité. Grâce à ces plateformes, l'EUD collabore avec d'autres donateurs alignés sur l'agroécologie et avec les États membres de l'UE afin de façonner le discours national et d'influencer l'orientation de la politique agricole du gouvernement kenyan.

**En Ouganda**, l'EUD contribue aux discussions sur la politique alimentaire et agricole au niveau national en participant au comité national du Codex Alimentarius. Elle soutient également le renforcement des capacités institutionnelles dans les domaines liés aux normes sanitaires et phytosanitaires (SPS).

La délégation de l'Union européenne en RDC soutient l'approche paysagère dans le cadre du programme NaturAfrica<sup>7</sup>, en se concentrant sur la recherche innovante dans cinq chaînes de valeur de cultures de rente spécifiques telles que le café, la banane et le maïs. Chacune des interventions agroécologiques se déroule dans une région géographique présentant différents microclimats. L'EUD s'attend à ce que l'application des approches agroécologiques aux chaînes de valeur du commerce international soit un levier important pour inciter le gouvernement à prendre en compte la pertinence et la valeur de l'agroécologie pour l'économie nationale. Concrètement, l'EUD a choisi de continuer à développer des relations privilégiées avec des organisations reconnues par le gouvernement dans la gestion des parcs protégés. Une variété génétique de café robuste nouvellement découverte a été un catalyseur de succès pour les projets. L'accent mis sur l'ennemi naturel du maïs (la chenille légionnaire d'automne) a été couronné de succès grâce à l'augmentation de la biodiversité dans la zone du parc protégé. L'approche rigoureuse de la formation à long terme dans les écoles d'agriculture de terrain afin d'adopter des pratiques agroécologiques en impliquant les petits exploitants est un élément clé des projets de l'EUD. Les agriculteurs formés à l'expérimentation des bananiers et à l'innovation agroécologique (traitement à l'eau chaude, biocontrôle) ont augmenté la diversité génétique des bananiers, autrement menacée. La combinaison de la santé des sols, des mesures de fertilité des sols et des engrais organiques démontre aux acteurs gouvernementaux le succès des interventions de l'AE en matière de lutte contre les parasites, de productivité et de durabilité des

---

<sup>7</sup> Le programme NaturAfrica est une initiative régionale dans le cadre du Global Gateway. Il a été officiellement lancé par la Commission européenne en 2020. Il s'agit d'une initiative phare dans le cadre du Green Deal de l'UE et de la stratégie de l'UE en matière de biodiversité pour 2030, visant à intégrer la conservation de la biodiversité au développement durable dans les principaux paysages africains.

chaînes de valeurs. L'EUD en RDC souhaite partager ces résultats, présentés par exemple par l'INTPA lors du Forum mondial de la banane en 2024.

Les entretiens avec les organisations partenaires en RDC ont permis de comprendre que l'EUD se concentre sur des régions spécifiques au détriment d'autres régions (plus éloignées). Cependant, contrairement à certains points de vue de l'EUD, elles réaffirment la volonté des communautés agricoles d'adopter des pratiques agroécologiques, si et là où elles répondent à des besoins réels sur le terrain, si et là où un accompagnement continu et confiant est fourni sur le terrain. Ils soulignent qu'il est évident qu'avec des ressources financières accrues - au-delà du soutien de leurs partenaires des OSC européennes -, une plus grande sensibilisation permettrait d'étendre l'adoption de l'agroécologie à un plus grand nombre de zones rurales. Un programme de localisation dans l'approche des DUE contribuerait à la résilience des populations et des écosystèmes locaux, une priorité dans le cadre des nouvelles *actions dans les pays qui se trouvent dans des contextes complexes* d'insécurité croissante

**Tableau récapitulatif du soutien ou de l'influence des EUD sur les nationales/régionales**

Kenya	Ouganda	RDC	Burkina Faso	Sénégal
<p>Participation au groupe de travail des donateurs sur le développement rural ; et au Forum intersectionnel kenyan pour l'agroécologie et l'agrobiodiversité.</p> <p>Faire équipe avec d'autres donateurs de l'AE et les États membres de l'UE pour avoir un impact sur le gouvernement du Kenya.</p>	<p>Participation au Codex Alimentarius dans le pays.</p> <p>Soutien à la capacité institutionnelle et au renforcement des institutions dans le domaine SPS.</p>	<p>Excellence de la recherche agronomique dans le pilotage des chaînes de valeur des cultures de rente, c'est-à-dire l'augmentation de la diversité génétique du café robusta et des bananes, un nouveau biocontrôle pour les ravageurs du maïs - mettant en évidence la contribution de la recherche agronomique à l'économie nationale.</p>	<p>Identifier le manque d'infrastructures et d'équipements de commercialisation.</p> <p>Contribuer à la mise en place d'environnements politiques favorables aux OSC, à l'appropriation et à la localisation.</p>	<p>Une bonne analyse des politiques, la préparation de changements progressifs dans le cadre de négociations prudentes et minutieuses avec le gouvernement. Concilier les objectifs de l'INTPA et du gouvernement du Soudan dans la programmation.</p>

**Quelles sont les parties prenantes (y compris les organisations de la société civile) qui pourraient s'engager davantage pour influencer les transitions agroécologiques, et comment leurs voix pourraient-elles être entendues ?**

Cet aperçu présente les principales parties prenantes, en particulier les organisations de la société civile (OSC), qui pourraient participer plus activement à l'élaboration des transitions agroécologiques au Kenya, en Ouganda, en République démocratique du Congo (RDC), au Burkina Faso et au Sénégal. Il met en évidence les rôles potentiels de ces acteurs et les mécanismes par lesquels leurs voix peuvent être amplifiées dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques agroécologiques nationales et régionales.

Dans les cinq pays, il est nécessaire d'améliorer l'engagement précoce des OSC dans la conception des programmes et des politiques. Les intermédiaires financiers et les plateformes intermédiaires pourraient jouer un rôle essentiel en facilitant cette participation. Le renforcement de la coopération avec les acteurs internationaux déjà actifs dans les pays peut également être utilisé de manière plus stratégique pour amplifier les programmes agroécologiques.

Un exemple encourageant au Burkina Faso est celui de l'ONG belge Autre Terre Consortium, qui a répondu avec succès à un appel à propositions du FIDA dans le cadre du Programme mondial pour les petits producteurs agroécologiques (GP-SAEP) pour un projet au Burkina Faso. Le consortium comprend huit ONG burkinabées différentes qui bénéficient de cette proposition commune : APIL, ARFA, Le Baobab, CEAS Burkina, CNABio, GIE Bioprotect, IRSAT/ CNRST, Association Yolse Tuuma. Ensemble, elles abordent les principaux obstacles à la mise à l'échelle de l'agroécologie et identifient les opportunités.

Au Kenya, les activités proposées par la Global Gateway Team Europe comprennent l'économie circulaire, les chaînes de valeur agricoles durables et intelligentes face au climat, le capital naturel et la biodiversité, ainsi que l'efficacité des ressources. Le Global Gateway appelle à débloquent des opportunités grâce à l'accord de partenariat économique UE-Kenya, par exemple, pour l'agro-industrie et l'horticulture par le réseau EuroChambers d'entreprises européennes et kényanes, réunies lors du Kenya Business Forum 2025 sur la numérisation du commerce. Une approche différente est adoptée par les entrepreneurs agroécologiques, qui intègrent les principes de l'agroécologie dans les chaînes de valeur agricoles, qui privilégient les marchés territoriaux locaux, nationaux et régionaux, en identifiant les garanties essentielles et en adoptant une approche participative de la commercialisation.<sup>8</sup> Les travaux sur l'entrepreneuriat agroécologique pourraient être soutenus par les DUE qui créent des synergies avec d'autres programmes agricoles. De telles mesures pourraient combler le fossé qui semble exister entre l'engagement de l'INTPA de Bruxelles en faveur de l'agroécologie et l'ambiguïté de l'engagement des délégations de l'UE à l'égard (de certains) des 13 principes du groupe d'experts de haut niveau.

---

<sup>8</sup> Voir Biovision sur l'investissement dans le programme Agroecology Business Case 2022-2024, (iABC) à l'adresse suivante : <https://www.biovision.ch/infopool/agroecological-business-case/>.

Le soutien apporté aux chaînes de valeur durables du café en Ouganda et au Kenya dans le cadre de l'approche de la Global Gateway Team Europe pourrait en être un exemple. Leur alignement sur la production du HLPE progresse clairement, tandis que l'alignement sur les principes d'équité et de responsabilité sociale pourrait être encore renforcé, en complétant l'approche des systèmes agricoles régénératifs de culture du café par Biodiversity Alliance & CIAT et GGIAR avec une approche globale des systèmes alimentaires agroécologiques.

**Tableau récapitulatif des parties prenantes qui pourraient être davantage impliquées**

Kenya	Ouganda	RDC	Burkina Faso	Sénégal
<p>Les intermédiaires financiers doivent veiller à ce que les OSC participent aux processus de conception dès le début.</p> <p>CSO Plates-formes intermédiaires.</p> <p>La coopération avec les acteurs internationaux dans le pays pourrait être utilisée de manière plus stratégique.</p>	<p>Organisations communautaires pour accroître la participation des agriculteurs - possibilité d'extension.</p> <p>Campagne conjointe des OSC pour stopper les exportations/importations de pesticides toxiques en réponse à la crise nationale de la santé et des systèmes alimentaires.</p> <p>Unir les forces pour reconnaître et récompenser les produits AE sur le marché.</p>	<p>Organisations communautaires pour accroître la participation des agriculteurs - possibilité d'extension.</p> <p>Reconnaissance de leur potentiel et du travail de sensibilisation déjà effectué.</p>	<p>Organisations de marketing.</p> <p>Récompense et reconnaissance des produits agroécologiques sur le marché.</p> <p>Consortium européen d'OSC en partenariat avec des OSC nationales pour accéder au financement de l'UE/D.</p>	<p>Les OSC doivent s'engager dans l'adoption de pratiques agroenvironnementales au niveau de l'exploitation plutôt que (seulement) dans le plaidoyer.</p> <p>Diriger le partenaire chargé de la mise en œuvre des projets de l'UE/D afin qu'il s'engage de manière plus proactive dans le programme de localisation, en proposant de nouvelles formes d'interactions et de connectivité avec les acteurs locaux.</p>

**Dans quelle mesure et comment les États membres de l'UE et les autres donateurs engagés dans l'agroécologie peuvent-ils contribuer à accroître le soutien de l'EUD dans les pays ?**

Les organisations de la société civile et les organisations communautaires ont démontré qu'elles pouvaient contribuer à l'adoption par les agriculteurs des pratiques agroécologiques et à la cocréation de connaissances. Cependant, elles ont des difficultés à répondre aux critères d'éligibilité de l'UE. Un fonds spécifique géré par l'EUD pourrait être mis à la disposition des organisations de la société civile nationales, régionales ou continentales qui pourraient servir

d'intermédiaires pour les organisations communautaires travaillant avec les communautés agricoles rurales. Les États membres de l'UE et d'autres donateurs pourraient soutenir une telle approche dans le cadre de Team Europe ou la piloter dans le cadre de leurs propres politiques financières. L'affectation d'un pourcentage des fonds à des agences dont les membres ont fait leurs preuves au niveau national pourrait faire progresser la localisation de l'agenda agroécologique dans le pays. Cela renforcerait les acteurs nationaux qui sont souvent en concurrence, sur un pied d'égalité, avec les collecteurs de fonds professionnels pour accéder aux fonds de l'UE.

Les EUD du Sénégal et de l'Ouganda connaissent à peine le Centre de connaissances sur l'agriculture biologique et l'agroécologie, un projet bilatéral de la GIZ avec des centres régionaux en Ouganda et au Sénégal, car les KCOA sont principalement soutenus et gérés par des OSC locales, et émergent dans le contexte local, ce qui augmente l'impact, la portée et l'appropriation locale. Les centres KCOA se sont révélés propices au fonctionnement et à la structuration de plates-formes régionales et nationales d'OSC.

**En résumé, les obstacles et les facteurs favorables à la promotion de l'agroécologie par les DUE**

Facteurs favorables	Obstacles
L'EUD doit réunir un groupe consultatif local sur l'agroécologie, composé d'experts locaux, d'universitaires et d'organisations de la société civile, afin d'améliorer la qualité des financements de l'EUD en faveur de l'agroécologie.	Risque de corrélation entre le concept d'agroécologie et le financement par l'UE/D de projets axés sur l'efficacité ou la substitution d'intrants par des financements antérieurs aux niveaux 1 et 2 de Gliessman.
les organisations faïtières d'ONG à étendre leurs services de soutien à des groupes plus larges d'OSC intéressés par l'agroécologie.	Le financement de l'agriculture et de l'agroalimentaire par l'UE/D et le financement de l'équipe Europe fonctionnent en vase clos, ce qui empêche les synergies et la complémentarité.
Les organisations de la société civile et les organisations communautaires qui s'adressent aux communautés rurales disposent d'un énorme potentiel pour développer l'adoption par les agriculteurs de pratiques agroenvironnementales et d'innovations adaptées.	Un nombre limité de parties prenantes (professionnelles) peut occuper l'espace de l'AE et profiter des financements de l'UE au détriment d'autres acteurs locaux.
L'EUD doit accroître et ouvrir l'espace politique pour de nouvelles formes d'interactions entre les anciennes et les nouvelles parties prenantes.	Risque de substitution d'intrants, réduisant l'EA aux niveaux 1 et 2 de Gliessman, omettant l'amélioration de l'approche systémique, de l'équité et de l'inclusivité.
L'EUD doit utiliser son rôle de rassembleur dans les pays pour activer les principes de l'EA qui favorisent l'équité sociale et la co-création de connaissances.	La focalisation unique sur l'innovation ou le "mode d'exécution" de l'agroécologie peut devenir un obstacle - au risque de concurrencer, d'ignorer ou de mettre à l'écart les connaissances traditionnelles autochtones existantes qui doivent

	être activées ou renforcées.
Investir dans le développement de la chaîne de valeur et des systèmes de marché basés sur l'agroécologie, stimuler la demande d'agroécologie par le biais de la politique et des investissements de l'UE (marchés publics, soutien à l'élaboration d'une politique agroalimentaire favorable, normes alimentaires saines, etc.)	Le manque d'infrastructures de commercialisation efficaces et alternatives et de connectivité pour les organisations de producteurs agroécologiques.
Les partenaires de l'équipe Europe et les intermédiaires financiers doivent investir dans la cocréation, la diffusion et la pluridisciplinarité ; accroître la connectivité sur le terrain, comme l'ont déjà fait certains partenaires principaux chargés de la mise en œuvre.	La durée des projets ne donne pas assez de temps pour des approches participatives et des laboratoires vivants en agroécologie et la mise en œuvre n'est pas suffisante. La logique du cadre logique de l'UE n'est pas toujours propice ou sensible à la dynamique et à l'appropriation locales.
Ajouter un niveau supplémentaire pour atteindre et diffuser les résultats du projet. Des visites sur le terrain de projets d'agroécologie par l'EUD seraient bénéfiques à la fois pour les donateurs (meilleure compréhension des contraintes des acteurs locaux) et pour les bénéficiaires (reconnaissance de leur travail).	Le manque de localisation et d'appropriation devient un obstacle à la mise en œuvre efficace des financements de l'UE/D. Il s'agit d'une question à débattre sur le rôle des plateformes d'OSC et des organisations faïtières dans le pays.
Les départements européens de l'UE doivent renforcer la cohérence des rapports et de la responsabilité vis-à-vis du siège de Bruxelles et des hiérarchies internes afin d'accroître les synergies, en passant d'une approche axée sur les donateurs ou les projets à une approche axée sur les systèmes alimentaires.	Les principaux partenaires chargés de la mise en œuvre sont confrontés à des incohérences entre le siège et les départements européens de l'UE en ce qui concerne l'établissement de rapports et de comptes rendus sur l'agroécologie.

## Intégration des approches agroécologie et chaînes de valeurs

Comment et dans quelle mesure la compatibilité de l'agroécologie peut-elle être assurée avec l'accent mis sur l'approche des chaînes de valeurs par l'INTPA dans le cadre de la stratégie "Global Gateway" ? Comment et dans quelle mesure les déséquilibres de pouvoir sur les marchés mondiaux, avec l'UE en tant qu'organisme de normalisation et les pays africains en tant que preneurs de normes, sont-ils pris en compte ?

Une chaîne de valeur agricole est une gamme intégrée de biens et de services nécessaires pour qu'un produit agricole passe du producteur au consommateur final. Cela implique, du moins en partie, une approche des systèmes alimentaires, qui cherche à rétablir un lien plus direct entre ceux qui cultivent les aliments et ceux qui les consomment. Par exemple, en développant des chaînes alimentaires courtes ou une agriculture soutenue par la communauté, ou en relocalisant les systèmes et les marchés alimentaires au sein d'un même territoire (voir niveau 4 de

Gliessman). Cependant, une approche de chaînes de valeurs peut également se concentrer sur l'intensification durable d'une seule culture de rente destinée à l'exportation vers les marchés internationaux.

L'intégration des principes agroécologiques dans une approche de chaînes de valeurs nécessite d'évaluer non seulement la performance économique, mais aussi l'intégrité écologique, l'équité sociale et la résilience systémique tout au long des chaînes de valeurs. Pour ce faire, il faut soutenir les systèmes diversifiés dirigés par les agriculteurs et ancrés dans les marchés territoriaux, et non les chaînes orientées vers l'exportation (IPES-Food, 2021). Les chaînes de valeur doivent être restructurées pour redistribuer le pouvoir, en renforçant les coopératives de producteurs, le leadership des femmes et la gouvernance participative (IPES-Food, 2021). Les chaînes de valeur agroécologiques favorisent la cocréation de connaissances et l'innovation inclusive, en utilisant des outils tels que les systèmes de garantie participatifs (SGP) au lieu de la certification d'entreprise (IFOAM, 2023). Les politiques publiques et les investissements des donateurs devraient être alignés pour permettre une transformation localisée, un accès équitable au marché et des systèmes alimentaires socialement intégrés (Coalition pour l'agroécologie, 2023).

### **Formulation de chaînes de valeurs agroécologique**

Lors de la formulation des futures chaînes de valeur agroécologiques, il est impératif d'établir des **lignes rouges** ou des principes non négociables pour préserver la dilution de l'agroécologie dans des modèles de chaînes de valeur conventionnels et à forte intensité d'intrants. Les lignes directrices suivantes, alignées sur les 13 principes agroécologiques consolidés par le Groupe d'experts de haut niveau (HLPE) en 2019, pourraient guider le développement des chaînes de valeur agroécologiques.

- **Éviter une forte dépendance à l'égard des intrants** externes, qui met l'accent sur la minimisation des intrants externes et la maximisation de la réutilisation des ressources locales afin d'améliorer la durabilité.
- **Protection des systèmes de semences paysannes et des ressources génétiques** pour soutenir le principe de la **biodiversité**, en vue de maintenir et d'améliorer la diversité génétique au sein des agroécosystèmes.
- **L'obligation d'équité et d'inclusion** pour garantir une participation équitable des petits exploitants, des femmes, des jeunes et des groupes autochtones aux processus de prise de décision, aux marchés et à l'allocation des ressources (principes d'**équité** et de **participation**).
- **Réglementation visant à prévenir la concentration des entreprises** afin d'empêcher le contrôle monopolistique dans les secteurs de la transformation, de la distribution et de la vente au détail, qui pourrait nuire aux marchés locaux et à l'autonomie des agriculteurs (principe de la **diversification économique**).
- **Reconnaissance des divers systèmes de connaissances** afin de valoriser et de protéger les connaissances locales et autochtones.
- **Garanties environnementales globales** Les chaînes de valeur agroécologiques ne doivent pas se concentrer uniquement sur les mesures du carbone, mais aussi intégrer

des critères relatifs à la biodiversité, à la santé des sols et à la gouvernance de l'eau (ce qui va dans le sens des principes de **santé des sols** et de **biodiversité**).

- **Soutien aux systèmes alimentaires localisés** pour promouvoir les marchés territoriaux et les mécanismes de marchés publics qui favorisent les producteurs agroécologiques, plutôt que de donner la priorité aux chaînes alimentaires orientées vers l'exportation ou vers les entreprises. Cela reflète le principe de **connectivité**, qui vise à renforcer les liens entre les producteurs et les consommateurs au sein des économies locales.
- **Institutionnalisation de la gouvernance participative** pour établir des structures participatives dans la gouvernance des chaînes de valeurs, garantissant la responsabilité et la transparence de la production à la consommation (principe de **participation**).

### **Principales conclusions de l'étude de l'UE sur l'agroécologie et les chaînes de valeur responsables**

Le document "*VCA4D Conference, Knowledge Brief No 3 - Agroecology*" explore la relation entre l'agroécologie (AE), les chaînes de valeur responsables (CV) et la transformation des systèmes agricoles et alimentaires. S'appuyant sur des analyses transversales de sept études de cas en Afrique, en Amérique latine et dans le Pacifique, l'étude évalue le degré d'alignement entre les chaînes de valeur et les 13 principes agroécologiques définis par le groupe d'experts de haut niveau (HLPE). L'analyse révèle que si l'alignement sur les principes liés à la production, tels que le recyclage, la réduction des intrants et la biodiversité, est relativement fort dans les sous-chaînes certifiées et biologiques, l'alignement sur les principes liés à l'équité et à la responsabilité sociale reste faible, même dans les systèmes certifiés.

La relation entre les marchés et l'agroécologie est complexe. Les systèmes de certification tels que l'agriculture biologique et le commerce équitable facilitent certaines améliorations des pratiques de production, mais ne permettent souvent pas de résoudre des problèmes plus profonds liés à l'équité, à la gouvernance foncière et à la participation. D'autres mécanismes, tels que les systèmes de garantie participatifs, offrent des voies potentielles, mais ils sont confrontés à des difficultés considérables lorsqu'il s'agit de les étendre et d'en garantir l'accès aux consommateurs à faibles revenus. En outre, le rapport souligne que les transitions agroécologiques sont influencées non seulement par les pratiques techniques, mais aussi par des facteurs plus larges tels que les politiques, les structures de gouvernance, l'organisation sociale locale et les processus de recherche participative.

Le document souligne que pour soutenir les transitions agroécologiques, il ne suffit pas de promouvoir la certification environnementale ; il faut aussi affronter et transformer les inégalités structurelles ancrées dans les marchés agricoles et les systèmes de gouvernance existants. Les décideurs politiques sont encouragés à promouvoir un dialogue multipartite, à adopter une pluralité de voies agroécologiques et à aller au-delà des solutions basées sur le marché pour réaliser des transformations plus profondes vers l'équité, la résilience et la durabilité dans les systèmes alimentaires.

## **Quel rôle les EUD peuvent-ils jouer pour faciliter l'agroécologie et les approches des chaînes de valeur ?**

Les EUD jouent un rôle central dans la facilitation des échanges en représentant les intérêts de l'UE, en assurant la coordination avec les États membres et en mettant en œuvre des programmes de coopération au développement dans les pays d'accueil. Ils facilitent le dialogue, coordonnent l'assistance technique et contrôlent la mise en œuvre des accords commerciaux et des programmes de développement connexes sur le terrain. Les EUD fournissent à Bruxelles des informations essentielles sur les contextes économiques, sociaux et politiques locaux, influençant ainsi l'élaboration des politiques et la prise de décision. Leur capacité à influencer l'agenda de Bruxelles réside dans leur engagement direct avec les parties prenantes locales, les gouvernements et la société civile, ce qui leur permet de plaider en faveur de politiques et de programmes adaptés au contexte. Toutefois, leur influence sur Bruxelles peut varier en fonction de la force du leadership local de l'EUD, de l'expertise disponible, de la cohérence interne et de l'importance stratégique du pays d'accueil pour les priorités de l'UE.

# DISCUSSION GÉNÉRALE

## Utilisation des données

Le financement de l'UE pour l'agriculture, même s'il n'est pas qualifié d'agroécologique, peut avoir un impact important sur l'environnement politique de la transformation agroécologique. Une vision plus large des interventions de l'UE dans l'un des cinq pays pilotes, par exemple sur l'eau, les infrastructures, le renforcement des institutions, les droits de l'homme et la démocratie, la société civile et la participation, l'égalité des sexes, ou l'adaptation au climat et la sylviculture, les PME et l'autonomisation des jeunes, peut constituer un élément clé pour faire avancer l'agenda de l'agroécologie.

La comparaison entre l'agroécologie et d'autres solutions fondées sur la nature ou l'agriculture régénérative montre que l'équité sociale et la pluralité des connaissances sont essentielles au potentiel de transformation. (IPES 2022, Miroirs, figure 5). Il est important de noter que l'UE, en tant que donateur, obtient de bons résultats dans les domaines de l'équité sociale et de la participation, de l'égalité des sexes, de l'autonomisation des jeunes, de la participation et du soutien à la société civile et aux organisations d'agriculteurs. Les infrastructures pour la commercialisation territoriale et locale ne seront pas éligibles au financement de l'agroécologie, alors qu'elles sont une condition pour un environnement politique favorable. Le développement humain ne sera pas pris en compte dans l'agroécologie, alors que l'intensité de la main-d'œuvre et le travail informel au sein des ménages sont des caractéristiques essentielles des systèmes agroécologiques. Tout cela doit être maintenu.

Les investissements directs étrangers dans les corridors agricoles et les zones franches d'exportation (2019 IDE Afrique : 52 milliards USD) fournissent des infrastructures telles que le transport, l'électricité, la communication et les équipements informatiques, les usines de stockage et de transformation, ainsi que l'accès au marché. Ils peuvent concurrencer ou écarter les marchés publics et l'approvisionnement auprès des petits producteurs agroécologiques.

## Localisation et projets sur le terrain

L'Agenda 2030 appelle à un engagement de la société civile dans la localisation, la mise en œuvre et le suivi des Objectifs de développement durable. Pour soutenir les travaux du CAD, la Direction de la coopération pour le développement de l'OCDE a recueilli des éléments sur la manière de mieux habiliter la société civile à cet égard. La Recommandation 2021 du CAD de l'OCDE sur la participation de la société civile à la coopération pour le développement ([OECD/LEGAL/5021](#)) se réfère à trois piliers de la manière dont les fournisseurs de coopération pour le développement et d'aide humanitaire permettent à la société civile 1) de respecter, de protéger et de promouvoir l'espace civique ; 2) de soutenir la société civile et de s'engager avec elle ; et 3) d'encourager l'efficacité, la transparence et la responsabilité des organisations de la

société civile. Les efforts visant à encourager le leadership local dans la coopération au développement ont été déployés par différents mouvements, le mouvement "déplacer le pouvoir" ou "décoloniser l'aide", qui s'efforce de s'attaquer aux dynamiques de pouvoir, aux normes et aux préjugés existants, ce qui nécessite un engagement en faveur de la redistribution du pouvoir et des ressources (financières).

La localisation doit être encouragée non seulement parce qu'elle est plus efficace ou plus rentable, mais aussi parce qu'elle peut faire progresser la réalisation du droit de l'homme à l'autodétermination, du droit à une alimentation adéquate, des droits culturels, y compris la manière dont les gens se connectent et travaillent sur leur terre et produisent leur nourriture. Le leadership local concerne également la souveraineté alimentaire et le droit des personnes à définir leur propre alimentation et leurs propres systèmes agricoles

## Rôle de l'EUD

Même pour les acteurs internationaux, qui sont les principaux responsables de la mise en œuvre des financements de l'UE, il peut être difficile de faire face aux incohérences entre les lignes de gestion de la DGUE et du siège, ou au manque de connaissance de certaines interventions en matière d'agroécologie. Pour améliorer la cohérence, la gestion hiérarchique du personnel de l'EUD vis-à-vis du siège et de la direction de l'EUD pourrait être améliorée, ce qui permettrait d'accroître la responsabilité et la transparence des financements de l'EUD vis-à-vis de la société civile et des acteurs locaux.

L'EUD pourrait prendre plus de responsabilités et travailler avec des évaluateurs locaux pour réaliser des évaluations qualitatives des projets agroécologiques et des programmes de recherche. Ces évaluateurs pourraient également intégrer les résultats de ces évaluations dans leurs propres programmes ou les transmettre au siège. Le groupe de réflexion sur l'agroécologie de l'INTPA pourrait être un bon moyen de le faire.

Suite à un [article d'euractiv](#) du 17/01/2025, et à l'accès de l'agence de presse Politico à un document interne du Service européen pour l'action extérieure de septembre 2024 sur la restructuration des missions de l'UE à l'étranger, la nouvelle d'une réduction drastique des effectifs des délégations de l'UE sur le terrain a circulé. La réponse à la question parlementaire écrite de l'eurodéputée Assita Kanko (P-002951/24) reçue le 5/03/2025 de la part du Haut représentant de l'UE Kallas indique qu'en principe, aucune EUD ne fermera, tout en cherchant à améliorer encore l'efficacité et l'efficacité du Service européen pour l'action extérieure dans le contexte géopolitique complexe actuel. Par conséquent, les délégations de l'UE dans le pays resteront, mais perdront du personnel et leur pouvoir budgétaire, et se concentreront sur le dialogue politique relatif au partenariat et à la coopération internationaux.

## Analyse des résultats de cette étude par rapport à l'étude CIDSE 2020

L'étude de la CIDSE (2020) a examiné les décaissements de l'UE en faveur des agences basées à Rome - FAO, FIDA et PAM - au cours de la période allant de 2016 à 2018. L'étude a révélé que seuls 2,7 % des décaissements de l'UE ont soutenu des projets qui représentaient des étapes initiales vers l'agroécologie, en particulier par le biais d'initiatives axées sur la substitution d'intrants nocifs. Selon l'évaluation de l'étude à l'aide des niveaux de transformation de Gliessman (niveaux 4 et 5), aucun des projets n'a été qualifié de transformateur. À l'inverse, environ 79,8 % des fonds de l'UE acheminés par la FAO, le FIDA et le PAM ont soutenu l'agriculture conventionnelle ou des approches axées sur l'efficacité, telles que l'intensification durable. La méthodologie appliquée était scientifiquement rigoureuse, utilisant des critères stricts pour la catégorisation et la sélection des données. Ce faisant, l'étude a souligné que l'ensemble des données examinées ne constituait qu'une partie de l'aide publique au développement (APD) totale de l'UE.

L'ensemble des données de la CIDSE comprenait une analyse de 139 projets correspondant à un budget total de 343,3 millions d'USD. Une première identification plus large de 367 projets avec un budget cumulé de 1,26 milliard USD a finalement été exclue de l'ensemble de données final. L'aide bilatérale de l'UE dans les secteurs de l'agriculture, de la sylviculture ( ) et de la pêche entre 2016 et 2018 s'est élevée à 3,7 milliards d'USD, soit près de dix fois le budget analysé dans l'étude. D'autres secteurs, par exemple le développement rural, qui incluent potentiellement des initiatives agroécologiques, n'ont pas été couverts. Le rapport de la CIDSE 2020 souligne que les résultats de l'analyse des flux financiers de l'UE via la FAO, le FIDA et le PAM "ne doivent pas être facilement extrapolés à l'ensemble de l'approche et du financement de l'UE en matière d'agroécologie".

En revanche, les projets sélectionnés dans les profils nationaux pour cette étude prennent en compte un éventail plus large de données, acceptant tous les projets labellisés comme agroécologiques par INTPA, Team Europe ou les institutions multilatérales. Par conséquent, les résultats de cette étude ne sont pas directement comparables à ceux présentés dans le rapport de la CIDSE.

# RECOMMANDATIONS

## Politiques de l'UE

- L'absence d'un cadre politique clair et cohérent pour l'agroécologie risque de compromettre le soutien à l'agroécologie dans la programmation de l'UE. Pour être cohérente, l'UE devrait élaborer sa propre politique spécifique en matière d'agroécologie ou des lignes directrices contraignantes en matière de programmation. La publication prochaine par la DG INTPA d'un guide opérationnel sur l'agroécologie (attendue pour mai 2025) pourrait constituer un tremplin, en affirmant les engagements politiques et les orientations du siège de l'UE. Les chefs des DUE devraient s'associer à cet effort pour garantir la cohérence et accroître les synergies avec les programmes bilatéraux et mondiaux.
- Une plus grande transparence des flux de financement de l'UE en faveur de l'agroécologie et d'autres formes d'agriculture est nécessaire. Le mieux serait que l'UE et les donateurs procèdent eux-mêmes à une évaluation complète du portefeuille agroécologique et la publient, en réponse aux demandes de transparence et de responsabilité. Elle servirait également de base à un contrôle parlementaire ou à des examens externes indépendants.

## Financement innovant pour les organisations faitières et les plateformes d'OSC

- La future programmation de l'UE pourrait ouvrir des espaces pour les OSC/plateformes afin de les positionner sur la sensibilisation, l'adoption et la mobilisation, en s'assurant que la recherche et les innovations en agroécologie reflètent les communautés et les réalités du terrain.
- Les futurs financements de l'UE en faveur de l'agriculture devraient reconnaître la contribution de l'agroécologie à la résilience, soulignée dans la version révisée du Portail mondial de l'UE. Cela pourrait avoir des conséquences sur la manière dont les OSC encadrent l'agroécologie.
- Des fonds réservés pourraient être alloués à des acteurs locaux ayant fait leurs preuves en matière de sensibilisation des communautés agricoles locales à l'agroécologie.

## Engager les intermédiaires financiers

- Une plus grande responsabilisation est nécessaire pour le financement de l'UE/D dans les pays bénéficiaires en ce qui concerne la passation de contrats avec des intermédiaires financiers et la centralisation des liens avec leurs appels à propositions.

- La conditionnalité des contrats UE/D devrait garantir une plus grande participation des organisations de la société civile et des organisations d'agriculteurs à la conception et à la mise en œuvre des programmes.
- Les centres régionaux de mise en œuvre de l'UE/D devraient inviter les intermédiaires des OSC à devenir éligibles en tant qu'intermédiaires régionaux, en s'inspirant des centres de connaissances du KCOA.
- Les organisations d'agriculteurs sont des acteurs clés et des acteurs potentiels de la mise en œuvre de l'agroécologie, et les intermédiaires devraient se référer à des structures de participation des agriculteurs fondées sur des principes d'équité et de gouvernance des ressources.

### **Agroécologie transformatrice**

- L'intégration des principes de l'agroécologie dans les chaînes de valeur agricoles est de plus en plus fréquente et devrait privilégier les marchés territoriaux locaux, nationaux et régionaux, s'accompagner de garanties essentielles et d'une approche participative pour définir ce qu'est une chaîne de valeur agroécologique. Les travaux en cours sur les marchés territoriaux et sur l'entrepreneuriat agroécologique devraient contribuer à cette intégration.<sup>9</sup>
- Une focalisation unique sur l'innovation peut devenir un obstacle au changement transformateur. Elle peut renforcer une sorte de "mode de livraison agroécologique" qui risque de saper les approches participatives et d'ignorer ou de concurrencer les connaissances indigènes.
- Les partenaires de Team Europe et les intermédiaires financiers devraient investir davantage dans la co-création, la diffusion et la multidisciplinarité, en augmentant la connectivité sur le terrain. Souvent, la durée des projets ne donne pas assez de temps pour une participation adéquate, et s'appuyer sur des approches de laboratoire vivant en agroécologie et en mise en œuvre n'est pas suffisant. La logique du cadre logique de l'UE n'est pas toujours propice ou sensible à la dynamique et à l'appropriation locales. La conception d'indicateurs spécifiques sur l'appropriation locale dans les programmes pourrait modifier les résultats du suivi et de l'évaluation.
- L'EUD devrait renforcer la cohérence des rapports et de la responsabilité vis-à-vis du siège de Bruxelles et des hiérarchies internes afin d'accroître les synergies, en passant d'une approche axée sur les donateurs ou les projets à une approche axée sur les systèmes alimentaires.

---

<sup>9</sup> Voir le programme 2022-2024 lancé par Biovision sur l'investissement dans l'Agroecology Business Case (iABC) à l'adresse suivante : <https://www.biovision.ch/infopool/agroecological-business-case/>.

## **Encadrer la programmation des chaînes de valeurs pour centrer les principes agroécologiques, en donnant la priorité aux marchés territoriaux, aux systèmes alimentaires localisés et à la gouvernance participative.**

- L'UE et les États membres de l'UE devraient explicitement intégrer des lignes directrices agroécologiques dans la conception des programmes des chaînes de valeurs afin d'éviter la dilution dans des modèles conventionnels. Il s'agit notamment d'éviter la dépendance à l'égard d'intrants externes importants, de rendre obligatoire le soutien aux systèmes de semences gérés par les agriculteurs et de veiller à ce que l'intégrité écologique soit évaluée au-delà des mesures du carbone, en tenant compte de la biodiversité, de la santé des sols et de la gouvernance de l'eau. L'application de ces mesures de sauvegarde garantira que les initiatives des chaînes de valeurs dans le cadre de la stratégie de la Global Gateway soutiennent la transformation systémique.
- Les EUD devraient promouvoir des politiques de marchés publics et des instruments de financement qui favorisent les chaînes de valeur courtes, les marchés territoriaux et les entreprises agroécologiques. Le soutien aux systèmes de garantie participatifs et aux mécanismes de certification locale plutôt qu'à la certification d'entreprise peut accroître l'équité et l'accessibilité pour les petits exploitants et les consommateurs à faibles revenus. Les chaînes de valeur devraient être conçues de manière à soutenir des systèmes de production diversifiés et décentralisés qui relient directement les producteurs locaux aux consommateurs locaux, renforçant ainsi la souveraineté alimentaire et réduisant la dépendance à l'égard des modèles orientés vers l'exportation.
- L'UE et les EUD doivent faciliter la redistribution du pouvoir au sein des chaînes de valeur en renforçant les organisations de producteurs, en encourageant les structures de gouvernance inclusives et en soutenant le leadership des femmes et des autochtones. Les UE/D doivent institutionnaliser des mécanismes de gouvernance participative qui permettent aux OSC, aux agriculteurs et aux organisations communautaires de s'exprimer sur la conception, la mise en œuvre et le suivi des chaînes de valeur.

# ANNEXES

## Annexe 1 : Évaluation de deux projets agroécologiques financés par l'UE à l'aide de l'outil d'évaluation financière de l'agroécologie

Résumé de l'initiative du projet utilisé pour l'outil d'évaluation de l'agroécologie :

- DeSIRA Save Vegetables, Burkina Faso
- DeSIRA + Transition agroécologique vers une agriculture durable, Burkina Faso
- DeSIRA Agroforesterie du café Robusta, Ouganda
- DeSIRA + Innovations agroécologiques en Afrique centrale
- DeSIRA Proilience : Améliorer les sols et l'agroécologie pour des systèmes agroalimentaires résilients en Afrique subsaharienne, au Kenya

### ***Desira+ Innovations agroécologiques en Afrique centrale***



**Prosilience : Améliorer les sols et l'agroécologie pour des systèmes agroalimentaires résilients en Afrique subsaharienne**

Project Code:	BD3
Budget:	EUR 12000000
Start Date:	2021-06-01
End Date:	2024-12-31
Geographic Reach:	Multi-country level
Continent/s:	Africa
Region/s:	Eastern Africa, Western Africa, Southern Africa
Country/ies:	Benin, Ethiopia, Kenya, Madagascar

**Principles Not Applicable for this Initiative:**

- Animal Health
- Economic diversification
- Connectivity
- Land & Natural resources governance

Overall Score for this initiative: **50 %** ⓘ

Calculated based on the total score, divided by the total possible score for all applicable principles.  
**( 9 / 18 ) \* 100**

## Annexe 2 : Points forts des instruments politiques liés à l'EA et des mécanismes de mise en œuvre dans les pays cibles

### Sénégal

#### *Le Plan Sénégal Emergent (PSE)*

L'année 2019 a marqué un tournant politique important avec l'intégration de l'agroécologie dans la politique de l'Union européenne.

Le Plan Sénégal Émergent (PSE) Vert. Ce plan illustre l'engagement du gouvernement à s'attaquer à des problèmes tels que la dégradation des sols, la pénurie d'eau et la déforestation. Pour concrétiser cet engagement, le gouvernement a également accordé des subventions pour les engrais organiques.

et, à l'instigation de la CEDEAO, a créé un point focal pour l'agroécologie au sein du ministère de l'agriculture. La "Dynamique pour la Transition Agroécologique au Sénégal (DyTAES)" a joué un rôle essentiel dans l'intégration de l'agroécologie dans l'agenda politique.

Le Plan Sénégal Emergent (PSE) est le document clé de la politique de développement économique, social et environnemental du gouvernement sénégalais. Comme son nom l'indique, il vise à créer les conditions du développement du Sénégal à l'horizon 2035.

Le PSE est mis en œuvre par le biais d'un plan d'action prioritaire (PAP) quinquennal fondé sur des axes et des objectifs stratégiques, ainsi que sur des résultats escomptés. Le PAP est mis en œuvre par le biais de projets de développement, de programmes et de réformes sur une période de cinq ans, qui sont ensuite déployés dans le cadre d'un programme d'investissement public triennal.

Deux PAP ont été mis en œuvre au cours de la période 2014-2023 :

- PAP 1 (2014-2018), qui a généré une croissance moyenne de 6,6 % sur la période
- Le PAP 2 (2019-2023) a été réorganisé en 2020 en PAP2A pour s'adapter aux nouvelles réalités dues à Covid-19.

Le troisième Plan d'Action Prioritaire (PAP 3) couvre les 5 prochaines années (2024-2028) et marque l'entrée du PSE dans sa deuxième décennie de mise en œuvre. Il vise à impulser une croissance inclusive et durable pour transformer le Sénégal en accélérant l'industrialisation et en promouvant une économie résiliente et compétitive. Conformément à l'ambition du gouvernement sénégalais d'être autosuffisant, l'agriculture en général et l'horticulture en particulier figurent en bonne place parmi les thèmes abordés par le PAP 3.

#### *L'objectif général du PAP 3 jusqu'en 2028*

En termes opérationnels, le PAP 3 est structuré autour d'un ensemble de vingt-quatre (24) secteurs de croissance, regroupés autour de neuf (9) domaines clés, dont la souveraineté

alimentaire. Le renforcement de la souveraineté alimentaire est l'un des objectifs stratégiques de l'Axe 1 du PSE intitulé " Transformation structurelle de l'économie et croissance ". Ainsi, l'adoption en 2024 de la Stratégie de Souveraineté Alimentaire du Sénégal (SAS) vise à assurer durablement la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations, à développer une plus grande résilience face aux différents aléas et à impulser le développement économique et social à l'horizon 2035.

### *La stratégie de souveraineté alimentaire du Sénégal*

Le contexte marqué par la succession de crises résultant du COVID-19 et de la guerre en Ukraine a démontré l'urgence de la mise en œuvre de la politique d'autosuffisance agricole menée par la suite par le gouvernement sénégalais. En effet, la question de la dépendance vis-à-vis de l'extérieur s'est posée avec acuité, mettant en exergue la nécessité de renforcer au plus vite les systèmes alimentaires par une augmentation de la production. Outre la définition de politiques pour les secteurs primaires de l'agriculture, de la pêche et de l'élevage, la Stratégie de Souveraineté Alimentaire (SAS) du Sénégal définit plusieurs orientations stratégiques, comme suit :

- Accroître la disponibilité de denrées alimentaires en quantité et en qualité suffisantes à long terme (OS1)
- Promouvoir l'accessibilité physique et économique d'un régime alimentaire diversifié et nutritif pour la population (SO2)
- Renforcer le financement, la recherche et le développement et les services de conseil (SO3)
- Renforcement du cadre institutionnel (OS4)

Une série de programmes prioritaires ont été mis en place pour contribuer à la réalisation des objectifs fixés par la SAS. Ces programmes sont les suivants :

- Promouvoir la disponibilité d'un régime alimentaire varié et nutritif à un prix abordable.
- Promouvoir la "consommation locale" et soutenir la commercialisation des produits locaux.
- Accroître le financement et les services de recherche et développement.
- Amélioration de la mécanisation agricole.
- Renforcement et optimisation des installations agricoles.
- Relier les ports commerciaux, les marinas, les ports de pêche et les zones logistiques.
- Renforcer les réglementations nationales du marché.

### *Mise en œuvre du PAP 3 dans le secteur agricole*

L'agriculture représente près de 6 % du budget total du PAP 3, qui comprendra les projets suivants :

- Un projet de développement de 25 400 ha de terres fertiles.
- Un projet de mécanisation agricole.
- Projet de reconstitution du capital de départ horticole.
- Projet d'exploitation de l'eau pour le développement de chaînes de valeur.

- Projet de développement de fermes intégrées utilisant les énergies renouvelables et de développement des filières horticoles.

Cependant, la mise en œuvre de ces projets nécessite des réformes qui ont été identifiées dans la stratégie nationale pour la souveraineté alimentaire. Il s'agit notamment de réformer en profondeur la méthode de subvention des intrants agricoles, de mettre en place une plateforme d'information pour créer un marché secondaire, d'introduire un système de contrôle et de certification des semences et d'améliorer l'accès à la terre.

## Burkina-Faso

Le Burkina Faso a mis en œuvre plusieurs politiques agricoles et environnementales pour promouvoir les pratiques agroécologiques, dans le but de parvenir à une agriculture durable, de renforcer la sécurité alimentaire et d'améliorer la résilience au changement climatique. Les principales politiques et initiatives sont les suivantes :

- **Stratégie nationale pour l'agroécologie (SND-AE)** : Élaborée avec la participation de la Confédération paysanne du Faso, cette stratégie fournit un cadre pour la promotion des pratiques agroécologiques à l'échelle nationale.
- **Loi nationale sur l'agriculture biologique** : L'élaboration de cette loi vise à créer un cadre propice à la croissance du secteur de l'agriculture biologique. Elle comprend des mesures de soutien aux producteurs, telles que l'accès aux marchés et aux processus de certification, facilitant l'adoption de pratiques agroécologiques.
- **Plateforme innovante pour une agriculture résiliente** : Le Burkina Faso a lancé une plateforme qui réunit des scientifiques et des décideurs politiques pour collaborer à la lutte contre les menaces du changement climatique sur l'agriculture. Cette initiative vise à renforcer la sécurité alimentaire et à promouvoir le développement durable en adoptant des pratiques agroécologiques.
- **Plate-forme de coordination interministérielle** : Le Burkina Faso a mis en place une plateforme de coordination interministérielle pour faciliter la mise en œuvre effective des politiques agroécologiques. Cette plateforme permet la collaboration entre les différents ministères et agences du gouvernement, garantissant l'intégration des initiatives agroécologiques dans tous les secteurs.

### *La stratégie nationale pour l'agroécologie (SND-AE)*

La vision de la stratégie est formulée comme suit : *"D'ici 2027, l'agroécologie sera le moteur d'une production agro-sylvo-pastorale, halieutique et faunique durable et compétitive, respectueuse de l'environnement, de la santé des consommateurs et des valeurs culturelles, et résiliente au changement climatique"*.

L'objectif global de la SND-AE est d'augmenter durablement la productivité et la production agrosylvo-pastorale, halieutique et faunique par l'intensification agro-écologique. Elle sera mise en œuvre selon les principes directeurs suivants : anticipation, gestion axée sur les résultats (GAR), bonne gouvernance, subsidiarité, prise en compte du genre et de l'équité. Cette stratégie doit répondre à deux défis majeurs : (i) l'application à grande échelle des pratiques agro-écologiques dans tout le pays, selon les zones agro-climatiques, et (ii) le renforcement de la gouvernance de l'agro-écologie au Burkina Faso. La SND-AE est structurée autour de trois axes stratégiques :

**Axe stratégique 1 : Améliorer la gouvernance de l'agroécologie. Cet axe stratégique comprend cinq objectifs spécifiques :**

- 1.1 : Intégrer l'agroécologie dans les politiques agricoles
- 1.2 : Élaborer et mettre en œuvre des politiques qui soutiennent la transition agroécologique
- 1.3 : Faciliter l'accès durable des exploitations familiales aux terres rurales et aux marchés pour les produits agroécologiques
- 1.4 : Soutenir la mise en place et le fonctionnement de structures de gouvernance et de coordination agroécologiques aux niveaux national, régional et local
- 1.5 : Élaborer et mettre en œuvre une stratégie visant à mobiliser un financement stable et durable en faveur de l'agroécologie.

**Axe stratégique 2 : Mise à l'échelle de l'agroécologie dans toutes les régions du Burkina Faso. Trois objectifs spécifiques sont attendus dans le cadre de cet axe.**

- 2.1 : Développer et mettre en œuvre des projets d'agroécologie
- 2.2 : Intégrer l'agroécologie dans les plans de développement régionaux et communaux
- 2.3 : Diffuser les meilleures pratiques agroécologiques dans tout le pays.

**Priorité stratégique 3 : Renforcer les capacités des acteurs de l'agroécologie et des agents de vulgarisation. Cette priorité stratégique comporte quatre objectifs spécifiques**

- 3.1 : Intégrer des modules d'agroécologie dans les programmes de formation
- 3.2 : Former les agents de vulgarisation à la diffusion des pratiques agroécologiques
- 3.3 : Former les organisations de producteurs pour améliorer leurs connaissances et leur maîtrise des pratiques agroécologiques ; et 3.4 : Promouvoir la recherche et le développement dans le domaine de l'agroécologie.

*Plan d'action pour la stratégie nationale de développement de l'agroécologie*

Il s'agit d'un engagement politique clair en faveur de l'agroécologie, du soutien aux acteurs de l'agroécologie, du soutien à la recherche et au développement dans le domaine de l'agroécologie, de la responsabilisation des femmes et des jeunes, de la recherche de financements durables, de la prise en compte de l'agroécologie dans les ressources transférées par l'Etat aux collectivités locales ; - de l'organisation des marchés pour les produits agricoles.

## Kenya

Le Kenya a mis en œuvre plusieurs politiques agricoles et environnementales pour promouvoir les pratiques agroécologiques, dans le but de parvenir à une agriculture durable, de renforcer la sécurité alimentaire et d'améliorer la résilience au changement climatique. Les principales politiques et initiatives sont les suivantes :

### *Stratégie nationale du Kenya en matière d'agroécologie pour la transformation des systèmes alimentaires (2024-2033)*

La stratégie nationale d'agroécologie pour la transformation du système alimentaire 2024-2033 du ministère kényan de l'agriculture et du développement de l'élevage établit un cadre pour la transition des systèmes agroalimentaires du pays vers la durabilité, la résilience et l'inclusivité. Reconnaissant le rôle vital de l'agriculture, qui contribue de manière significative au PIB, aux recettes d'exportation et aux moyens de subsistance des populations rurales, la stratégie s'attaque à des problèmes tels que l'insécurité alimentaire, la malnutrition, le changement climatique et la perte de biodiversité. Elle met l'accent sur l'agroécologie en tant qu'approche holistique visant à améliorer la productivité tout en préservant la santé écologique, en soutenant les moyens de subsistance et en promouvant l'équité sociale. La stratégie souligne cinq défis majeurs : les systèmes de production non durables, la malnutrition, la faiblesse des cadres politiques, l'intégration limitée de l'agroécologie dans l'éducation et la pratique, et les inégalités sociales qui touchent les groupes vulnérables. Pour y remédier, il est proposé d'encourager l'agriculture durable, de promouvoir des régimes alimentaires sains, de mettre en place des politiques de soutien, de renforcer la recherche et l'innovation et de garantir l'inclusion sociale. La mise en œuvre impliquera une collaboration entre le gouvernement, les comtés, le secteur privé et les communautés, la coordination étant assurée par le Forum intersectoriel sur l'agrobiodiversité et l'agroécologie. La stratégie met également l'accent sur la gouvernance participative et l'autonomisation des groupes marginalisés, en particulier les femmes, les jeunes et les communautés indigènes. (Base de données LEX de la FAO)

Plusieurs comtés du Kenya ont élaboré et continuent d'élaborer des politiques d'agroécologie au niveau municipal (comté).

- **Politique d'agroécologie du comté de Murang'a (2022-2032)** : Cette politique au niveau du comté encourage l'adoption de pratiques agricoles durables et intelligentes face au climat, telles que la diversification des cultures, l'agriculture biologique et la conservation des sols, afin d'améliorer la sécurité alimentaire et la durabilité de l'environnement. Comté de Murang'a
- **Politique d'agroécologie du comté de Vihiga (2024)** : À l'instar de la politique de Murang'a, le comté de Vihiga a élaboré sa propre politique d'agroécologie afin de promouvoir des pratiques agricoles durables adaptées aux besoins locaux. Comté de Vihiga

## Ouganda

L'initiative de promotion de l'agroécologie, soutenue par des organisations non gouvernementales et des partenaires internationaux, vise à promouvoir l'agroécologie par le biais de projets pilotes, de formations et de campagnes de sensibilisation. Elle travaille en étroite collaboration avec le gouvernement ougandais pour intégrer l'agroécologie dans les politiques agricoles nationales. (FAO et ONG locales (2020). Initiative de promotion de l'agroécologie en Ouganda). L'initiative se concentre sur plusieurs domaines clés pour atteindre ses objectifs :

### *Renforcement des capacités et formation*

- Les agriculteurs sont formés aux pratiques agroécologiques telles que la rotation des cultures, les cultures intercalaires, l'agroforesterie et l'agriculture biologique.
- Les services de vulgarisation sont renforcés afin de fournir un soutien continu et un partage des connaissances.

### *Recherche et innovation*

- Les instituts de recherche locaux collaborent avec des organisations internationales pour développer et adapter des technologies agroécologiques.
- L'accent est mis sur les connaissances indigènes et les pratiques agricoles traditionnelles.

### *Plaidoyer politique*

- L'initiative vise à influencer les politiques nationales et locales en faveur de l'agroécologie.
- Il s'agit notamment de plaider en faveur d'incitations à l'agriculture biologique, de droits fonciers et de l'accès aux marchés pour les produits agroécologiques.

### *Engagement communautaire*

- Les coopératives agricoles et les organisations communautaires jouent un rôle central dans la mise en œuvre des pratiques agroécologiques.
- Les approches participatives garantissent que les agriculteurs sont activement impliqués dans les processus de prise de décision.

### *Développement du marché*

- Des efforts sont déployés pour créer des liens commerciaux pour les produits agroécologiques, afin que les agriculteurs reçoivent des prix équitables.
- Les programmes de certification des produits biologiques et agroécologiques sont encouragés.

## RDC

### **Programme de gestion durable de l'agriculture et de l'élevage (PGDA)**

Soutenu par l'Initiative pour les forêts d'Afrique centrale (CAFI), le PGDA se concentre sur l'intégration de la conservation des forêts dans la politique agricole. Les objectifs comprennent la formulation de lois qui soutiennent les pratiques durables, le renforcement des capacités à différents niveaux de gouvernance et la promotion de l'agriculture basée sur la savane pour réduire la déforestation.

([https://www.cafi.org/countries/democratic-republic-congo/sustainable-agriculture-policy?utm\\_source=chatgpt.com](https://www.cafi.org/countries/democratic-republic-congo/sustainable-agriculture-policy?utm_source=chatgpt.com))

### **Plaidoyer et soutien en faveur de l'agroécologie**

L'Alliance pour la souveraineté alimentaire en Afrique (AFSA) a plaidé en faveur des pratiques agroécologiques en RDC. En août 2023, l'AFSA a organisé un forum à Kinshasa intitulé "Réconcilier la production alimentaire avec la conservation de la biodiversité et l'urgence climatique dans le Bassin du Congo". L'événement a rassemblé plus de 200 décideurs, donateurs, membres de la société civile et représentants autochtones pour discuter de la réorientation des systèmes de production alimentaire et de la politique agricole vers l'agroécologie.

### **Initiatives de collaboration**

L'Agroecology Fund, avec le soutien d'organisations telles que la Fondation Arcus et la Fondation David et Lucile Packard, soutient une initiative de collaboration dans le bassin du Congo. Cette initiative se concentre sur l'agroécologie et la conservation locale basée sur les droits. En RDC, le réseau de la Société de conservation du Bassin du Congo (CBCS) dirige des projets qui comprennent la formation agroécologique par l'Association des Agriculteurs Sans Frontières (AASF) Bukavu, le plaidoyer politique par la Société Civile Environnementale et Agro Rurale du Congo (SOCEARUCO), et la recherche forestière par l'Institut Supérieur de Développement Rural (ISDR)-Kindu.

## Annexe 3 : Intégration de l'agroécologie et des chaînes de valeurs

### Bons et mauvais exemples d'intégration des approches de l'agroécologie et des chaînes de valeurs

#### **Un bon exemple : Le programme de développement agricole (PDA) au Burkina Faso**

Au Burkina Faso, le Programme de développement agricole (PDA), lancé en 2004 et mis en œuvre par la GIZ, soutient le développement de diverses chaînes de valeur agricoles - notamment la mangue, la volaille, le riz, le manioc et le sésame - grâce à l'application de la méthodologie ValueLinks. ValueLinks fournit un cadre structuré et participatif pour le développement des chaînes de valeur, intégrant des interventions aux niveaux micro (productivité au niveau de l'exploitation et pratiques agroécologiques), méso (coopératives et prestataires de services) et macro (environnement politique et institutionnel). Cette approche favorise la modernisation économique tout en promouvant l'équité sociale et la durabilité écologique, dans le but d'augmenter les revenus ruraux, de développer l'adoption de pratiques durables et d'améliorer les résultats nutritionnels (GIZ, 2023).

#### **Mauvais exemple : Ananas en Ouganda - Modèle biologique axé sur l'exportation**

La chaîne de valeur de l'ananas biologique en Ouganda, bien que présentée comme "durable", n'est guère conforme aux principes de l'agroécologie. Son approche de la monoculture donne la priorité aux marchés d'exportation, ce qui se traduit par une forte dépendance à l'égard de la certification par des organismes externes et une influence limitée des producteurs locaux sur les prix et les décisions relatives à la chaîne de valeur. En outre, le modèle est extractif, car l'exportation de nutriments compromet la fertilité des sols locaux, ce qui nuit à la durabilité écologique et à la résilience locale. Malgré la certification biologique, la chaîne ne favorise pas véritablement la circularité, la participation des agriculteurs ou l'intégration dans les systèmes alimentaires locaux (Bolwig & Odeke, 2007 ; Kwesiga et al., 2017).

## Annexe 4 : Aperçu de l'examen à mi-parcours de la Global Gateway2025-2027

<i>RMIP Component</i>	<i>Original Amount 2021-27 (million EUR)</i>	<i>MTR impact<sup>III</sup> (million EUR)</i>	<i>Amount 2021-27 post MTR (million EUR)</i>	<i>% Total</i>
<b><i>Priority area 1 – Human Development</i></b>	<b>880</b>	<b>-50</b>	<b>830</b>	<b>6.9%</b>
Health	400	-40	360	3.0%
Education and Skills	480	-10	470	3.9%
<b><i>Priority area 2 – Democratic Governance, Peace and Security, Culture</i></b>	<b>855</b>	<b>0</b>	<b>855</b>	<b>7.1%</b>
Democratic Governance	130	-	130	1.1%
Peace and Security	650	-	650	5.4%
Culture	75	-	75	0.6%
<b><i>Priority area 3 – Green transition</i></b>	<b>2,100</b>	<b>-394</b>	<b>1,706</b>	<b>14.2%</b>
Climate mitigation and Resilience	300	58	358	3.0%
Sustainable energy	570	-400	170	1.4%
Sustainable agri-food Systems	470	-32	438	3.7%
Biodiversity and Environment	400	-	400	3.3%
Water and Oceans	360	-20	340	2.8%
<b><i>Priority area 4 – Digital and Science, Technology and Innovation</i></b>	<b>1,240</b>	<b>-750</b>	<b>490</b>	<b>4.1%</b>
Digital transformation	940	-700	240	2.0%
Science, Technology and Innovation	300	-50	250	2.1%
<b><i>Priority area 5 – Sustainable growth and decent jobs</i></b>	<b>1,830</b>	<b>-729</b>	<b>1,101</b>	<b>9.2%</b>
Regional economic integration, Trade and Trade facilitation	630	25	655	5.5%
Transport connectivity	1,000	-796	204	1.7%
Sustainable finance, Investment climate and Private sector development	200	42	242	2.0%
<b><i>Priority area 6 – Migration and forced displacement</i></b>	<b>1,600</b>	<b>260</b>	<b>1,860</b>	<b>15.5%</b>
Migration	500	250	750	6.3%
Forced displacement	500	10	510	4.3%
Flexible funding mechanism	600	0	600	5.0%
<b><i>Support to Investments</i></b>	<b>1,450</b>	<b>3,233</b>	<b>4,683</b>	<b>39%</b>
<b><i>Actions in countries in complex settings</i></b>	<b>-</b>	<b>238</b>	<b>238</b>	<b>2%</b>
<b><i>Support Measures</i></b>	<b>287</b>	<b>-50</b>	<b>237</b>	<b>2%</b>
Capacity building and institutional support	170	-50	120	1.0%
Technical Cooperation Facility including Strategic Communication and Public Diplomacy	75	-	75	0.6%
Contribution to OACPS Framework	42	-	42	0.4%
<b>TOTAL</b>	<b>10,242</b>	<b>1,758</b>	<b>12,000</b>	<b>100%</b>

<sup>III</sup> The renamed 'Support to investments' envelope is resourced with funds for provisioning for guarantees and from reallocations of funds from priority areas of health; education and skills; energy; agri-food systems; water basin management; digital transformation and connectivity; and strategic economic corridors. These funds will address the same priority areas. 'Priority area 6 Migration and forced displacement' was increased through a reallocation of funds from 'Priority area 4 Digital and Science, Technology and Innovation' and 'Support measures'.

# Annexe 5 : Tableaux des profils nationaux sur le financement de l'UE/D en faveur de l'agroécologie

## Sénégal

Senegal country profile, March 2025

SENEGAL Agroecology (2019-2028)	Donor/ Partners	Period/ Budget
<p><b># DeSIRA+ in Africa Agroecology Transition to sustainable food systems: Component-1: Innovations at Scale for Agroecology in SSA</b> Multi-country: Western African component, Senegal, Burkina, etc Partner: AFD, CEDEAO: 3AO, RESCAR-AOC, Universities, committees (URC, CPR, CTS) (RESCAR-AOC, IPIAD, MOOC, Access Agriculture, AVSF-IRAM-INADES, etc).</p>	EU AFD (EUR 10M)	2024-2028 EUR 20M
<p><b># DeSIRA+ in Africa Agroecology Transition to sustainable food systems: Component-2: RMRN-Regional Multi-actor Research Network on Agroecology</b> Multi-country: West Africa component, Senegal, Burkina, etc Partners: Nat Agri Research Systems, Sub Regional Organisations-SRO, RUFORUM</p>	EU	2024-2026 EUR 4.5M
<p><b># GP-SAEP: Global Programme for Small-scale Agroecology Producers and Sustainable Food Systems Transformation (GP-SAEP)</b> Multi-country: Burkina, Senegal, DRC, Niger, Benin + 5 countries in Latin America Partner: IFAD, Enabel. Global Forum for Rural Advisory Services, Bioversity, SDC</p>	INTPA BE-DGD (UN-FSS-AEC)	2023-2026 EUR 23.2M
<p><b># DeSIRA: FAIR Sahel: Fostering an Agroecological Intensification to improve farmers' resilience in Sahel: DyTAES - Dynamique pour une Transition AE au Sénégal</b> Multi-country: Senegal, Burkina, Mali Partners: CIRAD, ActionAid, Caritas, HEKS, SOS Faim, Agile Consulting</p>	INTPA	2020-2023 EUR 7M
<p><b># DeSIRA: CaSSECs - Carbon sequestration, ecosystems and silvo pastorals, in cooperation with CILSS</b> Multi-country: Burkina, Senegal, plus, see also Great Green Wall Partners: World Vegetable Center: CILSS, CIRAD, ISRA, UCL, INRAE, FAO, Recopa</p>	EU	2020-2023 EUR 5.55M
<p><b># DeSIRA Global: FO-R19: Farmers Organisations Leading Research &amp; Innovation on Agroecology for Sustainable Food Systems</b> Multi-country: Senegal, Burkina, DRC (16 countries) Partners: AgriCord, CSA, PACO, ROPPA</p>	EU glocal	2022-2026 EUR 10M
<p><b># DeSIRA ABEE: West African Breeding Networks and Extension Empowerment</b> Multi-country: Burkina, Senegal, Niger Partner: CORAF, CIRAD, AfricaRice/IBP, INERA</p>	EU	2019-2024 EUR 8.7M
<p><b># DeSIRA BIOSTAR- Bioenergy for SMEs in West Africa</b> Multi-country: Senegal, Burkina Partner: CIRAD + UCL, Uni Hohenheim, ISRA, IRSAT-CNRST, Nitidae Ong, Uni Roma Tre, 2IE Foundation, Gaston Berger University</p>	EU AFD	2020-2024 EUR 9.4M EUR 2M
<p><b># DeSIRA TAP AIS – Tropical Agriculture Platform / Agricultural Innovation System</b> Multi-country: Burkina, Senegal, Eritrea, Malawi, Rwanda, plus 4 Partner: FAO-TAP</p>	EU	2019-2024 EUR 5M
<p><b># DeSIRA SYRIMAO – Innovative Regional Control System of Fruit Flies in WA</b> Multi-country: ECOWAS 15 Partner: ARAA: CIRAD, ICIPE, Royal Museum for Central Africa, IITA, CORAF</p>	EU AFD	2020-2024 EUR 11.4M
<p><b># DeSIRA: Health &amp; Territories: Health as a development leverage in the frame of agroecological transition</b> Multi-country: Senegal, Benin, Laos, Cambodia. Partner: CIRAD</p>	EUD	2021-2026 EUR 4M

## Senegal country profile, March 2025

<b># DeSIRA LIFT: Organic and Biofertilisers (OFBF)</b> Multi-country: Kenya, Senegal, Uganda etc. Partner: Agrinatura, CIRAD, ISA, NRI, SLU, WUR, EFARD networks-COLEAD	INTPA	2021-2025
<b># FO4ACP – Farmer Organisations for Africa, Caribbean and Pacific</b> <b>Multi-country: DRC, Senegal, Burkina, Kenya, Uganda</b> Partner: IFAD, AgriCord (EAFF, PAFO, PROPAC, ROPA, SACAU), DRC FO: CONAPAC, COOINDELO, COOPEBAS, COCAMA	EU (ACP)	2019-2025 EUR 10,7M
<b># RIPOSTES Project - Green Wall Initiative (ASERGMV)</b> Agroforestry, silvo-pastoral, Kaydara agroecological farm school Partner: FAO, GEF	EU 82% FAO/GEF	2021-2025 EUR 6M
<b># KCAO-Knowledge Centre for Organic Agriculture and Agroecology in Africa</b> Agrecole Afrique - developing a Participatory Guarantee System for Bio Senegal Partner: IFOAM bio	BMZ	2019-2022
<b># Review of 2015-2025 AU EOA-Initiative Strategy for recommendations 2025-2035</b> Multi-country: Senegal, Kenya, Uganda Partner: Agile Consulting	INTPA	2024
<b># Value Chain Development and Market Systems for EOA-Initiative</b> Multi-country: Senegal, Kenya, Uganda Partner: Biovision Africa Trust.	Biovision Africa Trust	2023
<b># Baseline Study of the Ecological Organic Agriculture Initiative in Africa</b> Multi-country: Senegal, Kenya, Uganda Partner: Biovision Africa Trust	Biovision Africa Trust	2019
Others (agroecology components)		
<b># Evergreen Agriculture Partnership: Farmer-Managed Natural Regeneration</b> Multi-country: 17 countries incl. Senegal, Burkina Faso, Niger and Mali Partner: ICRAF, World Vision, GIZ, FAO	BMZ, IrishAid Flanders, gef, FAO, NEPAD..	2013-2017 EUR 800,000
<b># Greening Africa Together: Climate partnerships and CO2 compensation</b> Multi-country: incl. Senegal, Burkina Faso, Kenya, Uganda, DRC Partner: African and European universities, local African NGOs	GIZ	
Sustainable Agriculture, Sustainable Food Systems (MIP 2021-2027)		
<b>Multi-annual Indicative Programme: 2021-2024</b> Priority 1: Sustainable agricultural value chains and food and nutrition security: Pesticide and fertiliser use reduction, organic agriculture, biodiversity, livestock and pastorals, smart agriculture, marketing, agropoles centre, agroecology, sustainable use of land, Great Green Wall, improved farm income. Use of EFSD+. Use of AgriFI under EDFI and Global Green Bonds Initiative. Support to agri-business, SB4A. G20 Compact.	EUD	2021-2024
<b>MIP-Agripole: Agricultural growth hubs</b> EUD support to Agripole Centre on sustainability challenges (smaller amount)	EUD, Enable, IT, EIB, AfDB	
<b># EDFI AgriFI: Agricultural Financing Initiative: support to Kossam, subsidiary of Senegalese dairy producer La Laiterie du Berger.</b>	EDFI	2021-2025 EUR 600 000

Senegal country profile, March 2025

<b>Annual Action Plan 2023:</b> Annexe 2: Economic growth: PAPSEN- Projet d'Appui à la Sécurité Alimentaire au Sénégal, PAIS-Programme Agricole Italie Sénégal, etc., develop synergies and complementarities.		
<b>2024 Amended Regional Sub-Saharan African MIP:</b> (no amendments for Senegal) Territorial integrated approach. Green transition, climate mitigation and resilience; sustainable agri-food systems, biodiversity and environment, water and oceans.		3.7% of total Regional MIP
<b>Global Gateway: NDCIC Global Europe: flagships: Agriculture and environment:</b> Food security and sovereignty, agro-industry, agroecological transition. Transforming strategic value chains e.g. peanuts, cereals, onions and bananas for local consumption and export. Credit for small agriculture enterprises and cooperatives.	Team Europe	2020-2027 EUR 66.5M
<b>Global Gateway: <a href="#">Great Green Wall</a></b> Multi-country: Burkina, <a href="#">Senegal</a> (11 countries, incl Mali, Mauritania, Niger, Nigeria). Funded under <a href="#">EU-Africa Global Gateway Investment Package</a> with commitments to three Rio conventions, promoting external dimension of the European Green Deal.	EU	2021–2025 EUR 17.7BN
<b>Investment Flagship Global Gateway: Land Degradation Neutrality Target:</b> Restoring forest, grasslands, rangelands, cultivated land; wetland, marginal land. Partners: GIZ, DANIDA, and many others (Includes EU project # RISPOSTES with EUR 4.9M, # AMCC+ on land restoration and climate change with EUR 5M, # CaSSECs on carbon sequestration and sylvo-pastorals)	EU EIB AFD AfDB, GCF, WB WFP, GEF,IFAD	USD 11.2M USD 312M USD 33.1M
Research budget		
<b>Joint Research Centre, GFAIR Global Forum on Agricultural Research and Innovation:</b> Economic Performance and Climate Change Mitigation Potential of Agroecology.	EU	2016 EUR 4.9M
<b>EU Agroecology Partnership</b> funded by Horizon Europe (Research programme)	EU	2024-2030 EUR 300M
Foreign Direct Investment (blending)		
Senegal: Diamniadio Integrated Industrial Park (P2ID), Public Private Partnership		

## Burkina-Faso

Burkina Faso country profile, March 2025

Burkina Faso Agroecology (2019-2028)	Donor/ Partners	Period/ Budget
<p><b># DeSIRA+ in Africa Agroecology Transition to sustainable food systems:</b>  <b>Component-1: Innovations at Scale for Agroecology in SSA</b>            Multi-country: Western African component, Burkina, Senegal            Partner: AFD, CEDEAO: 3AO, RESCAR-AOC, Universities, committees (URC, CPR, CTS) (RESCAR-AOC, IPAIAD, MOOC, Access Agriculture, AVSF-IRAM-INADES, etc).</p>	EU AFD (EUR 10M)	2024-2028 EUR 20M
<p><b># DeSIRA+ in Africa Agroecology Transition to sustainable food systems:</b>  <b>Component-2: RMRN-Regional Multi-actor Research Network in Agroecology</b>            Multi-country: West-Africa component, Burkina, Senegal, etc.            Partners: Nat Agri Research Systems, Sub Regional Organisations-SRO, RUFORUM</p>	EU	2024-2026 EUR 4.5M
<p><b># GP-SAEP: Global Programme for Small-scale Agroecology Producers and Sustainable Food Systems Transformation (GP-SAEP)</b>            Multi-country: Burkina, Senegal, DRC, Niger, Benin + 5 countries in Latin America            Partner: IFAD, Enabel, Global Forum for Rural Advisory Services, Bioversity, SDC            GP-SAEP Burkina Faso: Autre Terre with consortium of 8 organisations (APIL, ARFA, Baobab, CEAS Burkina, CNABio, GiE, IRSAT/CNRST, Yolse Tuuma), (EUR 2M)</p>	INTPA BE-DGD (UN-FSS-AEC)	2023-2026 EUR 23.2M
<p><b># DeSIRA: FAIR Sahel: Fostering an Agroecological Intensification to improve farmers' resilience in Sahel:</b>            Multi-country: Burkina, Senegal, Mali            Partners: CIRAD, ActionAid, Caritas, HEKS, SOS Faim, Agile Consulting</p>	INTPA (EUD)	2020-2023 EUR 7M
<p><b># DeSIRA: CaSSECs - Carbon sequestration, ecosystems and sylvo pastorals, in cooperation with CILSS</b>            Multi-country: Burkina, Senegal, plus, see also Great Green Wall            Partners: World Vegetable Center: CILSS, CIRAD, ISRA, UCL, INRAE, FAO, Recopa</p>	EU (EUD)	2020-2023 EUR 5.55M
<p><b># DeSIRA Global: FO-RI9- Farmers Organisations Leading Research &amp; Innovation on Agroecology for Sustainable Food Systems</b>            Multi-country: Burkina, DRC, Senegal (16 countries)            Partners: AgriCord, CSA, PACO, ROPPA</p>	EU global	2022-2026 EUR 10M
<p><b># DeSIRA ABEE: West African Breeding Networks and Extension Empowerment</b>            Multi-country: Burkina, Senegal, Niger            Partner: CORAF, CIRAD, AfricaRice/IBP, INERA</p>	EU	2019-2024 EUR 8.7M
<p><b># DeSIRA BIOSTAR- Bioenergy for SMEs in West Africa</b>            Multi-country: Burkina, Senegal            Partner: CIRAD + Ucl, Uni Hohenheim, ISRA, IRSAT-CNRST, Nitidae Ong, Uni Roma Tre, 2IE Foundation, Gaston Berger University</p>	EU AFD	2020-2024 EUR 9.4M EUR 2M
<p><b># DeSIRA TAP AIS – Tropical Agriculture Platform/ Agricultural Innovation System</b>            Multi-country: Burkina, Senegal, Eritrea, Malawi, Rwanda, plus 4            Partner: FAO-TAP.</p>	EU	2019-2024 EUR 5M
<p><b># DeSIRA SYRIMAO – Innovative Regional Control System of Fruit Flies in WA</b>            Multi-country: ECOWAS 15            Partner: ARAA, CIRAD, ICIPE, Royal Museum for Central Africa, IITA, CORAF</p>	EU AFD	2020-2024 EUR 11.4M
<p><b># DeSIRA SAFEVEG: Safe locally produced vegetables for West Africa's consumers</b>            Multi-country: Burkina, Benin, Mali, potential scaling to other ECOWAS countries</p>	EUD	2020-2025 EUR 8M

## Burkina Faso country profile, March 2025

Partners: CIRAD and WUL, INERA, IER, INRAB, local NGOs	NL	EUR 3,97M
<b># DeSIRA: Biorisks Anticipating and managing biological risks to strengthen farmers' resilience to climate change in West and Central Africa</b> Multi-country: Burkina Faso, DRC, West Africa, (in total 10 countries) Partner: CORAF	EU ACP	2020-2024 EUR 5M
<b># DeSIRA IRRINN – Intensification of agricultural production through upscaling of innovative adapted irrigation practices</b> Partner: CIRAD, irrinn	EU	2021-2024 EUR 2.4M
<b># DeSIRA LIFT - SUSTLIVES, Agricultural Innovation Systems</b> Multi-country: Burkina, Niger Partner: AICS, CIHEAM-Bari, Agrinatura-EEIG, EFARD (CIRAD, COLEAD, etc.)	INTPA EUD IT-AICS	2021-2024 EUR 6.5M
<b># DeSIRA AccesS - Accelerate innovations dynamics in the agricultural sector through the strengthening of Innovation Support Services</b> Partner: CIRAD, FAO, CNRST, Experts Synergy Consulting, Afric'Innov, CEDRES, CNABio	EU	2021-2025 EUR 2M
<b># DeSIRA PRISMA -Research and Innovation Project for Productive, Resilient and Healthy Agro-Pastoral System in West Africa</b> Multi-country: Burkina, Niger, Mali Partner: Enable, AECID, LuxDev, VSF-BE, INERA, KIR, INRA, CO2Logic, Sciensano, INSAH	EU	2022-2025 EUR 6M
<b># DeSIRA ProSilience: Enhancing soils and agroecology: Agroecology Leadership Acad</b> Multi-country: Burkina added to Kenya, Benin, Ethiopia, Madagascar, Tunisia Partner: GIZ, TPP	EU BMZ	(2021)-2024 (EUR 8M)
<b># FO4ACP – Farmer Organisations for Africa, Caribbean and Pacific</b> Multi-country: DRC, Senegal, Burkina, Kenya, Uganda Partner: IFAD, AgriCord (EAFF, PAFO, PROPAC, ROPA, SACAU), DRC FO: CONAPAC, COINDELO, COOPEBAS, COCAMA	EU (ACP)	2019-2025 EUR 10,7M
<b># Projet d'agriculture contractuelle et transition écologique (PACTE)</b> Partner: Ministry of Agriculture, ONGs, associations, cooperatives	EU, (EUD) AFD, KfW	2020-2024 EUR 28M
<b># Projet Résilience économique et système agroalimentaire dans la province du Tuy</b> Partner: Gret, Caritas Burkina COPSA-C, CEAS Burkina	EU	2023-2026 EUR 4M
<b># National programming on agroecology in Nord, Centre, Plateau Central</b> Partner: BD, ODJ, MBDHP, GEIP-C, UGKN, AMR, Inades-Formation, CAN Bio	BD	EUR 2. 97M
<b># The Sahelian Bocage in Burkina Faso</b> Partner: Terre Verte NGO (FR - BF), CARI, AFRA	CARI	2021
<b># Global Soil Doctors Programme –Burkina Faso</b> Partner: FAO Global Soil Partnership, Bureau National des Sols-BUNASOLS	DE-BMEL	2023
Others (agroecological components)		
<b># CABI PlantWisePlus project: Empowering smallholders to safeguard crops, livelihoods and biodiversity, using integrated pest management and biocontrol.</b> Multi-country: 30 countries Partners: SciDevNet, IFAD	INTPA Team Europe	2021-2030 EUR 20M

## Burkina Faso country profile, March 2025

<b># Evergreen Agriculture Partnership: Farmer-Managed Natural Regeneration</b> Multi-country: 17 countries incl. Senegal, Burkina Faso, Niger and Mali Partner: ICRAF, World Vision, GIZ, FAO	BMZ, IrishAid, Flanders, gef, FAO, NEPAD...	2013-2017 EUR 800,000
<b># Greening Africa Together:</b> Climate partnerships and CO2 compensation Multi-country: incl., Burkina Faso, Senegal, Kenya, Uganda, DRC Partner: African and European universities, local African NGOs	GIZ	
Sustainable Agriculture, Sustainable Food Systems. (MIP 2021-2024)		
<b>Multi-annual Indicative Programme 2021-2024</b> Priority 3- <u>Green economy and resilience: EGD, biodiversity, food systems:</u> Transformation and diversification of agri-food system, promotion of agroecology, rural urban connectivity, natural resource management and biodiversity (complementing NaturAfrica), territorial approach. Great Green Wall. Improved livelihoods of smallholders, agro-sylvo pastoral practices.	AU, BE, DK, FR, IT, LX, S, CH...	2021-2024 EUR 134,4M, (35% of total budget)
<b>2024 Amended Regional Sub-Saharan African MIP:</b> Post Covid, African countries in complex situations (conflicts). Territorial integrated approach remains preferred methodology. Green transition includes climate mitigation and resilience, sustainable agri-food systems, biodiversity and environment, water and oceans; support to sustainable agri-food system at 3,7% of total RMIP.	MIP ends in 2024 (replaced by EU Trust Fund/emergency response)	3.7% of total RMIP 2021-2027
<b>EU Trust Fund: Emergency response top G5 Sahel incl. Burkina Faso 2024</b> Based on 2023 Results-oriented monitoring (ROM). Strengthening the resilience of communities. Improved migration management. Positive contribution to humanitarian-development-peace nexus. (RECOSA project by Handicap International)	MIP replaced by EU Trust Fund	
<b>Global Gateway: NDCIC Global Europe: flagship projects: Regreening the country:</b> strengthening and expanding the Great Green Wall	Team Europe	
<b>Global Gateway: Great Green Wall:</b> Multi-country: Burkina Faso, Senegal (total 11 countries). Funded under the EU-Africa Global Gateway Investment Package. Pan-African Agency of the Great Green Wall. Land Degradation Neutrality Target. Agroforestry supply chains. 5 EU projects out of 88.		2021–2025 17.7 bill Euro
Research budget		
<b>Joint Research Centre, GFAIR Global Forum on Agricultural Research and Innovation:</b> Economic Performance and Climate Change Mitigation Potential of Agroecology National Innovation Platform for Burkina Faso	EU	2016 EUR 4.9M
<b>EU Agroecology Partnership</b> funded by Horizon Europe (Research programme)	EU	2024-2030 EUR 300M
Foreign Direct Investment (blending)		
<b># Agrifi: Gebana Burkina Faso GBF, Bobo Dioulasso</b> (dried mango/cashew processing) Partner: BIO Belgium investment Company for Development Countries	EDFI	2023 EUR 3M

## Kenya

Kenya country profile, March 2025

KENYA Agroecology (2019-2033)	Donor/ Partners	Period/ Budget
<p><b># DeSIRA+ in Africa Agroecology Transition to sustainable food systems:</b>  <b>Component 2: Regional Multi-actor Research Network on agroecology programme</b>            Multi-country: East African component            Partners: Nairobi Uni, KALRO, Biovision, CIAT, CIFOR-ICRAF</p>	INTPA EUD	2024-2025 EUR 17M
<p><b># DeSIRA+ ILSA: Investing in Livelihood Resilience and Soil Health:</b>            Multi-country: Kenya, Cameroon, Ethiopia            Partners: GIZ, MoALD, DARBE, ICRAF, Biovision, EOA-I, PELUM, TPP</p>	INTPA EUD BMZ	2025-2028 EUR 12M
<p><b># DeSIRA ProSilience: Enhancing soils and agroecology</b>            (Builds on bilateral Kenya-German Climate and Development Partnership)            Multi-country: Kenya, Ethiopia, Benin, Madagascar            Partners: GIZ, TPP</p>	EUD	2021-2024 EUR 8M
<p><b># DeSIRA LIFT: Organic and Biofertilisers (OFBF)</b>            Multi-country: Kenya, Senegal, Uganda etc.            Partners: Agrinatura, CIRAD, ISA, NRI, SLU, WUR, EFARD networks-COLEAD</p>	INTPA	2021-2025
<p><b># DeSIRA: Kenya: National Agroecology Strategy for Food System Transformation</b>            Partners: GIZ, PELUM, Biovision, ICRAF, AA, WWF, KOAN, HBF, TPP, BIBA ISFAA</p>	INTPA BMZ, CGIAR	2024-2033 KES 26.8 BN
<p><b># DeSIRA: ICSIAPL: Kenya: Integrated &amp; Climate Smart Innovations for Agro-Pastoralist Economies and Landscapes</b>            Partners: SNV, Kenya Agriculture Livestock Research Organisation</p>	EU NL-DGIS	2021-2023 EUR 2,5M
<p><b># DeSIRA: ESSA East Africa: Earth observation for agropastoral ecosystem</b>            Partner: University of Helsinki</p>	EU	2020-2024 EUR 5M
<p><b># DeSIRA: WATDEV: Climate Smart WATER Management and Sustainable Development for food and agriculture in East Africa, Kenya</b></p>	INTPA IT-AICS	2022-2026 EUR 7,5M
<p><b># DeSIRA: LSC-IS: Land, Soil and Crop Information Services to support:</b>            AKIS, sustainable intensification            Partner: CGIAR, Wageningen University, KALRO, Nat Agri Research Centres</p>	EU NL	2021-2024 EUR 5,3M EUR 1,4M
<p><b># Boosting sustainable food production in Kenya (BSFPK)</b>            Bottom-Up Economic Transformation Agenda BETA.            Partners: GoK (KCEP-GRAL), IFAD, FAO</p>	EUD	2024-(2026) EUR 10M
<p><b># ProEcoAfrica &amp; OFSA: Participatory Market Linkages for Organic Smallholders</b>            Partner: FiBL</p>	SDC +	2019-2021
<p><b># Acumen Resilient Agriculture Fund: Farmer training, territorial market.</b>  <b># Agroecology: an effective approach to prisoner rehabilitation: AFSA – RODI</b>  <b># BIOGI: Bio gardening innovations: Food forests in Kenya: AFSA</b></p>	GAFF FAO	
<p><b># Potential of PGS to improve smallholder market access and supply</b>  <b># Landscape Assessment of Agroecology in Africa: Biovision Africa Trust</b>  <b># DeSIRA-LIFT: Fairtrade Africa Strategic Plan 2021-2025</b>  <b># EOA-I 2015-2025 AU Strategy for 2025-2035</b>  <b># EOA-I Training on Value Chain Development and Market Systems</b></p>		

## Kenya country profile, March 2025

# AgriBiz Programme # EOA-I Baseline study		
Others (agroecology components)		
# <b>CABI PlantWisePlus project:</b> Empowering smallholders to safeguard crops, livelihoods and biodiversity, using integrated pest management and biocontrol. Multi-country: 30 countries Partners: SciDevNet, IFAD	INTPA Team Europe	2021-2030 EUR 20M
# <b>Evergreen Agriculture Partnership</b> Multi-country: 17 countries, incl. Kenya Partners: ICRAF, WV, GIZ, BMZ, Norad, Irish Aid, Flanders, gef, Nepad, FAO	BMZ, IRE, Flanders, gef, FAO, etc	2013-2017 EUR 800,000
# <b>Greening Africa Together:</b> Climate partnerships and CO2 compensation Multi-country: incl. Senegal, Burkina Faso, Kenya, Uganda, DRC Partner: African and European universities, local African NGOs Kenya	GIZ	
Sustainable Agriculture, Sustainable Food Systems (MIP 2021-2027)		
<b>Multi-annual Indicative Programme: 2021-2027</b> Priority 1: <u>Green transition, environmental sustainability and resilience:</u> Global Alliance on Circular Economy and Resource Efficiency and sustainable agri-food systems, natural capital and resilience, agroforestry, climate-smart agriculture, biodiversity conservation, pastoral ecosystems. Green economy and sustainable business, supply chains, access to finance for agri-business and smallholders; synergies with regional African and EU markets.	EUD Team Europe	2021-2024 EUR 188M
<b>Global Gateway: NDCIC Global Europe: flagships: Agriculture and Environment</b>	Team Europe	
Research budget		
<b>Joint Research Centre, GFAIR Global Forum on Agricultural Research and Innovation:</b> Economic Performance and Climate Change Mitigation Potential of Agroecology.	EU	2016 EUR 4,9M
# <b>EU Agroecology Partnership</b> funded by Horizon Europe (Research programme)	EU	2024-2030 EUR 300M
# <b>PrAectiCe:</b> helping smallholders in their agroecological transition. Multi-country: Kenya, Uganda, Tanzania Partner: Steinbeis-Europa, AFSA	EU	
Foreign Direct Investment		
Kenya: Pearl River China and Africa Economic Zones Ltd (AEZ)		

## Uganda

Uganda country profile, March 2025

Uganda Agroecology (2018- 2026)	Donor/ Partners	Period/ Budget
<b># DeSIRA Robusta Coffee Uganda agroforestry to adapt and mitigate climate change</b> Partner: CIRAD: National Forestry Research Institute, National Coffee Research Institute, Makerere Uni, Uganda Coffee Farmer Alliance, Icipe, IRD, Wageningen University, International Women Coffee Association.	EU COM EUD #C-Af	2021-2025 EUR 4.15M EUR 0.28M
<b># DeSIRA: WE4F-Water and Energy for Food, Uganda</b> Depletion of natural resources, biodiversity, uptake by smallholders Partner: GIZ, MLFA	EU BMZ, Norad, Sida, USAID	2020-2024
<b>3# DeSIRA LIFT: SIRGE-Strengthen the Innovation System for the Reduction of GHG emissions and environmental impacts of the nascent beef industry, Uganda</b> Partner: ACTED, ATTA, APRI, ESIPPS, MU, Nalirri, MWE-CCD, MAAIF	INTPA EU	2021-2024 2M EUR
<b># DeSIRA LIFT: Organic and Biofertilisers (OFBF)</b> Multi-country: Uganda, Kenya, Senegal, etc. Partners: Agrinatura, CIRAD, ISA, NRI, SLU, WUR, EFARD networks-COLEAD	INTPA	2021-2025
<b># DeSIRA+ for agro-ecological innovations in Africa</b> Multi-country:	INTPA EUD	Planned 100M EUR
<b># DeSIRA/GEF-8: FSIP – The Food Systems Integrated Program</b> Kunming-Montreal-Global Biodiversity Framework Multi-country: 32 countries, incl. Uganda Partner: FAO, IFAD	GEF EU	2023 EUR 250M
<b># Support to CGIAR Regional Integrated Initiatives (RIIs) in Africa</b> Multi-country:	INTPA-RIP	Planned 40M EUR
<b># GP-SAEP: Global Programme for Small-scale Agroecology Producers and Sustainable Food Systems Transformation</b>	INTPA (AAP 2022)	Planned EUR 18M
<b># ProEcoAfrica and Organic Food Systems in Africa</b> Multi-country: Kenya, Ghana, Uganda Partner: FibL, Biovision Africa Trust, GLS, FARA, Hivos, icipe, KALRO, OACK, AfroNet, IFOAM, Louis Bolk, IITA	SDC plus	2013-2021
<b># Trees on Farms for Biodiversity: German International Climate Initiative</b> Partner: ICRAF, IUCN, UFZ (Helmholtz), Leibniz Uni, CATIE, CIFOR	BMUV-IKI	
<b># KCOA - Knowledge Centres for Organic Agriculture and Agroecology. Knowledge Hub East Africa, Uganda. 2nd Agroecological Conference 25-28 March 2025</b> Multi-country: Uganda, Senegal, Kenya. Partner: African Biovision Trust, PELUM	BMZ GIZ	2019-2026 EUR 66.000
<b># A pathway to food security: Tackling land rights to food security in Uganda</b> Partner: ESAFF		
<b># KAFSCUL - Karamoja Agro-Farm Systems Consults, soil fertility Northern Uganda</b> Partner: AFSA, DFID, Tufts University, GoU	Irish Aid, UK Aid, USAID	2018

Uganda country profile, March 2025

<p><b># DeSIRA LIFT: Review of the Fairtrade Africa Strategic Plan &amp; Development of the 2021-2025 Strategic Plan, Netherlands</b> Multi-country project: study sites include Kenya, Uganda, Senegal</p>	<p>INTPA DeSIRA-LIFT</p>	<p>Euros 30,000</p>
<p><b># DeSIRA-LIFT: Review of 2015-2025 AU EOA-Initiative Strategy</b> Multi-country: Kenya, Uganda, Senegal, etc. Partner: EOA-I, Wageningen university</p>	<p>EU</p>	
<p><b># Synthesis of Existing Research on Livestock Political Economy</b> Multi-country: Uganda, Kenya, IGAD region Partner: Centre for Pastoral Areas and Livestock Development.</p>	<p>EU IGAD</p>	
<p><b># Value Chain Development and Market Systems for the EOA-I</b> Multi-country: Senegal, Uganda, Kenya Partner: Biovision Africa Trust</p>		
<p><b># Review of the Fairtrade Africa Strategic Plan &amp; Development Strategic Plan.</b> Multi-country: five African regions Partner: Fairtrade Africa</p>	<p>EU</p>	<p>(2021-2025)</p>
<p>Sustainable Agriculture, Sustainable Food Systems (MIP 2021-2027)</p>		
<p><b>Multi-annual Indicative Programme 2021-2027</b> Team Europe Vision for its development cooperation with Uganda 2020-2025: Priority 1: <u>Green and Climate Transition</u>: Sustainable management of natural resources . Priority 2: <u>Sustainable Growth and Jobs</u>: Agri-business. Sustainable Business for Uganda Initiative SB4U. Industrial Business Parks and/or Free Zones. Maximise EU-EAC Economic Partnership Agreement.</p>	<p>EUD Team Europe</p>	<p>2007-2023 EUR 1.8 BN</p>
<p><b>Multi-annual Indicative Programme 2014-2020 (11<sup>th</sup> EDF):</b> Sector 2: <u>Food Security and Agriculture</u>: EUD is key partner on agriculture and forest sector in Northern Uganda. EUD chairs Development Partner coordination on Environment and Natural Resources.</p>	<p>EUD</p>	
<p>Research budget</p>		
<p><b># Horizon 2020: Upscale - Realising the transformative potential of push-pull technology:</b> Integrated agroecological management Multi-country: East Africa, Uganda Partners: KALRO, IGAD, EAFF, SLU, ISD, icipe</p>	<p>EU No 861998</p>	
<p><b># PrAectiCe:</b> EU funded Agroecology research Multi-country: Kenya, Uganda and Tanzania. Partners: Steinbeis-Europa, AFSA</p>		
<p>Foreign Direct Investment / blending</p>		
<p><b># AgriFI: 30 investments into high-growth SMEs over 10 years, Uganda</b> Partner: INUA Impact Fund / Capital</p>	<p>EDFI</p>	<p>2023 EUR 2M</p>

# RDC

DRC country profile, March 2025

DRC country profile 2021-2027	Donor/ Partners	Budget/ Period
<p><b>#DeSIRA+ Afrique Central (RIP)</b> Multi-country: DRC, Burundi, Rwanda (total budget: EUR 10M). <b>DRC: Sankuru Agroforest:</b> Total budget: BE for DRC: EUR 42,3M EUR (multi-sector) Partners: Enabel-BE, AFSA, EAC, EUD responsible for contracts.</p>	INTPA/EUD BE-Enable ACT-61950 BEL: 23010	2022-2026 EUR 4.15M
<p><b>#DeSIRA Global: FO-RI9 -Farmers Organisations Leading Research &amp; Innovation on Agroecology for Sustainable Food Systems:</b> Multi-country: DRC, Burkina, Senegal, (16 countries) Partners: AgriCord, CSA, PACO members, COOCENKI Nord-Kivu, Farmer Org</p>	EU gJlobal	2022-2026 EUR 10M
<p><b># DeSIRA: Biorisks Anticipating and managing biological risks to strengthen farmers' resilience to climate change in West and Central Africa</b> Multi-country: Burkina Faso, DRC (in total 10 countries) Partner: CORAF, Felix Houphouet Boigny University, WAVE. BIMAF</p>	EU ACP	2020-2024 EUR 5M
<p><b># RDC : Unis pour l'agriculture et l'alimentation</b> DRC component: Gemena, Budjala in the province of Sud-Ubangi. Partner: Enabel. AFD, GIZ, WWF... Studio Hironnelle, nel</p>	EUD Enable	2024- Ongoing 45.8M EUR
<p><b># DeSIRA+ for agro-ecological innovations in Africa</b> Partners:</p>	INTPA EUD	Planned 100M EUR
<p><b>#Production and Resilience of Food Systems in ACP countries.</b> Multi-country project: all ACP countries (total EUR 350M) DRC component of decommitted 10th &amp; 11<sup>th</sup> EDF Food (Council 21/6/2022 decision) Partners:</p>	EUD	Planned 25M EUR
<p><b># Global Programme for Small-scale Agroecology Producers and Sustainable Food Systems Transformation (GP-SAEP)</b> Multi-country: DRC, Burkina, Chad, etc NDICI Challenge Partners: <a href="#">Rural Advisory Service</a></p>	INTPA F3 (AAP 2022) (2023/440-066)	Planned 18M EUR (EUR 23,2M)
<p><b># CGIAR Regional Integrated Initiatives (RIIs) in Africa</b> Countries: Partners:</p>	INTPA-RIP	Planned 40M EUR
<p><b># FO4ACP – Farmer Organisations for Africa, Caribbean and Pacific</b> Multi-country: DRC, Senegal, Burkina, Kenya, Uganda Partner: IFAD: AgriCord (EAFF, PAFO, PROPAC, ROPA, SACAU) and DRC Farmer Organisations: CONAPAC, COOINDELO, COOPEBAS, COCAMA</p>	EU (ACP) IFAD No 2000003055 No 2000004572	2019-2025 EUR 10,7M
<p><b># IFOAM Bio: Training of Trainers</b> Multi-country: Senegal, DRC, Cameroon, plus... Partner: GIZ</p>	BMZ GIZ	2019-2022
<p><b># EEAS Programme Environnement et Agriculture Durable en RDC</b> Yangambi biosphere reserve and Salonga parc, conservation, biodiversity, Programme Agricole Rural et de Conservation du Complexe de la Salonga -PARCCS. Partner: COFED, WWF, CIFOR, FORETS, YPS, NPC</p>	EUD 11th EDF	

DRC country profile, March 2025

<p><b>Landscape Assessment of Agroecology in Africa</b>                  Multi-country: DR Congo, Kenya,                  Obj: landscape of initiatives, programs in EOA and non-EOA countries</p>	<p>EU                  Biovision Africa                  Trust</p>	<p>2023-2024</p>
<p>Sustainable Agriculture, Sustainable Food Systems (MIP 2021-2027)</p>		
<p>The DRC also benefits from regional and global EU programmes.                  MIP flagships: <u>Biodiversity preservation and agri-business</u> : To foster the agroecological transition: <u>Sustainable management of protected areas</u>: supporting regeneration and conservation of biodiversity and agroecological systems in 5 NaturAfrica andscapes: Garamba, Salonga, Upemba, Virunga and Yangambi.  <u>Value chains</u>: wheat, maize, cassava, and coffee/plantain banana.</p>	<p>Team Europe                  (BE, F, DE, NL, S,                  EIB, AFD,                  Proparco, FMO,                  KfW)</p>	<p>2021-2024                  EUR 424M</p>
<p>Research budget</p>		
<p> </p>		
<p>FDI</p>		
<p>2021 Miluna concession EPZ. Green Congo Development (USAID)                  Sud-Ubangl, Kwango, Lualaba, Haut Uele, Sud-Kivu</p>	<p>USAID</p>	<p>USD 60M</p>

## Annexe 6 : Rapport sur le financement de la transition agroécologique dans la CEDEAO - Résumé des principaux résultats (rapport disponible ici)

Cette étude, commandée par le Programme Agroécologie (PAE) de la CEDEAO, examine les mécanismes existants de financement de la transition agroécologique (TAE) en Afrique de l'Ouest, avec des études de cas au Burkina Faso, au Ghana, au Sénégal, au Togo et des initiatives multipartites. Son objectif est d'identifier des voies pratiques pour augmenter le financement de l'agroécologie grâce à une meilleure coordination, des instruments financiers plus inclusifs et un soutien institutionnel plus fort. Ce rapport souligne que pour libérer tout le potentiel de l'agroécologie en Afrique de l'Ouest, il faut des stratégies de financement systémiques et multi-acteurs, ancrées dans les réalités locales et soutenues par un engagement politique et financier à long terme.

### Principales conclusions :

#### 1. Demande de financement agroécologique :

- La demande existe mais reste limitée et inégale, en particulier en dehors des secteurs orientés vers l'exportation.
- Les besoins financiers couvrent l'ensemble des chaînes de valeurs : intrants, infrastructures, reboisement, irrigation, systèmes de semences, transformation et accès au marché.
- Le financement seul est insuffisant - la sensibilisation, la formation et l'assistance technique à long terme sont également essentielles.

#### 2. Obstacles au financement:

- Des lacunes structurelles persistent dans l'accès au financement, en particulier pour les petits exploitants et les PME locales.
- De nombreux acteurs financiers ne comprennent pas ou ne sont pas incités à soutenir l'agroécologie.
- Les mécanismes existants ne sont souvent pas adaptés à la nature multisectorielle et systémique de l'agroécologie.

#### 3. Bonnes pratiques identifiées:

- Financement mixte (crédit, subventions, fonds propres) adapté à divers acteurs.
- Soutien intégré combinant des produits financiers et une assistance technique.
- Ancrage local par le biais d'institutions de microfinance, d'organisations de producteurs et de coopératives.
- Modèles innovants, y compris la finance numérique et les entreprises sociales (par exemple Bboxx, FairAfric).

#### 4. Défis institutionnels :

- De nombreux fonds nationaux (par exemple FONAFI, BOAD) restent bureaucratiques, sous-financés ou mal alignés sur l'agroécologie.
- Les institutions financières peu enclines à prendre des risques et les cycles de projet courts limitent l'impact.

- L'absence de cadres et de mesures harmonisés pour évaluer les résultats des investissements dans l'agroécologie.

5. Recommandations stratégiques :

- Développer et harmoniser les stratégies nationales en matière d'agroécologie avec les plans financiers budgétisés.
- Établir des partenariats à long terme entre les acteurs publics et privés.
- Créer des instruments financiers ciblés pour les PME et les acteurs en amont et en aval.
- Tirer parti des fonds internationaux pour le climat et l'environnement et mettre au point des mécanismes de financement basés sur la fiscalité.
- Renforcer les systèmes de suivi et les aligner sur les principes de l'agroécologie et les normes de la finance climatique.

## Annexe 7 : Liste des interrogées

### **Commission européenne, Délégations de l'UE**

Marion, Michaud et Etienne, Coyette, Commission européenne, INTPA-F3, Bruxelles  
Abdulaye, Traore et Paco Bellafont, EUD Burkina-Faso  
Jean-Piere Busogoro, EUD RDC  
Boubakar, Kanoute, EUD Sénégal  
Luis, Lechiguero, EUD Ouganda

### **Organisations internationales**

Emile Frison, Coalition pour l'agroécologie  
Liesa Nieskens, Dorith von Behain, Andrea Bender, GIZ  
Matthias Geck, ICRAF

### **Pays partenaires**

David Karanja, OACK  
Esther Bett, RODI

#### *Burkina-Faso*

Karim Sawadogo, 3AEO LuxDev  
Isidore Della, Inades Formation-BF

#### *Ouganda*

David Kabanda, CEFROHT  
Père Michael Omaria, OCADIDO  
Godfrey Onenthon, Caritas Ouganda  
Harriet Cynthia Nakasi, ACSA

#### *RDC*

Euphram Kivayaga, CPR-Centre de Promotion Rurale  
Clément Bisimwa, Coordinateur E&F

#### *Sénégal*

Famara Diedhiou, AFSA  
Aissatou Gueye, Action Aid

### **Groupe de pilotage du consortium**

Suzy Serneels, Broederlijk Delen  
Hamdi Benslama, Action Aid

Heidrun Leitner, DKA  
Michael Farelly, AFSA  
Sidsel Koordt Vognsen, DCA  
Cathrin Barklin, DCA

### **Groupe de référence élargi**

Luisa Fondello, Caritas Europe  
Julie Middleton, Action Aid  
Emmanuel Yap, CIDSE  
Emmanuel Justine, ESAFF  
Godfrey Onentho, Caritas Afrique  
Daniel Fernandez, Entraide & Fraternité  
Sarah Schneider, Misereor  
Nina Moeller, DSU

### **Visite de terrain au Sénégal**

Borgui Yerima, Coordinateur de programme, ARAA-CEDEAO  
Patrice Djamen, Chercheur au CIRAD, ses travaux portent sur le renouvellement du conseil agricole pour faciliter les transitions agroécologiques.  
Farma Ndiaye, Chercheuse à ISRA (Institut Sénégalais pour la Recherche Agricole),  
Coordinatrice du projet Fair Sahel au Sénégal  
Ebrima Sall, Directeur Exécutif, [Trust Africa](#)  
Saliou Ngom, Directeur de la Protection des Végétaux, ministère de l'Agriculture et de l'équipement rural et de la souveraineté alimentaire  
Laure Tall, Chercheuse en agroécologie, Directrice de Recherche à l'IPAR (Think Tank)  
Hassna Founoune, Chercheuse à ISRA (Institut Sénégalais pour la Recherche Agricole)

### **Visite de terrain au Kenya**

Iba Mar Faye, représentant national, GRET  
Mamadou Goita, directeur exécutif de l'IRPAD/ membre du panel IPES-Food  
Charles L. Tumuhe, responsable du projet "Healthy Soil Healthy Food", AFSA

Participants à l'atelier sur la promotion de l'agroécologie et des systèmes alimentaires durables, 10-14 février 2025, Sagana, organisé par ABN - African Biodiversity Network, African Centre for Biodiversity, AFSA, Biowatch South Africa, Brot für die Welt, PELUM Association, Rural Women's Assembly, SKI - Seed and Knowledge Initiative (Initiative pour les semences et les connaissances).

# RÉFÉRENCES

Bottazzi, P., et al. (2021). Coalitions de plaidoyer agroécologique : Une étude comparative au Sénégal. *Agriculture et valeurs humaines*. DOI: 10.1007/s10460-021-10247-5

Horizont3000. (2023). L'agroécologie au Sénégal : A system analysis. Extrait de <https://www.horizont3000.org/de/articles/agroecology-in-senegal-a-system-analysis-by-horizont3000-provides-insight> MDPI. (2023).

Héritages coloniaux et dynamiques de marché dans les initiatives agroécologiques au Sénégal. Extrait de <https://www.mdpi.com/2073-445X/12/7/1324>

GIEC. (2019). *Les changements climatiques et les terres : Un rapport spécial du GIEC sur les changements climatiques, la désertification, la dégradation des terres, la gestion durable des terres, la sécurité alimentaire et les flux de gaz à effet de serre dans les écosystèmes terrestres*. Chapitre 5 : Sécurité alimentaire. Extrait de <https://www.ipcc.ch/srccl/chapter/chapter-5/>

Bolwig, S. et Odeke, M. (2007). *Household Food Security Effects of Certified Organic Export Production in Tropical Africa (Effets sur la sécurité alimentaire des ménages de la production d'exportations certifiées biologiques en Afrique tropicale) : A Gendered Analysis*. Promotion des exportations de produits biologiques d'Afrique (EPOPA). Extrait de : <https://orgprints.org/id/eprint/15773/>

Kwesiga, J., Okello, D. K., Kaye, D. et Tumuhairwe, J. B. (2017). "Tracing Uganda's Primary Organic Pineapple Value Chain (Chaîne de valeur de l'ananas biologique primaire de l'Ouganda)". *ResearchGate*. Récupéré de : [https://www.researchgate.net/publication/297653262\\_Tracing\\_Uganda's\\_global\\_primary\\_organic\\_pineapple\\_value\\_chain](https://www.researchgate.net/publication/297653262_Tracing_Uganda's_global_primary_organic_pineapple_value_chain)

## Références pour les politiques nationales de soutien à l'agroécologie

Plan Sénégal Émergent (PSE) PLAN D'ACTION PRIORITAIRES 3 : 2024-2028  
<https://www.finances.gouv.sn/app/uploads/PSE-PAP-3-2024-2028.pdf>

Sénégal : politiques de soutien et opportunités dans le secteur agricole  
<https://www.agroberichtenbuitenland.nl/actueel/nieuws/2024/03/28/senegal-supportive-policies-and-opportunities-in-the-agricultural-sector>

Base de données FAOLEX, Burkina-Faso. Stratégie nationale pour l'agroécologie  
<https://www.fao.org/faolex/results/details/en/c/LEX-FAOC217823/>

Base de données FAOLEX, Burkina-Faso. Plan d'action pour la stratégie nationale pour l'agroécologie  
<https://www.fao.org/faolex/results/details/en/c/LEX-FAOC217823/>

Politiques de transitions agroécologiques en Afrique de l'Ouest : Quelles approches et alternatives ?  
[https://www.agroecology-pool.org/wp-content/uploads/2021/12/Summary-Roundtable\\_WAOC2021.pdf](https://www.agroecology-pool.org/wp-content/uploads/2021/12/Summary-Roundtable_WAOC2021.pdf)

Gouvernement du Kenya. (2024). Stratégie nationale d'agroécologie pour la transformation du système alimentaire (2024-2033). Ministère de l'agriculture et du développement de l'élevage. <https://kilimo.go.ke>

Gouvernement du comté de Murang'a. (2022). Politique d'agroécologie du comté de Murang'a (2022-2032). <https://muranga.go.ke>

Gouvernement du comté de Vihiga. (2024). Politique d'agroécologie du comté de Vihiga (2024). <https://vihiga.go.ke>

FAO (n.d.). Base de données juridiques FAOLEX. Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture. <https://www.fao.org/faolex>

UGANDA : Les petits exploitants agricoles s'engagent collectivement à se tourner vers l'agroécologie paysanne  
<https://viacampesina.org/en/2024/10/uganda-small-scale-farmers-collectively-commit-to-transformation-towards-peasant-agroecology/>

Central Africa Forest Initiatives, Gestion durable de l'agriculture et de l'élevage - RD Congo  
[https://www.cafi.org/countries/democratic-republic-congo/sustainable-agriculture-policy?utm\\_source=chatgpt.com](https://www.cafi.org/countries/democratic-republic-congo/sustainable-agriculture-policy?utm_source=chatgpt.com)

## Références pour Finances

Team Europe, explorateur et tableau de bord ODA  
[https://team-europe-explorer.europa.eu/oda\\_en](https://team-europe-explorer.europa.eu/oda_en)  
[https://team-europe-explorer.europa.eu/oda/explore-oda\\_en](https://team-europe-explorer.europa.eu/oda/explore-oda_en)

Team Europe, explorateur ODA  
[https://team-europe-explorer.europa.eu/oda\\_en](https://team-europe-explorer.europa.eu/oda_en)

Équipe Europe, tableau de bord des APD  
[https://team-europe-explorer.europa.eu/oda/explore-oda\\_en](https://team-europe-explorer.europa.eu/oda/explore-oda_en)

PPI - Programme Indicatif Pluriannuel pour le Burkina Faso 2021-2027  
[https://international-partnerships.ec.europa.eu/document/download/2f36acfa-a4d9-4ed3-80e9-3f634e1579d1\\_en?filename=mip-2021-c2021-9396-burkina-faso-annex\\_fr.pdf](https://international-partnerships.ec.europa.eu/document/download/2f36acfa-a4d9-4ed3-80e9-3f634e1579d1_en?filename=mip-2021-c2021-9396-burkina-faso-annex_fr.pdf)

Plan d'action annuel 2024 pour le Burkina Faso  
[https://international-partnerships.ec.europa.eu/action-plans\\_en](https://international-partnerships.ec.europa.eu/action-plans_en)

PPI - Programme Indicatif Pluriannuel pour le Sénégal 2018-2023  
[https://international-partnerships.ec.europa.eu/document/download/0f59a988-e380-4382-8bea-6711876542cb\\_en?filename=mip-2021-c2021-9362-senegal-annex\\_fr.pdf](https://international-partnerships.ec.europa.eu/document/download/0f59a988-e380-4382-8bea-6711876542cb_en?filename=mip-2021-c2021-9362-senegal-annex_fr.pdf)

PPI - Programme indicatif pluriannuel pour le Kenya 2021-2027  
[https://international-partnerships.ec.europa.eu/document/download/a626acd7-bab7-46ba-a45f-79290c72996f\\_en?filename=mip-2021-c2021-9088-kenya-annex\\_en.pdf](https://international-partnerships.ec.europa.eu/document/download/a626acd7-bab7-46ba-a45f-79290c72996f_en?filename=mip-2021-c2021-9088-kenya-annex_en.pdf)

PPI - Programme indicatif pluriannuel pour la RDC, 2021-2027

[https://international-partnerships.ec.europa.eu/document/download/39f092aa-a981-44c5-8b92-2bee9c3df6d9\\_en?filename=mip-2021-c2021-9389-democratic-republic-congo-annex\\_fr.pdf](https://international-partnerships.ec.europa.eu/document/download/39f092aa-a981-44c5-8b92-2bee9c3df6d9_en?filename=mip-2021-c2021-9389-democratic-republic-congo-annex_fr.pdf)

MIP - Programme indicatif pluriannuel pour l'Ouganda 2021-2027

[https://international-partnerships.ec.europa.eu/document/download/213dd708-12ab-4cc0-b7ec-d754f36cd7eb\\_en?filename=mip-2021-c2021-9149-uganda-annex\\_en.pdf](https://international-partnerships.ec.europa.eu/document/download/213dd708-12ab-4cc0-b7ec-d754f36cd7eb_en?filename=mip-2021-c2021-9149-uganda-annex_en.pdf)

Commission européenne, La connaissance au service des politiques - résultats de la recherche pour Burkina Faso

[https://knowledge4policy.ec.europa.eu/projects\\_activities\\_en?f%5B0%5D=projects\\_activities\\_geographic\\_coverage%3A1152](https://knowledge4policy.ec.europa.eu/projects_activities_en?f%5B0%5D=projects_activities_geographic_coverage%3A1152)

Commission européenne, Knowledge for Policy - résultats de la recherche pour Kenya

[https://knowledge4policy.ec.europa.eu/projects\\_activities\\_en?f%5B0%5D=projects\\_activities\\_geographic\\_coverage%3A1170](https://knowledge4policy.ec.europa.eu/projects_activities_en?f%5B0%5D=projects_activities_geographic_coverage%3A1170)

Commission européenne, La connaissance au service des politiques - résultats de la recherche pour Sénégal

[https://knowledge4policy.ec.europa.eu/projects\\_activities\\_en?f%5B0%5D=projects\\_activities\\_geographic\\_coverage%3A1186](https://knowledge4policy.ec.europa.eu/projects_activities_en?f%5B0%5D=projects_activities_geographic_coverage%3A1186)

Commission européenne, La connaissance au service des politiques - résultats de la recherche pour RDC

[https://knowledge4policy.ec.europa.eu/projects\\_activities\\_en?f%5B0%5D=projects\\_activities\\_geographic\\_coverage%3A1159&f%5B1%5D=projects\\_activities\\_geographic\\_coverage%3A1186](https://knowledge4policy.ec.europa.eu/projects_activities_en?f%5B0%5D=projects_activities_geographic_coverage%3A1159&f%5B1%5D=projects_activities_geographic_coverage%3A1186)

Commission européenne, La connaissance au service des politiques - résultats de la recherche pour l'Ouganda

[https://knowledge4policy.ec.europa.eu/projects\\_activities\\_en?f%5B0%5D=projects\\_activities\\_geographic\\_coverage%3A1159&f%5B1%5D=projects\\_activities\\_geographic\\_coverage%3A1186&f%5B2%5D=projects\\_activities\\_geographic\\_coverage%3A1197](https://knowledge4policy.ec.europa.eu/projects_activities_en?f%5B0%5D=projects_activities_geographic_coverage%3A1159&f%5B1%5D=projects_activities_geographic_coverage%3A1186&f%5B2%5D=projects_activities_geographic_coverage%3A1197)

DeSIRA - Innovation intelligente pour le développement par la recherche en agriculture

[https://capacity4dev.europa.eu/projects/desira/info/presentation\\_en](https://capacity4dev.europa.eu/projects/desira/info/presentation_en)

[https://capacity4dev.europa.eu/projects/desira/info/agroecology-and-sustainable-intensification-including-agroforestry\\_en](https://capacity4dev.europa.eu/projects/desira/info/agroecology-and-sustainable-intensification-including-agroforestry_en)

Partenariat européen pour l'agroécologie 2024-2030

<https://www.agroecologypartnership.eu>

Initiative internationale pour la transparence de l'aide 2024-203

<https://iatistandard.org/en/iati-standard/203/codelists/sector/>

KCOA - Centre de connaissances pour l'agriculture biologique et l'agroécologie en Afrique

<https://kcoa-africa.org/about-us/>

Base de données de la FAO sur l'agroécologie - recherche par pays

<https://www.fao.org/agroecology/database/en/>

<https://www.fao.org/agroecology/database/detail/en/c/1417686/>

FibL - Institut de recherche en agriculture biologique - travail en Afrique

<https://www.fibl.org/en/themes/regions-en/africa#pdb>

FibL- [carte interactive](#)

Projet CABI - Commonwealth Agricultural Bureaux International

<https://www.cabi.org/projects/plantwiseplu>

<https://www.cabi.org/what-we-do/cabi-centre/kenya/>

Projet de partenariat agricole Evergreen

[www.evergreenagriculture.net](http://www.evergreenagriculture.net)

Projet "Greening Africa Together

<https://greeningafricatogether.org>

Projet "La grande muraille verte

<https://thegreatgreenwall.org/great-green-wall-accelerator>

<https://ggw-dashboard.dgstg.org/en/countries/burkina-faso/>